

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

CONDITION DES OUVRIERS

DU

SERVICE DES POUDRES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 26 Mai 1910, à 3 heures

PAR

H. LACAPE

Élève Ingénieur des Poudres
Licencié ès Sciences

Président : M. JAY, professeur

Suffragants { *MM. PERREAU, professeur*
CAPITANT, agrégé

PARIS

JOUBE & C^{ie}, EDITEURS

15, rue Racine, 15

1910

CONSTITUTION DES QUARTIERS

SERVICE DES FORDRES

TABLEAU DES FORDRES

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs .

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

CONDITION DES OUVRIERS

DU

SERVICE DES POUDRES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 26 Mai 1910, à 3 heures

PAR

H. LACAPE

Élève Ingénieur des Poudres
Licencié ès Sciences



Président : M. JAY, professeur

Suffragants { *MM. PERREAU, professeur*
CAPITANT, agrégé

PARIS

JOUBE & C^{ie}, EDITEURS

15, rue Racine, 15

1910

A MONSIEUR R. NOGUÈS

Professeur honoraire au lycée Janson de Sailly

*En témoignage de ma respectueuse
reconnaissance.*



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41547121_0085

Condition des Ouvriers du service des poudres

CHAPITRE PREMIER

ORGANISATION GÉNÉRALE DU SERVICE

§ 1. — ETABLISSEMENTS ET FABRICATIONS

La fabrication des poudres et explosifs constitue un monopole d'Etat régi par la loi du 16 fructidor an V : cette même loi interdit l'introduction en France de poudres étrangères par des particuliers. Cette fabrication confiée à un corps spécial d'ingénieurs fut ensuite attribuée à l'artillerie de 1815 à 1865 ; en 1865, hors cinq poudreries qui restent à l'artillerie, le service des poudres est réuni à la direction générale des tabacs pour constituer au ministère des Finances la direction générale des manufactures de l'Etat. Le décret du 13 novembre 1873 a fait du service des poudres un service autonome placé directement sous l'autorité du ministre de la Guerre et formant la sixième direction de ce ministère (1).

Le service des poudres est chargé de la fabrication des

1. M. l'ingénieur en chef Désortiaux a publié dans le *Mémorial des poudres* un intéressant historique du service ainsi que des lois concernant les poudres et explosifs.

poudres et explosifs à l'exception des explosifs à base de nitroglycérine (dynamites) dont la fabrication a été laissée à l'industrie privée par la loi du 8 mars 1875.

L'artillerie a conservé une poudrerie pour ses essais et expériences et pour l'instruction de ses officiers ; cet établissement (Le Bouchet) ne fabrique que des poudres de guerre.

Le service fabrique des cotons-poudre (pour la guerre et pour l'industrie privée), des poudres B, des poudres de chasse pyroxylées, des explosifs, des poudres noires (poudres de chasse, de guerre, de mine et d'exportation). Ces fabrications sont réparties dans les dix poudreries de Sevran-Livry (Seine-et-Oise), Le Ripault (Indre-et-Loire), Angoulême, Toulouse, Saint-Chamas (Bouches-du-Rhône), Vonges (Côte-d'Or), Esquerdes (Pas-de-Calais), Pont-de-Buis et Moulin Blanc (Finistère), Saint-Médard (Gironde). Le service est encore chargé du raffinage du soufre, de la préparation ou du raffinage de quelques sels (raffineries de Lille, Bordeaux et Marseille).

Les poudreries comprennent en outre la fabrication de deux matières premières, l'acide nitrique et l'éther ; dans les poudreries d'Angoulême, de Saint-Chamas et de Sevran sont installées des tonnelleres qui fabriquent les barils servant à l'emballage des matières premières et des produits fabriqués.

On trouve dans chaque établissement les annexes qui se rencontrent dans toute usine importante : chaufferies, ateliers de réparation, laboratoire (avec usine à gaz). Tous

les établissements posséderont bientôt une usine électrique (force et éclairage).

§ 2. — PERSONNEL DU SERVICE

Le personnel comprend : un corps d'ingénieurs organisé par les lois du 13 mars 1875 et du 21 juillet 1907, par les décrets du 9 mai 1876 et du 21 décembre 1909 ;

Un personnel d'agents et sous-agents techniques organisé par le décret du 18 juin 1908 (1) ;

Des employés régis par le décret du 11 mai 1907 ;

Des ouvriers (hommes et femmes), régis par un ensemble de décrets postérieurs au décret du 26 février 1907.

Les ouvriers se divisent en ouvriers de métier, ouvriers de la fabrication et manœuvres. Les manœuvres sont les derniers ouvriers embauchés parmi les ouvriers qui n'entrent pas à la poudrerie pour exercer un métier déterminé, ils entreront à la fabrication lorsque leur ancienneté les y appellera. Les ouvriers de la fabrication sont ceux qui s'occupent des opérations propres aux poudreries. Les ouvriers de métier ou ouvriers d'art sont occupés aux machines, aux ateliers de construction ou de réparation,

1. Avant d'être appelés agents techniques (principaux et ordinaires) et sous-agents techniques (principaux et ordinaires) ces agents portaient depuis la circulaire du 13 mars 1878 les titres de : chef, sous-chef, chef mécanicien, chef emballeur, brigadier, poudrier, et avant 1878 les noms de : maître, adjoint au maître, maître charpentier, maître tonnelier, maître garçon, ouvrier à poste fixe... Le nom de « poste fixe » est d'ailleurs resté pour désigner les sous-agents techniques.

dans les tonnellerics. Cette division en ouvriers de métier et ouvriers de la fabrication a une grande importance au point de vue des salaires.

Les ouvriers de la fabrication et les ouvriers de chacune des catégories professionnelles entre lesquelles sont répartis les ouvriers de métier se divisent en commissionnés, auxiliaires et journaliers.

Le service comprenait au 1^{er} octobre 1909 :

Quarante-cinq ingénieurs (36 sortant de l'école polytechnique, 9 sortant du cadre des agents techniques) ;

Quatre-vingt neuf agents techniques ;

Quatre mille deux cent douze ouvriers et employés ainsi répartis (1) : Marseille 34 (2), Bordeaux 34 (2), Lille 30 (2), Vonges 190 (12), Saint-Chamas 310 (16), Toulouse 118 (12), Saint-Médard 879 (30), Angoulême 760 (44), Le Ripault 309 (18), Pont-de-Buis 505 (26), Moulin Blanc 445 (27), Esquerdes 203 (12), Sevrans-Livry 395 (33) (2).

Tout le personnel des poudreries doit être de nationalité française.

1. Le nombre entre parenthèses est celui des sous-agents, les nombres d'agents, sous-agents, ingénieurs donnés plus haut sont d'ailleurs des chiffres théoriques ; pour des raisons diverses les nombres réels sont inférieurs semblaient et être au 1^{er} octobre 1909, 35-69-200.

2. Le nombre des sous-agents d'une poudrerie n'est pas proportionnel au nombre de ses ouvriers ; les ouvriers prétendent avec raison que les cadres sont suffisants et qu'il n'est pas nécessaire de les augmenter en créant des *maîtres-ouvriers* ; ils réclament contre cette inégale répartition que rend encore plus visible ce fait que c'est dans les poudreries les plus riches en cadres que ces agents et sous-agents portent d'une manière plus régulière les insignes de leurs grades.

§ 3. — EMBAUCHAGE

L'embauchage des ouvriers et ouvrières est réglementé par la circulaire du 3 août 1908. Dans chaque établissement est tendu un registre d'embauchage sur lequel sont inscrits tous les candidats. Le candidat n'a pas de conditions d'âge à remplir. Il faut remarquer que les fabrications de l'acide nitrique et celles de la mélinite sont les seuls travaux des poudreries interdits aux enfants au-dessous de dix-huit ans (aux filles mineures et aux femmes) par la loi du 2 novembre 1892 (décret du 13 mai 1893). Certains directeurs ont refusé l'inscription aux mineurs de dix-huit ans ; pour la plupart des poudreries le cas ne s'est pas présenté. Actuellement les demandes d'entrée dans le service s'élèvent à près de la moitié du nombre des ouvriers travaillant dans les établissements : on pourrait sans inconvénient autoriser l'inscription de mineurs de dix-huit ans, ils auraient le temps de devenir majeurs avant d'être embauchés.

Sur le registre et pour chaque métier les candidats sont classés en six catégories, l'inscription dans une de ces catégories donne à l'ouvrier pour l'embauchage un droit de priorité sur les candidats inscrits dans les catégories suivantes. Dans les catégories 1, 2, 4, 5 rentrent les anciens ouvriers de la guerre licenciés par manque de travail (catégories 1 et 2) ou ayant quitté l'établissement de leur plein gré (4 et 5) ; la troisième catégorie comprend

dans un certain ordre de préférence les membres de la famille des ouvriers de l'établissement, la sixième comprend les autres candidats.

Le directeur a le droit de refuser l'inscription aux ouvriers qui, au moment de leur demande, sont reconnus par lui (et non par le médecin) comme ne convenant pas à l'emploi qu'ils sollicitent pour inaptitude physique ou pour toute autre cause. Ces refus d'inscription ont donné lieu à plusieurs réclamations des syndicats qui y voient un acte d'arbitraire.

Lorsqu'il y a lieu de procéder à des embauchages les candidats sont appelés dans l'ordre du registre à subir une visite médicale : si le médecin de la poudrerie reconnaît leur aptitude physique au service, ils sont admis à condition, dit la circulaire, « qu'une enquête faite sur leur compte n'ait pas relevé des habitudes d'inconduite ou d'intempérance ». Cette enquête est à peu près impossible et elle ne se fait sérieusement dans aucun établissement ; on ne voit d'ailleurs pas à qui le directeur pourrait la confier et qui voudrait accepter de la faire ; il est vrai qu'on pourrait la confier à la gendarmerie. Remarquons en outre que l'enquête devrait être faite immédiatement avant l'embauchage : or ces embauchages sont presque inopinés, décidés en quatre ou cinq jours et souvent ils portent sur une centaine d'ouvriers.

Pour les ouvriers d'art, le directeur est en principe tenu de les appeler dans l'ordre d'inscription ; cette disposition est fâcheuse car il est nécessaire de pouvoir ne

prendre que les ouvriers d'une habileté suffisante : comme correctif il est prescrit de faire subir aux candidats une épreuve professionnelle. Le plus souvent les directeurs appellent les premiers à l'embauchage les ouvriers de métiers qu'ils jugent être les plus capables sans se préoccuper de leur rang d'inscription : cette pratique conforme aux intérêts du service soulève invariablement des protestations des syndicats qui y voient un acte de favoritisme...

Les nouveaux embauchés ont à produire un extrait de leur casier judiciaire (bulletin n° 3), l'existence d'une condamnation inscrite sur ce bulletin ne devant pas *de plano* entraîner l'exclusion (circulaire du 6 septembre 1907). Cette dernière mesure qu'a inspirée au ministre un sentiment humanitaire très respectable est peut-être à regretter car, si les fautes de jeunesse doivent être pardonnées, il semble cependant prudent de ne pas admettre dans un établissement de la défense nationale des individus condamnés pour vol ou pour propagande anarchiste (1).

Journaliers, auxiliaires, commissionnés. — L'ouvrier

1. Ce vœu est inspiré par la constatation des nombreux *actes de sabotage* que l'on rencontre dans le service, actes que l'administration n'avoue que très rarement et contre lesquels tous les syndicats protestent avec énergie. Cependant ils existent : les-uns sont des actes de sabotage qui n'ont que des conséquences pécuniaires pour l'Etat (acides mal dosés, pesées mal faites, mélanges où on oublie d'introduire un corps essentiel) ; ces actes de sabotage malheureusement les plus nombreux, désorganisent les fabrications, affolent les ingénieurs, risquent de rendre tout service impossible. Les autres, plus graves, compromettent la sécurité de tous les services, tant du service que d'autres services de l'Etat : les actes de sabotage de cette catégorie consistent uniquement dans l'introduction, dans les produits fabriqués, de corps dangereux (objets métalliques ou allumettes).

qui n'a jamais travaillé dans un établissement de la guerre entre à la poudrerie comme *journalier* : s'il est ouvrier de la fabrication ou manœuvre, il sera payé au salaire le plus bas, s'il entre comme ouvrier d'art, il débute à un salaire convenu entre le directeur et lui, salaire fixé suivant sa plus ou moins grande habileté professionnelle. Le *journalier* touche d'abord son salaire intégralement : après six mois au moins de présence l'ouvrier peut verser 4 0/0 de son salaire à la Caisse des retraites, après un an il y est obligé ; entre ces mêmes limites, l'Etat commence un versement régulier à la Caisse des retraites et au profit de l'ouvrier, versement qui est aussi de 4 0/0 du salaire ; par le fait de cette participation de l'Etat aux versements l'ouvrier devient *auxiliaire*. D'*auxiliaire* l'ouvrier passera *commissionné* à l'ancienneté (ouvriers de la fabrication) ou au choix (ouvriers de métier) ; le nombre des *commissionnés* est (décret du 13 février 1899) d'au moins la moitié du nombre des ouvriers nécessaires aux établissements pour leur production normale : ce même décret de 1899 subordonne la nomination à l'avis préalable d'un *conseil d'établissement* où entrent deux ouvriers nommés par leurs camarades. Plusieurs circulaires réglementent le mode d'évaluation de l'ancienneté.

Indiquons dès maintenant que depuis 1905 le seul avantage de la commission est la garantie de ne pouvoir être, par mesure disciplinaire, renvoyé que par le ministre (1).

1. Avant 1905 les *commissionnés* seuls avaient droit au demi-salaire en cas de maladie ne résultant pas du service.

Ouvriers temporaires. — Parallèlement aux catégories ci-dessus indiquées (journaliers, auxiliaires, commissionnés) l'administration distingue les ouvriers embauchés sans condition de durée et les ouvriers embauchés à titre temporaire. D'après la circulaire du 3 juillet 1907 qui fixe la situation de ces derniers, l'ouvrier temporaire est celui qui est embauché pour une tâche déterminée, ne rentrant pas dans les travaux courants de l'établissement et qui se trouve débauché de plein droit dès que cette tâche est achevée; à s'en tenir à la lettre de la circulaire les ouvriers embauchés pour la fabrication d'une commande de poudre pressée ne sont donc pas des ouvriers temporaires. Cependant l'on peut embaucher à la fabrication des ouvriers temporaires en remplacement des ouvriers appelés à faire leur service militaire actif ou leurs périodes de réserve (1). Comme les syndicats réclament, par principe, toutes les fois qu'un ouvrier est licencié par manque de travail, pour éviter une réclamation certaine, l'ouvrier embauché pour des besoins temporaires signe une déclaration attestant qu'il est embauché pour un travail déterminé et qu'il sera de plein droit licencié dès l'achèvement du travail; de plus les syndicats devront être avisés des embauchages effectués dans ces conditions de façon à ce que, au départ des ouvriers, ils ne puissent élever aucune réclamation contre leur congédiement.

1. Une partie des ouvriers, destinée à assurer en temps de guerre la fabrication des poudres et explosifs militaires, est classée : indisponible et dispensée des périodes de réserve.

§ 4. — LICENCIEMENTS

L'effectif ouvrier de nos établissements a subi depuis 1870 des variations oscillatoires très importantes et ceci aussi bien pour le service dans son ensemble que pour chaque poudrerie en particulier.

Les causes d'ensemble ont été après 1871 la nécessité de reconstituer les approvisionnements de guerre, en 1886 l'introduction des poudres Vieille et l'obligation de remplacer par ces poudres une partie des approvisionnements de poudres noires, puis les réductions successives de la journée de travail (douze heures, onze heures, dix heures, neuf heures, huit heures et demie) enfin en 1906 l'achèvement des approvisionnements incomplets (Algésiras), 2.000 ouvriers avant la guerre de 1870, 2.550 en 1874, 2.650 en 1889, 5.000 en 1907 4.000 en 1909. La variation du personnel a aussi été grande dans chaque établissement et cela tient surtout à la loi générale de l'industrie : on ne produit que ce que demande le consommateur (1).

Cette instabilité de la position de l'ouvrier rendait nécessaire l'institution de règles précises pour déterminer qui devait être renvoyé lorsque le manque de travail nécessitait le licenciement d'une partie du personnel.

1. Pour mémoire : on peut constater dans quelques établissements la coïncidence des périodes d'embauchage avec les périodes électorales : je n'ai pas trouvé de licenciements importants coïncidant avec ces mêmes périodes.

Avant 1891 on ne trouve pas de règles précises, les directeurs se déterminaient d'après des considérations variables mais en règle générale ils renvoyaient d'abord les ouvriers « dont la manière de servir n'était pas satisfaisante », c'était l'époque où personne ne réclamait, où personne ne pouvait réclamer. Les pratiques en usage sont d'ailleurs approuvées par une circulaire du 13 février 1893 qui invite seulement les directeurs à ne pas faire coïncider ces renvois « de faveur » avec les licenciements proprement dits, on les avancera de quelques jours. En principe toutefois on suivra pour le licenciement l'ordre inverse d'ancienneté résultant des listes d'admission.

La circulaire du 4 août 1908 réglemente actuellement cette question : les ouvriers temporaires seront licenciés les premiers, par ordre inverse d'ancienneté, quels que soient leurs services antérieurs ; si le licenciement atteint des ouvriers embauchés sans condition de durée, les journaliers seront d'abord licenciés puis les auxiliaires par ordre inverse d'ancienneté, puis les commissionnés ; cette dernière éventualité n'est guère susceptible de se produire que dans le cas de suppression de poudrerie ; les commissionnés obtiendraient alors un tour de faveur (inscription à la première catégorie du registre d'embauchage) pour entrer dans les poudreries où seraient reportées les fabrications de la poudrerie supprimée.

Les listes de licenciement indiquant outre les noms des licenciés l'indemnité de licenciement (1) attribuée

1. Voir chapitre III.

à chacun d'eux sont affichées au moins un mois avant la date fixée pour le licenciement : ce délai d'un mois n'est pas applicable aux ouvriers temporaires. Cette mesure consistant à donner un délai aux ouvriers pour leur permettre de trouver une autre occupation est réglementaire depuis 1891 (circulaire du 31 décembre) ; elle évite à l'administration les réclamations en justice que les ouvriers pourraient appuyer sur l'article 1780 du Code civil modifié par la loi du 25 décembre 1890. Un ouvrier compris dans cette liste peut, pour éviter son renvoi, demander à être occupé à une autre profession que celle à laquelle il appartient ; si ses aptitudes le permettent, il sera employé dans cette spécialité au tarif du métier, le changement ne pouvant d'ailleurs augmenter le salaire de l'ouvrier.

Plusieurs fois notamment en 1908 les ouvriers ont réussi à faire retarder des licenciements ; les ouvriers ainsi conservés en surnombre étaient occupés à des travaux de terrassement variés et inutiles au taux des manœuvres.

§ 5. — TITULARISATION

Le commissionnement ne crée pour l'ouvrier aucun droit à être maintenu dans l'établissement en cas de manque de travail : l'ouvrier est donc, quelle que soit son ancienneté, dans une position précaire et il peut craindre que la suppression d'un établissement vienne à le priver de son gagne-pain. Aussi, depuis 1901 les ouvriers demandent qu'une partie du personnel soit titularisée, ce

mot signifiant que l'emploi de l'ouvrier sera stable et permanent, l'ouvrier titularisé ne pouvant être licencié par manque de travail et ayant droit à être immédiatement employé dans un autre établissement si celui auquel il appartient vient à être supprimé. La commission d'études des revendications du personnel civil des établissements militaires (1) a émis un avis favorable à la création d'un certain nombre d'emplois permanents affectés à un personnel titularisé ; cette mesure appliquée aux employés par un décret du 12 janvier 1906 et dont on espérait l'extension aux ouvriers a mué en un projet de création de *maîtres ouvriers* : des décrets ont en février 1910 introduit cette création dans les établissements de l'artillerie et du génie, mais devant la vive opposition des poudriers, le ministre n'a pas fait signer de décret pour notre service. L'utilité de ces maîtres-ouvriers ne se faire guère sentir dans nos établissements, ce seront des ouvriers qui, tout en travaillant, auront la surveillance de quelques camarades. Il y avait, il y a vingt ans, de tels maîtres-ouvriers : on les appelait alors brigadiers et poudriers, une lente évolution les a amenés à considérer que celui qui surveille ne doit pas travailler et ainsi les brigadiers et poudriers sont devenus les sous-agents techniques ; ainsi sera-t-il des maîtres-ouvriers. Actuellement il y a un surveillant par 18 ouvriers, c'est peut-être suffisant. Mais à côté de cet argument les ouvriers en invoquent deux autres : le premier est qu'ils

1. Président M. Ricard, créé par décret du 24 janvier 1901, rapport du 30 octobre 1903.

voudraient voir le titre de maître-ouvrier donné exclusivement à l'ancienneté, ils refusent absolument le choix qui est cependant de l'essence de la création projetée ; le second est qu'ils craignent qu'une loi ne vienne ajouter l'emploi de maître ouvrier aux emplois réservés de la loi de 1905 (1) ; lors de la discussion à la Chambre du budget des poudres en 1910, une intervention de M. Marin et la réponse du sous-secrétaire d'Etat ont montré que cette crainte n'était pas chimérique. Cette seconde raison mise à part, le projet est avantageux pour les ouvriers puisqu'il amènerait l'élévation des salaires d'une partie du personnel sans porter préjudice aux autres ; aussi peut-on s'étonner que la fédération des poudres ait envoyé au ministre un ultimatum (15 février 1910) qui se peut ainsi résumer « pas de maîtres-ouvriers ou la grève ».

§ 6. — SOUS-AGENTS ET AGENTS TECHNIQUES

Le cadre des agents et sous-agents techniques des poudres est organisé par le décret du 18 juin 1908 ; ces agents ont succédé aux chefs ouvriers, commis, brigadiers et pou-

1. Loi du 21 mars 1905 ;

EMPLOIS RÉSERVÉS

Poudres et salpêtres

TABLEAU E

chefs mécaniciens.....	1/2
commis du service des poudres et	
agents techniques.....	3/4
concierges.....	totalité

TABLEAU F

sous-agents techniques.....	totalité
-----------------------------	----------

TABLEAU G

néant.

driers que régissait le décret de 1876. Il y a neuf classes d'agents et six classes de sous-agents. Agents et sous-agents se recrutent parmi les anciens militaires conformément à l'article 69 de la loi du 21 mars 1905. En outre les agents techniques sont recrutés en partie parmi les candidats déclarés admissibles après examen subi devant une commission composée d'ingénieurs des poudres : à cet examen peuvent se présenter les sous-agents et les ouvriers ayant deux ans de service effectif dans les ateliers ou le laboratoire d'un établissement du service : à défaut de candidats appartenant au service l'administration peut admettre à l'examen tout candidat présentant les conditions d'âge (1) et d'aptitude physique exigées.

La loi du 21 mars 1905 réservait aux anciens militaires tous les postes de sous-agents techniques : en violation de la loi le décret permet de recruter les sous-agents « parmi les ouvriers ayant accompli au moins deux ans de service effectif dans les ateliers ou le laboratoire d'un établissement des poudres et qui, après proposition du directeur de l'établissement, auront été classés sur un tableau dressé à cet effet par les inspecteurs généraux », cette disposition fort heureuse est de nature à stimuler les ouvriers, à les encourager dans la recherche de perfectionnements des procédés de fabrication et des appareils ; les *gratifications* étant depuis quelques années pratiquement supprimées il

1. Pas de limite d'âge minima, limite maxima fixée par cette exigence que le candidat doit satisfaire aux conditions imposées par la loi de 1853 pour l'obtention d'une pension civile.

était juste d'avoir un moyen même illégal de récompenser le zèle des ouvriers.

Ingénieurs. — Le corps des ingénieurs se recrute pour les 4/5 à l'Ecole Polytechnique et pour 1/5 parmi les agents techniques ayant au moins six ans de grade (1). Les agents techniques nommés ingénieurs le sont exclusivement au choix (art. 3 du 21 décembre 1909) : l'examen qu'ils doivent subir en vertu de cet article semble n'être pas ouvert à tous les agents ayant six ans de grade, et le succès à cet examen ne donne pas droit à la nomination.

L'ensemble des dispositions précitées, en permettant à l'ouvrier d'élever sa situation, risque (ce sera un risque bien accueilli) de faire entrer dans le service des jeunes gens travailleurs et sans fortune ; ces mesures réussiront ainsi à relever la valeur professionnelle du cadre agents techniques et à l'élever au niveau de leur valeur morale de leur bonne volonté.

§ 7. — ORGANISATION ADMINISTRATIVE DES ÉTABLISSEMENTS

Elle est réglée par le décret du 26 juin 1908 qui a conservé la plupart des dispositions du décret qu'il abrogeait (15 décembre 1885).

Dans chaque établissement l'ingénieur du grade le plus élevé ou, à égalité de grade, le plus ancien est le chef de

1. Et appartenant à n'importe quelle classe de leur grade.

cet établissement. Le décret du 26 mai 1908 a substitué au mot « établissement » les mots « établissement ou groupe d'établissements », cette modification vise la suppression possible du poste d'ingénieur dans les raffineries ; ces établissements seraient rattachés à la poudrerie la plus voisine. Le directeur règle la répartition du service entre les divers chefs de service qui sont des ingénieurs ou des agents techniques, il conserve la direction supérieure des travaux qu'il ne s'est pas réservés. Dans chaque établissement il est institué un conseil composé du directeur, des chefs de service et de *l'agent spécial* (1) secrétaire avec voix consultative. Dans plusieurs établissements les ingénieurs sont seuls chefs de service ; s'il n'y a que deux ingénieurs le conseil d'établissement n'existe pas. Le conseil d'établissement a des attributions consultatives (avis à donner au ministre) et des attributions de contrôle sur la gestion financière ; en réalité il ne fonctionne que très irrégulièrement et le directeur signe les pièces sans demander l'avis du conseil : il est vrai que, surchargé de travail, il n'a le plus souvent même pas le temps de les lire lui-même. Pour assurer le service courant les chefs ouvriers (agents techniques), entre lesquels est répartie la surveillance des fabrications, des ateliers et des machines, présentent chaque matin un rapport oral ou écrit. Le *rapport* a lieu parfois en présence des ingénieurs et des chefs ouvriers réunis, parfois aussi chaque chef

1. L'agent spécial est un agent technique chargé de la comptabilité des finances. Un autre agent technique est comptable en matières.

ouvrier présente son rapport à l'ingénieur du service duquel il relève, l'ingénieur transmet ensuite au directeur. Pour toutes les mesures qui touchent au personnel le directeur se réserve souvent de prendre les décisions nécessaires afin d'éviter d'avoir à se prononcer, après réclamation, sur une mesure prise par un de ses collaborateurs.

CHAPITRE II

CONDITIONS DU TRAVAIL

§ 1. — SALAIRES

Le mode de rémunération adopté pour la plupart des ouvriers (80 0/0) est le salaire à l'heure ; pour ces salaires un régime différent existe pour les ouvriers de la fabrication et pour les ouvriers de métier.

Les ouvriers de la fabrication sont répartis en six classes comportant des salaires croissants. Le passage d'une classe à l'autre ne peut avoir lieu qu'après un certain temps passé à la fabrication proprement dite : ces délais sont six mois, trois, six, dix et quinze ans. Lors de l'établissement des différentes classes, en 1900, les directeurs ont cru devoir faire de la nomination d'une classe à la classe supérieure après le stage minimum la récompense due aux ouvriers les plus zélés, les plus habiles, les plus dociles, mais sous la pression des syndicats et avec l'approbation tacite du ministre, l'usage s'est introduit de faire avancer de classe les ouvriers dès qu'ils ont le temps de service requis ; seuls les ouvriers qui ont été l'objet de

punitions graves ou qui sont d'une maladresse particulière se voient refuser l'avancement pendant un ou deux mois; généralement le syndicat proteste contre ce retard et bien des fois il a émis l'opinion démentie par les textes (circulaire ministérielle) que le directeur était obligé de nommer à la classe supérieure l'ouvrier qui avait le temps de service minimum requis (1).

Les tarifs de ces différentes classes fixés tous les deux ans par le ministre sont, en principe, variables avec les établissements : leur moyenne est pour 1910 :

Prix de l'heure	$\left\{ \begin{array}{l} 0 \text{ fr. } 40 \text{ au début.} \\ 0 \text{ fr. } 44 \text{ après 6 mois} \\ 0 \text{ fr. } 48 \text{ après 3 ans} \\ 0 \text{ fr. } 51 \text{ après 6 ans} \\ 0 \text{ fr. } 53 \text{ après 10 ans} \\ 0 \text{ fr. } 56 \text{ après 15 ans} \end{array} \right.$	$\left\{ \begin{array}{l} \text{dans} \\ \text{la fabrication} \\ \text{proprement dite} \end{array} \right.$
--------------------	--	---

Les ouvrières de la fabrication sont de même divisées en cinq classes, le maximum de salaire peut être atteint après dix ans de service.

Tarif moyen pour 1910 :

0 fr. 26 au début.

0 fr. 29 après six mois.

0 fr. 31 après trois ans.

0 fr. 32 après six ans.

0 fr. 35 après dix ans.

1. Les syndicats demandent également que les avancements aient lieu après le stage accompli « au service de la poudrerie » et non « à la fabrication proprement dite ».

Cette infériorité des salaires de la femme est curieuse à constater lorsque la femme exécute le même travail que l'ouvrier et dans le même atelier; j'ai ainsi vu dans un établissement des femmes occupées aux piles à coton poudre à côté d'ouvriers (1) et à un salaire différent.

Au salaire de base s'ajoutent deux *primes* : une prime de 0 fr. 06 par heure est accordée aux ouvriers travaillant des matières acides, une prime de 0 fr. 30 par jour a été accordée en 1909 à tous les ouvriers et ouvrières de la fabrication (2).

Les nécessités du service conduisent souvent à demander aux ouvriers des *heures supplémentaires*, ces heures supplémentaires sont payées 10 0/0 en sus du tarif ordinaire.

La plupart des poudreries doivent, pour suppléer à l'insuffisance du matériel et pour activer la livraison des commandes, travailler la nuit; l'heure de nuit est payée 50 0/0 en plus du tarif ordinaire; est considéré comme travail de nuit tout travail effectué entre 9 heures du soir et 5 heures du matin.

Les *ouvriers de métier* sont en général payés à l'heure; chaque poudrerie possède un tarif particulier arrêté par le ministre sur la proposition du directeur et comportant pour

1. Dans cette poudrerie (Moulin Blanc) il devait y avoir à la fois licenciement d'ouvrières et embauchage d'ouvriers, c'est sur la demande des syndicats que les ouvrières ont été conservées pour faire le travail des ouvriers qu'on devait embaucher.

2. Les ouvriers travaillant à la mélinite touchent une prime de 0 fr. 10 par heure (double prime).

chaque profession une limite minima et une limite maxima des salaires. L'ouvrier de métier récemment embauché est payé à un salaire intermédiaire entre le minimum et le maximum fixés par le ministre, salaire débattu entre le directeur et lui : ce salaire de début sera fixé d'après les certificats que l'ouvrier pourra avoir obtenu de ses anciens patrons ou d'après les résultats d'un examen professionnel que le directeur lui fera subir. Le salaire de l'ouvrier de métier est augmenté par le directeur quand celui-ci le juge utile : l'ouvrier n'a aucun droit à être augmenté. Cette situation est à chaque instant critiquée et attaquée par les syndicats qui voudraient que le salaire augmente à l'ancienneté seulement ; ils n'ont d'ailleurs d'autre raison à invoquer que la nécessité de supprimer le favoritisme, l'arbitraire des directeurs. Il est à souhaiter que les ouvriers n'obtiennent pas satisfaction : la suppression du mode actuel d'avancement, mode heureusement emprunté à l'industrie privée, sera une cause de mauvais fonctionnement des ateliers, car l'habileté des ouvriers n'est pas en raison directe de leur âge ou de leurs années de service. Cette habileté décroît en général lorsque l'ouvrier a dépassé un certain âge et dans l'industrie à cette diminution de capacité correspond une diminution de salaire. Cette diminution du salaire des vieux ouvriers quelque inhumaine qu'elle paraisse peut cependant se justifier : l'ouvrier qui a dépassé cinquante-cinq ans n'a plus de jeunes enfants à nourrir : la possibilité de réduire son salaire en le faisant correspondre aux services qu'il peut rendre permet au

patron de conserver plus longtemps l'ouvrier. Dans notre service cet abaissement du salaire n'est pas possible pour les ouvriers de la fabrication car il constitue une punition prévue ; pour les ouvriers de métier il semble possible, mais aucune application n'en a été faite.

Les majorations pour travail supplémentaire et pour travail de nuit s'appliquent aux ouvriers d'art comme aux ouvriers de la fabrication : elles ne s'appliquent ni aux uns ni aux autres lorsque le travail est payé à la tâche.

Salaires à la tâche. — La circulaire du 29 août 1903 organise le travail à la tâche et indique dans quels cas il pourra s'appliquer. Les tarifs sont arrêtés au commencement de chaque année par le ministre sur la proposition des directeurs. La circulaire pose en principe que tout ouvrier travaillant à la tâche doit réaliser un gain dépassant le salaire à la journée, le dépassement étant variable « suivant la nature du travail et sa continuité ». Ce double principe est critiquable car il ne semble pas juste d'augmenter ainsi brusquement le salaire de quelques catégories d'ouvriers : ce principe est surtout critiquable lorsqu'on voit des dépassements de 100 0/0 ; des modifications apportées l'année suivante au tarif doivent ramener ces dépassements à une moyenne de 40 0/0 : il ne s'agit là, bien entendu, que du salaire moyen de tous les ouvriers travaillant aux pièces et non du salaire d'un ouvrier particulièrement habile.

Les directeurs établissent chaque année un tarif provisoire des salaires à la tâche et font afficher ce tarif : les

ouvriers peuvent présenter leurs observations individuellement, collectivement ou par l'intermédiaire des syndicats : en principe ces observations sont présentées par écrit, mais peuvent être ensuite développées oralement. Le directeur transmet ensuite les tarifs au ministre qui les arrête définitivement. Les tarifs ont mis assez longtemps à se fixer et les erreurs initiales dans les prix de base ont eu des conséquences intéressantes. Si le prix de base était trop bas, les ouvriers produisaient le moins possible, certains qu'ils étaient de toucher le salaire à l'heure, minimum garanti ; si le prix de base était trop élevé, les ouvriers stimulés par l'espoir d'un gain plus fort, travaillaient avec acharnement et produisaient le plus possible ; un prix de base trop élevé a ainsi produit cette conséquence qu'il a fait licencier le quart des ouvriers d'un atelier de tonnellerie.

La circulaire nous dit : « si l'application des tarifs à la tâche donne accidentellement pour un ouvrier un salaire inférieur au tarif de la journée cela peut provenir : 1° d'une modification survenue dans l'outillage ou dans les matières à travailler : si cette modification doit persister des propositions de relèvement doivent être adressées au ministre ; 2° De l'incapacité de l'ouvrier au travail qui lui a été confié auquel cas il faut renoncer à lui faire exécuter ce travail ; 3° exceptionnellement de l'incapacité de l'ouvrier, ce qui dénote que son tarif de journée est exagéré. Dans ces divers cas le règlement doit être fait à la journée » ; la solution du troisième cas n'est pas logique, le salaire à

la journée de l'ouvrier étant trop élevé il serait équitable que le directeur ou le ministre puisse abaisser ce salaire ou bien qu'on continue à appliquer à cet ouvrier le tarif à la tâche puisque ce tarif donnant des résultats satisfaisants pour les autres ouvriers correspond au travail réellement fourni. Le premier cas semble aussi mal inventé et il faudrait une modification de l'outillage bien défectueuse pour diminuer la productivité.

Quand le travail est exécuté par association le gain total réalisé par le groupe associé est réparti entre les différents ouvriers qui y ont participé, proportionnellement au nombre d'heures que chacun y a consacrées et au taux du salaire à l'heure qui lui est accordé quand il travaille à la journée.

Pour les ouvriers et ouvrières de la fabrication on a cru devoir adopter une règle différente en considération, semble-t-il, de ce que l'avancement ayant lieu à l'ancienneté ne correspond pas à une augmentation de la capacité de l'habileté de l'ouvrier. Le règlement des travaux à la tâche, individuels ou en association se fait comme si tous ces ouvriers touchaient le même salaire et il leur est payé à part un supplément de salaire correspondant à la différence entre le salaire de leur classe et celui de l'avant-dernière.

Le salaire à la tâche ne s'applique pour les fabrications qu'au travail des ouvrières (triage des déchets de coton, bottelage des poudres B) et à la carbonisation ; il a été aussi appliqué à la fabrication de l'acide nitrique. Il s'ap-

plique pour la plupart des travaux de menuiserie et de charpenterie, pour tous les travaux de tonnellerie. Il peut s'appliquer pour les travaux d'emboîtement et d'emballage et pour le transport, l'empilage, le rangement des matières premières, des emballages, des combustibles, des matériaux de construction.

Des *primes d'économie* peuvent être établies pour intéresser les ouvriers aux réductions de dépense des matières accessoires servant aux fabrications ; ces primes d'économie employées pour l'économie du combustible à la carbonisation ne sont pas susceptibles de se développer ; les quantités de matières premières à employer sont rigoureusement déterminées et les rendements ne peuvent pas être beaucoup augmentés par l'habileté des ouvriers (1). Cependant des applications peuvent en être faites à l'économie des vases et objets en grès dans les fabriques de coton poudre, à l'économie de charbon dans la fabrication de l'acide nitrique.

Le salaire à la tâche a été attaqué dans notre service comme dans l'industrie en général ; en 1903 une enquête fut faite dans les poudreries sur l'opportunité de sa suppression, les ouvriers étaient interrogés individuellement et devaient répondre par « oui » ou par « non » à la question : « désirez-vous la suppression du travail à la tâche ? » Le résultat de ce referendum fut très net, tous les ouvriers

1. Mais une diminution dans le rendement serait une malfaçon.

employés à la tâche votèrent pour le maintien, presque tous les autres pour sa suppression. Les syndicats dans tous les congrès de la fédération ont demandé cette suppression.

Les raisons qu'ils invoquent en faveur de cette suppression ne sont pas nouvelles : le salaire à la tâche stimule l'activité des ouvriers qui augmentent leur production pour obtenir un salaire plus élevé ; le patron diminue alors les tarifs et l'ouvrier est obligé pour gagner un modeste salaire de fournir un travail écrasant. Cet argument n'est pas valable dans les poudres puisque le gain à la tâche doit par principe dépasser d'environ 40 0/0 le salaire à l'heure. En réalité les syndicats sont jaloux de voir les ouvriers travaillant à la tâche réaliser des gains très supérieurs à ceux des ouvriers travaillant à l'heure, ils sont jaloux de voir les salaires inégaux résultant de l'inégale habileté des ouvriers, d'autre part ils voient dans cette suppression du travail aux pièces un moyen de diminuer le chômage : l'ouvrier n'étant plus intéressé à produire beaucoup, ne produira que le moins possible (1), ce sera la demi-grève de l'indolence. Cette préoccupation de faire entrer de nouveaux ouvriers dans le service se retrouve dans toutes les revendications des syndicats (congrés payés, mise à la retraite obligatoire à cinquante-cinq ou soixante ans, diminution de la journée de travail). Un autre reproche

1. Un remède, déjà appliqué, sera de fixer un minimum de production. Les ouvriers réclament contre les ingénieurs qui essayent d'appliquer de telles mesures.

que les ouvriers adressent au salaire à la tâche est qu'il pousse les ouvriers à soigner moins leur travail ; ce reproche n'est pas sans quelque exactitude pour nos tonnelleries mais, au point de vue théorique, il n'est pas fondé ; des *retenues pour malfaçons* peuvent être faites sur le salaire (1), elles doivent être faites en application d'un règlement fait par le directeur et porté à la connaissance des ouvriers. Ces retenues sont appliquées au triage du coton ; les paniers de coton trié peuvent être vérifiés par le surveillant, si cette vérification décele une proportion trop forte de corps étrangers, le triage du panier en question n'est pas payé à l'ouvrière. Pour ce même triage et pour assurer la bonne exécution du travail, les ouvrières ne doivent, dans leur journée, trier qu'une quantité limitée de coton. Le travail n'en est d'ailleurs pas mieux fait pour cela, les ouvrières finissent le triage bien avant la sortie et restent désœuvrées aux abords de l'atelier en attendant la cloche. Cette limitation des quantités fabriquées ne paraît pas susceptible d'être étendue, elle est surtout préjudiciable aux ouvriers les plus habiles.

Progression des salaires.— Le salaire a subi depuis quelque soixante ans des augmentations considérables : avec le temps les salaires en augmentant se sont différenciés avec les catégories d'ouvriers, avec l'ancienneté, avec la capacité. Avant 1871 tous les ouvriers d'un éta-

1. Ces retenues sont versées pour le compte de l'ouvrier à la Caisse des retraites à capital aliéné.

blissement touchent le même salaire. Cela tient à la nature de la fabrication : on ne fait que des poudres noires qui se fabriquent avec un matériel primitif à la confection et aux réparations duquel travaillent des ouvriers pris dans la fabrication, ouvriers qui font en quelque sorte leur apprentissage de menuisier ou de tonnelier dans la poudrerie même.

Les chiffres suivants relevés à la poudrerie d'Angoulême donnent une idée de l'accroissement de ces salaires ; les poudreries ont eu en effet jusqu'à ces dernières années des tarifs de salaire presque identiques ; les directeurs cherchaient à réaliser cette identité aussi exactement que possible et sans ordres de l'administration ; plusieurs fois ils ont eu recours à des réductions du salaire pour réaliser cette égalité :

1848		2 fr.	
1855		2	15
1860		2	30
1865		2	85
1871 à 1878		3	et 3 fr. 25
1878 à 1888		3	et 3 50

En 1888 apparaît la prime de 0 fr. 06 par heure de travail aux acides. En 1895 les salaires sont portés à 3 fr. 30 et 3 fr. 80 ; ces chiffres subsistent jusqu'en 1900 : en cette année 1900 on voit les ouvriers de la fabrication divisés en six classes payées au taux de 3 fr. 20, 3 fr. 35, 3 fr. 80, 4 fr. 10, 4 fr. 30, 4 fr. 50, le maximum étant atteint après vingt ans de service. En 1909 une augmenta-

tion générale de 0 fr. 30 est accordée à tout le personnel de la fabrication : les salaires sont actuellement de 3 fr. 40, 3 fr. 75, 4 fr. 10, 4 fr. 35, 4 fr. 50, 4 fr. 75, chiffres auxquels pour la majorité des ouvriers on doit ajouter la prime d'acides et la prime de 0 fr. 30, ce qui porte les salaires à 4 fr. 20, 4 fr. 55, 4 fr. 90, 5 fr. 25, 5 fr. 40, 5 fr. 55. Le salaire de 4 fr. 20 n'est payé que pendant six mois et le salaire de 5 fr. 55 est atteint après quinze ans de services (à la fabrication), on peut donc considérer le salaire moyen des ouvriers des poudres comme voisin de 5 fr. 50 (1).

Les manœuvres touchent de 3 fr. 20, à 4 fr. 35.

Les ouvriers de métier sont payés, les ouvriers en métaux, de 4 fr. 35 à 7 fr. 50 ; les ouvriers en bois de 4 fr. 30 à 6 fr. 55, les chauffeurs de 3 fr. 60 à 5 fr. 95, les autres de 4 à 6 francs.

Les ouvrières travaillent pour la plupart à la tâche. Leurs tarifs à l'heure ont augmenté depuis l'introduction du personnel féminin à la poudrerie (1888), le salaire était alors de 1 fr. 60 ; en 1900 trois classes à 1 fr. 60, 1 fr. 80, 2 francs en 1901, une quatrième classe est créée à 2 fr. 30, en 1904 une cinquième classe à 2 fr. 80. Les salaires sont actuellement 2 fr. 60, 2 fr. 85, 2 fr. 95, 3 fr. 05, 3 fr. 30.

Comparaison des salaires avec ceux de l'industrie privée.

— Dès sa fondation, la Fédération des poudres a demandé l'augmentation des salaires ; augmentation que justifiaient

1. Surtout si on tient compte des salaires des ouvriers de métier, des heures supplémentaires très nombreuses, des salaires à la tâche en majoration de 40 o/o sur le salaire à l'heure.

disait-elle trois raisons : en tête se place l'inévitable refrain du danger qu'offre notre industrie, puis la cherté croissante de la vie, enfin l'infériorité des salaires comparés à ceux de l'industrie privée. Des enquêtes difficiles furent faites par l'administration supérieure, elles ne donnèrent aucun résultat. En 1904 le ministre de la Guerre prescrit aux directeurs de recommencer l'enquête sur les salaires payés par les industries similaires de la région ; les directeurs sont invités à se renseigner auprès des syndicats patronaux et ouvriers, auprès des préfets et des bourses de travail. Cette enquête de 1904 a fixé trois points : 1° les ouvriers de la fabrication sont payés à un tarif supérieur à celui des industries similaires, quand il en existe dans la région ; à un tarif supérieur au salaire moyen de l'ouvrier dans les autres cas ; 2° les ouvriers de métier sont payés à un tarif voisin de celui des ouvriers d'habileté moyenne ; leur salaire ne peut atteindre le salaire que les ouvriers très habiles peuvent gagner dans l'industrie privée ; 3° les manœuvres des poudres sont payés à un tarif supérieur à celui de la région. L'on n'a comparé que les gains journaliers, la durée de la journée de travail étant généralement dans l'industrie supérieure à neuf heures, on n'a pas tenu compte non plus des périodes de chômage qui atteignent les ouvriers de l'industrie privée.

Les syndicats se sont cependant inscrits en faux contre les résultats de ces enquêtes, même lorsqu'ils ignoraient

ces résultats (1). Pour le premier et le troisième point ils ont la partie facile, car les industries similaires manquent et le mot « similaires » est assez peu précis pour que les syndicats puissent refuser l'assimilation lorsqu'elle ne leur est pas favorable ; quelques syndicats ont suppléé à l'imprécision du terme, pour eux, les industries similaires sont les autres industries d'Etat : manufactures des tabacs, arsenaux de la guerre et de la marine. Il faut reconnaître que les ouvriers des tabacs ont une situation vraiment exceptionnelle que ne justifient ni les dangers de leur industrie, ni une capacité professionnelle quelconque, ni l'amour du travail, ni le respect de leurs chefs. Les salaires moyens de 1906 ont été de 6 fr. 95 pour les ouvriers, 5 fr. 14 pour les ouvrières (2) ; il faut encore ajouter que les ouvriers des tabacs n'ont pas à subir de retenue pour la retraite. Les ouvriers des poudres ont donc quelque raison de réclamer, mais doit-on parce qu'une catégorie d'ouvriers jouit d'un traitement de faveur injustifié l'accorder à tous les autres on ne devrait-on pas réagir et revenir en arrière en détruisant ces privilèges (3).

Pour le deuxième point les syndicats ont raison de

1. Les résultats des enquêtes de 1904 sont classés dans la correspondance « confidentielle ».

2. *Bulletin de l'office du travail*, mars 1908. En 1890 ces gains moyens étaient 4 fr. 35 et 2 fr. 75.

3. Arsenaux de la marine ; les salaires fixés par le décret du 13 juin 1907 sont un peu inférieurs à ceux des poudriers : ouvriers de spécialité 3 fr. 50 à 5 fr. 50 ; chefs ouvriers manœuvres, 4 f. 05 ; ouvriers manœuvres 3 francs à 4 fr 50 ; aides ouvriers, 2 francs et 3 fr. 50.

protester : le maximum trop bas qui limite le gain des ouvriers d'art empêche l'entrée de très bons ouvriers ; plusieurs directeurs réclament le relèvement et même la suppression de ces limites maxima.

Comptabilité et paiement des salaires. — La comptabilité des salaires comprend la constatation des heures de présence et des quantités fabriquées, le décompte des journées de maladie et d'absence payées. La constatation des heures de présence est faite par les chefs d'ateliers ou surveillants (sous-agents techniques) qui inscrivent sur des feuilles et en regard du nom des ouvriers les heures de travail effectuées chaque jour, les heures supplémentaires, les heures de nuit ; ces feuilles sont affichées pour permettre aux ouvriers de présenter leurs réclamations le plus tôt possible. En outre dans les établissements on subsiste l'appel à l'entrée, cet appel sert de contrôle à la feuille ; dans toutes les poudreries un tableau, auquel l'ouvrier accroche en rentrant un jeton portant son nom, jeton qu'il reprend à sa sortie, sert de contrôle rapide pour les présences. Les feuilles horaires sont transmises à l'agent comptable en finances qui en relève les indications sur une feuille de paye ; en regard du nom de chaque ouvrier sont inscrits pour chaque jour le nombre d'heures effectuées ainsi que le nombre total pour le mois ; une seconde feuille indique les journées d'absence payées ; une troisième feuille les journées de maladie ; une dernière indique, si l'ouvrier travaille à la tâche, les quantités fabriquées. Les feuilles

de paye sont visées par l'ingénieur et arrêtées par le directeur.

Les ouvriers sont payés tous les mois : depuis 1904 il est payé à l'ouvrier le 15 de chaque mois un acompte un peu inférieur à la moitié de son salaire mensuel probable. Le 1^{er} de chaque mois chaque ouvrier reçoit une fiche sur laquelle sont inscrits le salaire du mois et les retenues qui seront faites pour timbre de quittance, versement à la caisse des retraites, acompte déjà versé. L'ouvrier qui constate une erreur peut réclamer avant la paye la rectification ; la paie a lieu le 3 ou 4 de chaque mois (1) dans le bureau du comptable en général à l'entrée et sortie qui a lieu vers 5 heures du soir. L'ouvrier remet sa fiche au comptable qui l'écorne ; il n'est pas demandé d'émargement. La somme à payer est fournie exactement pour éviter tout change de monnaie.

Le paiement des salaires ne soulève jamais de contestations sérieuses : la vérification par l'ouvrier, chaque jour, de l'inscription des heures de travail de la veille évite chez le comptable toute contestation sur le nombre. On constate de fréquentes erreurs matérielles dues à ce que les employés de la comptabilité doivent faire très rapidement des calculs fort compliqués (2) : si les erreurs sont

1. Par suite des retards nécessités pour la délivrance des fonds sur mandat du directeur ordonnateur secondaire, mandat qui ne peut être établi que le 1^{er} du mois.

2. Rapprochement des quatre feuilles de paye : calculs d'heures qui, pour un même ouvrier se décomptent à trois tarifs différents (heures de jour. heures supplémentaires, heures de nuit) indemnités journalières de maladies, etc.

au préjudice de l'ouvrier, celui-ci réclame toujours la rectification avant la paye, si elles sont au préjudice de l'administration elles sont retrouvées dans le courant du mois suivant et donnent lieu à remboursement par voie de retenue sur le salaire du mois suivant.

§ 2. — DURÉE DU TRAVAIL

La *durée de la journée de travail* a été jusqu'en 1880 de douze heures conformément au décret du 9 septembre 1848 ; un décret du 31 décembre 1880 la réduisit à dix heures. Par circulaire du 30 mai 1904 le ministre prescrivit de réduire à titre d'essai la journée de travail à neuf heures ; l'essai se poursuivit jusqu'en 1908, le 7 août de cette année la journée de travail a été réduite à huit heures et demie et le ministre a promis la prochaine application de la journée de huit heures.

La circulaire qui accompagne le décret du 7 août 1908 indique que la journée de huit heures et demie s'entend de la durée du travail effectif, c'est-à-dire qu'elle ne comporte ni repos en cours de séance, ni temps perdu au début ou à la fin de chaque séance. Cette règle n'a pas tardé à être attaquée : les ouvriers des poudreries ont fait valoir que les établissements couvrant de vastes superficies, un quart d'heure pouvait parfois leur être nécessaire pour se rendre de la grille d'entrée au lieu de leur travail et ils ont demandé que la journée de huit heures et demie fût comptée entre l'heure d'entrée et l'heure de sortie non de l'atelier mais de l'établis-

sement. Cette demande a été soumise à la commission mixte(1) et sur l'avis de celle-ci le ministre a décidé que la journée de huit heures et demie serait comptée entre l'heure d'entrée à la grille et l'heure de sortie de l'atelier : l'application de cette mesure fait ainsi gagner aux ouvriers une dizaine de minutes à l'entrée du matin, une dizaine de minutes à la rentrée qui suit le repas ; un autre accroc au principe posé par la circulaire résulte de la tolérance promise par le ministre pour les casse-croûtes déjà existants dans certains établissements. Il faut aussi tenir compte de ce que certaines opérations demandant une exécution complète le jour même, on est obligé d'arrêter les ateliers correspondants avant l'heure de la sortie pour éviter de laisser une opération inachevée. On voit ainsi que la journée de huit heures est déjà en fait appliquée dans les poudreries.

La réduction de la journée de travail de douze heures à dix heures a été accompagnée d'une élévation de salaires ; les réductions de dix heures à neuf heures puis de neuf heures à huit heures et demie ont été accomplies sans changement des salaires, les tarifs à l'heure ayant été augmentés successivement de 1/9 puis de 1/17.

Travail de nuit et heures supplémentaires. — Dans la plupart des poudreries une partie des ateliers marche de nuit ; le travail de nuit est payé au tarif de jour majoré de 50 0/0, mais pour l'évaluation de la journée

1. Voir chapitre VI.

de huit heures et demie une heure de nuit équivalant à une heure et demie de jour ; sont comptées comme heures de nuit les heures comprises entre 9 heures du soir et 5 heures du matin. Dans ces conditions on ne peut arriver avec trois équipes à faire le recouvrement des vingt-quatre heures qu'en faisant exécuter des heures supplémentaires. Ces heures supplémentaires payées 10 0/0 en sus du tarif normal sont acceptées avec plaisir par les ouvriers mais très mal vues par les syndicats qui ne cessent de demander leur suppression probablement dans l'espérance que l'administration devra engager une quatrième équipe. En attendant la suppression de ces heures supplémentaires les ouvriers demandent leur égale répartition ce qui n'est pas possible : si un atelier doit travailler dix heures sur vingt-quatre heures pour achever une série d'opérations (1), seuls les ouvriers de cet atelier peuvent prétendre y faire des heures supplémentaires.

Le contrat de louage n'oblige pas l'ouvrier à accepter le travail au delà de huit heures et demie et lorsque les syndicats seront assez sûrs de leurs adhérents une grève partielle et légale leur permettra d'obtenir rapidement satisfaction.

Le ministre a promis en principe la suppression du tra-

1. Fabrication de l'acide nitrique. Dans cette même fabrication l'ouvrier étant responsable du rendement doit suivre entièrement l'opération, un ouvrier doit donc quelquefois travailler de 5 heures du soir à 5 heures du matin, travail bien pénible qui se renouvelle six ou sept fois dans la semaine.

vail de nuit, je ne crois pas d'ailleurs que ce soit un syndicat des poudriers qui ait fait cette demande, les ouvriers acceptant assez facilement ce travail mieux payé. D'ailleurs le matériel du service est tout à fait insuffisant pour permettre cette suppression. De plus certains procédés de fabrication ne peuvent permettre qu'une suppression partielle du travail de nuit.

Application de la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire. — Les établissements du service sont soumis à la loi de 1906 ; cette solution résulte des termes généraux de l'article 1 : « Il est interdit d'occuper plus de six jours par semaine un même ouvrier dans un établissement industriel..., public ou privé. Le repos hebdomadaire devra avoir une durée minima de vingt-quatre heures consécutives. »

Ce repos n'est pas donné de la même manière pour tous les ouvriers ou pour tous les établissements : pour la majorité du personnel le travail cesse le samedi à 5 heures du soir et reprend le lundi matin ; cependant dans les poudreries qui ont à exécuter des commandes pressées et dans les fabriques de coton poudre, le travail cesse le dimanche matin à 7 heures et reprend le dimanche soir à 5 heures. L'équipe qui est sortie à 5 heures le samedi soir rentre le dimanche soir à 5 heures, l'équipe qui a travaillé le samedi soir et est sortie à minuit, rentre à minuit vingt-quatre heures après, la troisième équipe sortie à 7 heures le dimanche matin rentre à 7 heures le lundi matin ; chaque équipe a ainsi vingt-quatre heures

de repos. Une violation de la loi résulte de ce que l'on prend pour le *service de garde* du dimanche des ouvriers qui ont travaillé les six autres jours de la semaine ; ce service de garde est imposé par le ministre pour éviter que des actes de malveillance ne soient commis pendant l'absence des ouvriers ; ce service est assuré par des volontaires payés au tarif des heures supplémentaires (1) : comme ce service est peu fatigant et bien payé tous les ouvriers s'offrent à le faire mais un usage fort raisonnable se maintient de ne distribuer cette faveur qu'aux ouvriers les plus anciens et les plus sobres.

L'article 11 de la loi charge les inspecteurs du travail de constater les infractions à ladite loi. Cet article fait une exception pour les établissements soumis au contrôle du ministre des Travaux publics : de l'existence de cette exception semble résulter que nulle autre ne peut être admise. L'administration admet que la loi a sous-entendu une disposition analogue à l'article 14 de la loi du 11 juillet 1903 confiant le contrôle de l'exécution de cette loi aux contrôleurs de l'armée : aucun décret, aucune circulaire n'ont d'ailleurs chargé ces fonctionnaires de cette surveillance et dans leurs inspections ils ne semblent pas s'en préoccuper, les inspecteurs du travail n'ont pas non plus cherché à l'assumer.

1. En dehors de ces ouvriers de garde le dimanche il existe dans les poudreries un service de garde assuré par des gardes assermentés et aussi pour certaines poudreries un service de garde assuré par des soldats d'infanterie, ces derniers ne surveillent d'ailleurs que les dépôts de poudres finies.

Les décrets du 24 août 1907 prescrivent dans chaque établissement la tenue d'un registre indiquant les noms des employés et ouvriers soumis à un régime particulier, ce registre n'est tenu dans aucun établissement. L'affichage prescrit par la loi est totalement négligé.

Les décrets prévoient des avis à transmettre à l'inspecteur du travail dans les cas où le chef d'entreprise peut déroger à la loi de 1906 ; les directeurs ne transmettent pas ces avis. Les directeurs refuseraient d'ailleurs l'entrée des établissements aux inspecteurs du travail qui pourraient demander à contrôler l'application de la loi.

§ 3. — HYGIÈNE ET SÉCURITÉ

Nous nous proposons d'étudier successivement les conditions d'hygiène et de sécurité des diverses fabrications et l'application dans le service des lois se rattachant à l'hygiène et à la sécurité des diverses catégories de travailleurs.

Poudres noires. — Ces poudres sont composées de soufre, salpêtre et charbon en proportions variables ; les matières premières sont d'abord broyées et mélangées puis agglomérées ; les galettes sont concassées puis grenées ; les grains sont ensuite lissés puis un tamisage sépare les grains trop gros ou trop petits. Ces opérations utilisent des meules, des presses et surtout des tonnes cylindriques en bois le plus souvent et des tamis à bras ou mécaniques. Tous ces appareils ne ferment pas hermétiquement et l'agi-

tation des matières occasionne un dégagement de poussières de charbon ou de poudre, dégagement dont l'abondance varie avec l'humidité des matières, la vitesse des appareils et leur usure. Cette poussière est très dangereuse et une étincelle suffirait à provoquer une explosion, aussi est-il prescrit aux ouvriers de n'entrer dans l'atelier qu'avec des chaussons après avoir essuyé ces chaussons sur un décrotoir en bois placé à l'entrée ; au dehors les ouvriers portent des sabots sans clous, les abords que peut parcourir le conducteur de l'usine sont pavés en grosses pierres calcaires pour éviter un entraînement possible de parcelles de silex ; le sol de l'usine est recouvert d'un plancher à joints ou d'asphalte. Les poussières sont enlevées par un lavage du sol chaque matin et par un lavage de l'usine toutes les semaines.

A côté des explosions dues à l'inflammation des poussières, d'autres explosions sont à redouter dans les appareils de fabrication, ces explosions presque toujours mal expliquées peuvent provenir de chocs de toute nature ou de la présence dans les matières mises en œuvre de corps étrangers tels que gouttes d'huile de graissage ou débris métalliques. Pour éviter ces explosions de nombreuses mesures sont prises parmi lesquelles le tamisage préalable des matières, l'interdiction d'avoir deux pièces frottantes faites d'un même métal ; on ne peut d'ailleurs prévoir toutes les causes d'accident, il est donc utile de limiter les effets de l'explosion possible ; il faut protéger les autres bâtiments et les autres ouvriers ; protéger

l'ouvrier, protéger le bâtiment lui-même. De là la multiplication des bâtiments et leur répartition sur de vastes superficies (1), l'isolement des bâtiments les uns des autres par des buttes de terre ou merlons et par des espaces couverts d'arbres (ces arbres serviront à briser la force de l'explosion et à arrêter les débris enflammés), la construction des bâtiments en matériaux incombustibles, l'agencement en arrière du sens probable de l'explosion de grillages pour arrêter les flammèches. Certains appareils dangereux (grenoir à retour) tendent à disparaître. Le nombre d'ouvriers de l'usine est limité au minimum indispensable.

Chaque usine comprend en général deux salles contenant chacune un ou deux appareils : entre ces deux salles ou quelquefois derrière elles se trouve un cabinet de transmission renfermant les appareils de commande des moteurs (hydraulique, électrique ou transmission par câbles) qui font marcher l'usine. L'usine est séparée du chemin de service et du cabinet de transmission par des murs épais : chaque usine a ainsi en général deux murs épais qui pourront résister à l'explosion ; l'usine est fermée en avant par une devanture en bois et vitres, devanture qui cédera sans difficulté en cas d'explosion, cette devanture regarde soit la rivière qui fournit la force hydraulique, soit l'intérieur des bois de l'usine ; un ouvrier conducteur dirige l'usine double, il ne doit entrer dans l'usine ou

¹⁷ 1. Angoulême, 180 bâtiments sur une superficie de 123 hectares.

rester devant la devanture que le moins possible ; les servants qui amènent et emportent les matières ne doivent pas passer devant l'usine en marche. Les quantités de poudre que doit renfermer l'usine sont réduites au minimum. L'observation des prescriptions réglementaires met l'ouvrier à l'abri de tout danger actuellement prévu.

Pour protéger chaque demi-usine contre l'explosion de l'usine jumelée, des dispositifs ont été installés parfois pour que l'explosion d'une usine provoque l'inondation de l'usine contiguë. Des pompes à incendie, à la manœuvre desquelles le personnel doit être exercé une fois par semaine, sont placées sous des hangars ouverts ; il ne faut pas songer à éteindre l'incendie de l'usine sinistrée, mais à noyer l'usine jumelée et à empêcher la propagation de l'incendie dans les bois et aux usines voisines (1). Des bassins remplis d'eau sont disposés à proximité de chaque usine de toutes les fabrications, ils sont destinés à aider le fonctionnement des pompes à incendie et aussi à recevoir les hommes en combustion ; à vrai dire, ils n'ont jamais servi à ce dernier usage ; les ouvriers travaillant des matières combustibles reçoivent gratuitement des vêtements de travail dits « incombustibles ».

1. Des dispositifs d'inondation automatiques ou non sont prévus dans d'autres fabrications : ces appareils lorsqu'ils ne sont pas automatiques sont disposés de manière à pouvoir être commandés soit de la place où travaille l'ouvrier, soit de l'extérieur de l'atelier ; l'ouvrier peut donc en cas d'incendie provoquer le déclenchement sans risquer de graves brûlures. L'expérience n'a d'ailleurs pas encore suffisamment démontré l'efficacité de ces appareils.

La poudre sort humide des appareils de fabrication ; elle est alors portée au séchoir. Ce séchage se fait soit par passage sur la poudre d'un courant d'air sec et chaud, soit par le séjour de la poudre dans une chambre chauffée par des tuyaux où circule de l'eau chaude. Les dangers d'explosion proviennent ici de l'élévation de température de la poudre et des étincelles que peut apporter sans le savoir le servant de la chaufferie voisine (1). Un séchoir pouvant contenir plusieurs tonnes de poudre, une explosion serait ici très dangereuse. Il est prescrit de limiter la température à l'entrée de l'air de séchage ou de l'eau chaude, il est défendu au conducteur du séchoir d'aller sous aucun prétexte à la chaufferie et réciproquement. Les séchoirs n'ont qu'un mur fort, l'ouvrier doit en principe rester derrière celui-ci.

Les dépôts de poudres finies sont soumis à des règles nombreuses telles que : limitation des quantités emmagasinées, défense d'appuyer les barils au mur, défense de rouler les tonneaux, défense d'empiler plusieurs rangées de tonneaux (2).

La fabrication des poudres noires n'entraîne pas de maladie spéciale ; il semble même que les ouvriers de la

1. Qui vient bavarder avec le conducteur du séchoir.

2. Les dépôts de poudre sont protégés par des paratonnerres ; les bois qui environnent les bâtiments jouent d'ailleurs le rôle de paratonnerres très efficaces. Signalons des ordres de service qui, il y a quelque vingt ans, prescrivaient qu'en cas d'orage tout travail devait cesser ; les ouvriers abandonnaient leurs ateliers et allaient attendre la fin de l'orage dans un bâtiment désigné.

poudre noire jouissent d'une meilleure santé que les autres ouvriers du même établissement ; on attribue cela à l'action aseptique des poussières de charbon et à ce que le travail se fait à peu près entièrement en plein air ; les ouvriers de la poudre noire étant les plus anciens sont aussi les moins douilletts et les moins enclins à prendre des repos de maladie (?) à demi-solde.

A la fabrication des poudres noires se rattache la carbonisation du bois en vase clos qui n'offre aucun danger particulier.

Produits nitrés. — Ils résultent de l'action de l'acide nitrique sur le coton, le phénol, le crésol, le toluène, la naphthaline en présence d'acide sulfurique. Les poudreries fabriquent l'acide nitrique dans des cornues en fonte, la réaction est facilitée par l'aspiration d'une pompe ; le vide partiel produit évite le dégagement de vapeurs nitreuses ou de vapeurs d'acide, aussi ces ateliers de l'acide nitrique sont-ils d'une hygiène parfaite.

La fabrication des produits nitrés nécessite l'emploi d'acide sulfurique et d'oléum : ce dernier dégage des vapeurs irrespirables, tous les deux produisent des brûlures très graves contre lesquelles l'eau est le remède pratique, des bassins sont à proximité des ateliers. Tous les ouvriers manipulant des acides ont des vêtements spéciaux fournis par l'administration et des gants en caoutchouc qu'ils n'aiment pas mettre. Les brûlures d'acide nitrique et des mélanges sulfonitriques sont moins graves lorsque les quantités d'acide sont faibles : des

bassins d'eau, des solutions d'acide picrique et du bicarbonate de soude sont disposés à la portée des ouvriers. La préparation du coton poudre comprend la réaction de l'acide sur le coton, l'essorage de l'acide, des lavages prolongés à l'eau chaude, le broyage du coton lavé ; les autres produits nitrés ont une préparation analogue suivie parfois d'un séchage. Fréquemment, dans des circonstances mal connues, les produits nitrés encore acides se décomposent avec production abondante de vapeurs rouges, de peroxyde d'azote ; ces décompositions sont des combustions rapides qui se transforment en explosions si elles ont lieu en vase clos (turbines Selwig) ; la plupart de ces décompositions nitreuses ont lieu sans danger pour le personnel qui s'éloigne du lieu de combustion : cependant dans les turbines Selwig le personnel de service étant toujours à proximité des appareils et les combustions se produisant précisément lors de la manutention du coton ou de la manipulation des appareils, ces décompositions sont un perpétuel cauchemar pour les ouvriers. Les syndicats ont mené une campagne très active dans les journaux et auprès du ministre pour obtenir la suppression de ces appareils ; il semble peu probable qu'ils obtiennent satisfaction (1). Le déchargement des turbines

1. Ces appareils diminuent la main-d'œuvre, triplent la production à superficie d'atelier égale, condensent quatre opérations dans un même appareil. Les syndicats ont bien avoué que la crainte d'une réduction du personnel était pour quelque chose dans leur irritation contre les Selwig.

Un ingénieur du service a apporté à ces appareils une intéressante modification qui dirige les effets de l'explosion à l'opposé du plancher de service.

est fait à l'aide de longues fourches par des ouvriers gantés de caoutchouc, vêtus de toile incombustible et porteurs d'un masque à bavette et à lunettes de verre.

Les vapeurs de peroxyde d'azote sont irrespirables, les vapeurs d'acide sont aussi très gênantes ; il est donc nécessaire de ventiler énergiquement les ateliers de nitration ; cette ventilation est très bien réalisée dans les poudreries, il est seulement à regretter que les moyens de ventilation les plus perfectionnés consistent à mettre l'atelier en plein air. Pour combattre l'action des vapeurs nitreuses, le ministre a prescrit de mettre du chloroforme à la disposition des ouvriers intoxiqués ou obligés d'effectuer des réparations dans les vapeurs rouges (1).

Parfois les poudreries distribuent du lait aux ouvriers travaillant aux acides.

Les ouvriers travaillant aux acides se plaignent de douleurs à l'estomac ou au foie et aussi de maux de tête ; je ne crois pas qu'il existe une étude clinique de ces intoxications. Les ouvriers ont aussi parlé de maladies chroniques causées par la mélinite : cet explosif à poussière très ténue teint en jaune les cheveux et la barbe, donne à la salive un goût amer mais ne produit pas de troubles caractéristiques.

Explosifs chloratés. — Ils se fabriquent par l'union à un explosif nitré de chlorate de potasse par l'intermédiaire

1. L'emploi du chloroforme comme préventif des intoxications est d'ailleurs, paraît-il, une erreur médicale.

de l'huile de ricin. Les poussières de chlorate très ténues s'attachent à la peau et aux vêtements de l'ouvrier, elles rendraient ainsi l'ouvrier complètement inflammable. Aussi des vêtements avec chemise, chaussettes, chaussure et coiffure sont fournis à l'ouvrier pour ce travail : les ateliers des poudres chloratées sont isolés du reste de la poudrerie. A l'entrée de l'enclos réservé à ces poudres se trouve un vestiaire avec double cabine et lavabo individuel, l'ouvrier pose ses vêtements d'extérieur dans une cabine contiguë où il endosse les vêtements fournis par la poudrerie ; à la sortie il doit se laver avant de reprendre ses vêtements. Plusieurs accidents graves ont suivi l'observation partielle de ces règles. La manipulation du chlorate entraîne une anémie générale surtout chez les ouvriers qui s'adonnent à l'alcool. La poudrerie distribue du lait à ces ouvriers et leur fournit de la glycérine destinée à empêcher l'absorption du chlorate par les pores de la peau.

Poudres B. — Elles s'obtiennent par la dissolution du coton poudre dans un mélange d'éther, d'alcool éthylique et d'alcool amylique. Le coton poudre reçu humide est déshydraté à l'alcool dans des turbines essoreuses, puis pétri dans des malaxeurs avec le dissolvant ; la pâte obtenue est apportée aux presses qui laminent la pâte en bandes qui après évaporation durcissent et sont coupées en brins rectangulaires ; les éléments ainsi obtenus sont trempés dans des bains d'eau puis triés et séchés.

Par suite du défaut d'étanchéité des appareils, par suite des transvasements et manipulations, des vapeurs d'éther et d'alcool se répandent dans les ateliers. Elles forment avec l'air des mélanges explosifs moins dangereux que les poussières de poudre noire, néanmoins on prend les mêmes précautions pour le sol et les chaussures ; les ateliers sont éclairés par des lampes isolées dans des globes de verre.

Ces vapeurs, surtout celles d'alcool amylique produisent une véritable intoxication des ouvriers ; les effets en ont été étudiés par MM. les docteurs Eyquem et Robert (1) de Saint-Médard aux critiques desquels les ouvriers sont redevables de quelques-uns des perfectionnements apportés. L'intoxication produite est semblable à l'intoxication alcoolique par la boisson, elle se traduit dans les cas légers par des troubles gastro-intestinaux et dans les cas plus graves par des céphalalgies, des vertiges, de l'insomnie, des troubles de la vue et de l'ouïe ; ces troubles atteignent surtout les ouvriers de constitution faible et ceux qui s'adonnent à la boisson (2).

Les ingénieurs ont cherché à diminuer ces inconvénients : il faut d'abord signaler le remplacement possible

1. Robert, thèse pour le doctorat en médecine. Bordeaux, 1905. — Robert et Eyquem. *Journal de Médecine de Bordeaux* (1907 *passim*).

2. La poudrerie du Pont-de-Buis où l'état sanitaire est déplorable doit cela aux tendances alcooliques de sa population : l'ouvrier porte son repas de la maison sans boisson et va manger au cabaret son pain et sa viande avec un quart d'eau-de-vie ; en septembre 1909 une information judiciaire a été ouverte pour réprimer les vols d'alcool commis à la poudrerie par des ouvriers qui buvaient sur place l'alcool destiné aux fabrications.

de l'alcool amylique par des matières solides non volatiles. Mais le grand remède consiste dans la ventilation des ateliers, c'est d'ailleurs un remède que l'on ne peut utiliser jusqu'au bout, car une ventilation trop énergique provoque une évaporation rapide du dissolvant et abîme les poudres étirées. Un roulement fait passer à tour de rôle les ouvriers « à l'air » et « à l'alcool ». Des perfectionnements ont été apportés aux appareils et aux procédés, ainsi le transport des liquides en canalisations a remplacé le transport en arrosoirs, l'adoption d'étouffoirs et de malaxeurs plus étanches, la récupération des vapeurs d'alcool et d'éther qui en effectuant en vase clos l'évaporation de la poudre étirée économise les deniers de l'Etat et la santé des ouvriers.

Enfin tous les ouvriers employés à l'alcool reçoivent chaque jour un demi-litre de lait, ce lait facilite la sécrétion urinaire et l'élimination de l'alcool par le rein.

Poudres pyroxyllées. — La préparation de ces poudres analogue à celle des poudres B comporte l'emploi de sels : l'un d'eux, le bichromate d'ammoniaque donne des poussières qui produisent de graves brûlures aux lèvres et au nez en particulier. Il n'a pas été indiqué de remède spécial.

A côté des dangers de la fabrication l'on rencontre dans nos établissements tous les dangers auxquels l'ouvrier est exposé dans une exploitation industrielle, dangers provenant de l'emploi de moteurs hydrauliques, à vapeur, électriques, des transmissions, des machines-outils, des

monte-charges. Signalons seulement les nombreux accidents provoqués par des chutes dues à l'inobservation des précautions prescrites : chutes dans les cages de monte-charges, chutes d'une échelle à laquelle l'ouvrier monte sans retirer ses sabots. Dans nos établissements comme dans l'industrie privée l'ouvrier ne respecte pas volontiers les consignes établies dans son intérêt lorsque ces consignes le gênent : il passe sous les courroies pour éviter un détour de quelques mètres, enlève les barrières établies pour prévenir un accident, graisse les mécanismes en marche, astique une pièce en mouvement, refuse de boire du lait ou de mettre des gants.

Statistique des accidents et des maladies. — Chaque ouvrier homme fait en moyenne vingt jours de maladie par an, chaque ouvrière vingt-cinq jours. Il faut noter que l'allocation de la demi-journée de salaire aux auxiliaires malades d'une maladie ne résultant pas du service a augmenté dans le rapport de deux à trois le nombre moyen des journées de maladie.

Pour l'ensemble des années 1906 et 1907 nos poudreries ont compté 100 accidents par 1.000 ouvriers et par an. Notre industrie se classe donc (1) après la métallurgie (298), les mines (au fond 222), le travail des métaux (152), les industries chimiques (151), le terrassement et la construction (149), les carrières (au fond 116).

1. *Bulletin de l'Office du Travail*, février 1909

Au point de vue des accidents mortels les poudreries sont moins privilégiées pendant la période 1899-1909, 1,4 accident mortel par 1.000 ouvriers et par an.

Les ouvriers des poudres se plaignent de l'insalubrité et du danger de leur métier, ils refusent d'ailleurs toute valeur au chiffre d'accidents indiqué par l'administration sans d'ailleurs jusqu'ici avoir pu fournir un chiffre plus exact ; ils ont porté leurs plaintes au sous-secrétaire d'Etat qui, le 25 février 1907, institua une commission pour étudier les mesures d'hygiène à prendre dans les établissements des poudres ; le Dr Roux était nommé président. En trois ans la commission a tenu une séance et visité une poudrerie (2).

Application de la loi du 2 novembre 1892. Le travail des femmes et des mineurs de dix-huit ans dans les établissements de la guerre est réglé par les circulaires du 31 décembre 1894 et du 21 février 1895 ; ces circulaires prescrivent de n'employer dans le service des poudres aucune femme ou fille âgée de moins de dix-huit ans. Les enfants de moins de dix-huit ans ne pourront être employés aux ateliers de fabrication ; les femmes et filles ne pourront être employées qu'à des travaux n'entraînant aucun excès de fatigue et dont les manipulations présentent une sécurité relative ; le ministre fixera le nombre maximum d'ouvriers à employer dans chaque atelier à la manipulation des produits fabriqués.

1. Voir *Journal officiel*, 8 février 1910.

Application de la loi du 12 juin 1893 (modifiée par la loi du 11 juillet 1903 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs.— D'après l'article 1 de la loi de 1893 « sont soumis aux dispositions de la présente loi les manufactures, fabriques, usines, chantiers et ateliers de tous genres et leurs dépendances », les établissements publics ne semblaient pas assujettis à la loi ; cette opinion semble confirmée par un arrêt du conseil d'Etat qui soustrait les compagnies de chemin de fer à l'application de la loi : cet arrêt se basait sur la différence du texte des articles 1 des lois de 1892 et de 1893 et d'autre part sur l'inconvénient qu'il y aurait à permettre au ministre d'ordonner des travaux en vertu des articles 6 et 8 et par là de susciter des conflits, *a fortiori* les établissements de l'Etat devaient être soustraits à l'application de la loi.

Tel était l'avis de l'administration de la guerre qui par une circulaire du 21 mars 1894 l'annonce aux directeurs en les invitant cependant à profiter des indications du décret du 10 mars 1894 pour améliorer l'hygiène et la sécurité dans les établissements : une circulaire du 11 mai 1901 rappelle aux directeurs les dispositions du décret précité.

En vertu de l'article 4 de la loi de 1903 la sanction de la loi est exclusivement confiée aux agents désignés par le ministre pour les établissements de l'Etat dans lesquels l'intérêt de la défense nationale s'oppose à l'introduction d'agents étrangers au service ; un décret du 27 mars 1904 a compris les poudreries dans la nomenclature de ces éta-

blissements, les raffineries restent donc sous la surveillance des inspecteurs du travail. Une circulaire du 2 mai 1904 confie aux fonctionnaires du corps du contrôle de l'administration de l'armée cette surveillance (1). Cette circulaire indique que « si pour des considérations tirées de la défense nationale il a paru indispensable de soustraire les poudreries au contrôle des inspecteurs du travail, cette mesure ne saurait avoir pour effet de placer ces établissements dans une situation défavorable au point de vue de la protection des travailleurs, en conséquence la surveillance exercée par les fonctionnaires du contrôle portera sur toutes les questions relevant de la compétence des inspecteurs du travail » (2). Les infractions constatées par les contrôleurs sont consignées sur un registre spécial, le directeur fait connaître la suite qu'il compte donner à ces observations au contrôleur qui transmet son rapport au ministre.

Les inspections ont donné lieu à de nombreuses observations n'engageant en rien la responsabilité des directeurs. Ceux-ci en effet ne peuvent accomplir les transformations nécessaires tant que les crédits ne leur sont pas accordés et d'autre part, pressés par l'administration de toujours construire de nouveaux bâtiments, installer de

1. Une circulaire de 1884 prescrit aux directeurs du service de santé du corps d'armée de faire inspecter les établissements occupant des mineurs de dix-huit ans par des médecins militaires : le ministre a rappelé en 1904 que cette circulaire n'était pas abrogée.

2. La circulaire ajoute à la loi ce que celle-ci ne contient pas.

nouvelles machines, mettre en train de nouveaux procédés, enfouis dans une paperasserie débordante, manquant d'ingénieurs pour les seconder, ils ne peuvent tout faire à la fois ; on commence l'usine avant que ses plans soient achevés, on la met en marche avant qu'elle soit terminée ; faut-il s'étonner alors si les moteurs marchent avant d'être pourvus de protecteurs et si l'on fait de la poudre avant d'apposer les neuf ou dix affiches réglementaires (1) ; nous étudierons l'application des divers articles du décret du 29 novembre 1904.

Article premier. — La propreté des ateliers est une condition de sécurité et comme telle rigoureusement observée ; quelques ateliers de carbonisation et des ateliers provisoires font seuls exception. Le sol est lavé tous les matins ; l'après-midi du samedi est consacrée pour la poudre noire au lavage à fond des ateliers et à la visite des appareils.

Art. 5. — Les prescriptions relatives au cube d'air sont largement observées.

Le chauffage des locaux est en amélioration constante depuis quelques années. Presque tous les ateliers où travaillent des femmes sont chauffés (2), les ateliers et bureaux ou

1. Un mot sur les affiches ! l'ouvrier ne les lit pas et les affiches ne servent qu'à salir les murs, à récolter la poussière, à empêcher tout nettoyage sérieux. Cependant les contrôleurs demandent cet affichage et insistent pour l'obtenir.

2. Le chauffage est difficile dans les poudreries : on ne peut songer à des poêles auprès de bâtiments à poudre, il faut faire un chauffage à la vapeur ; cette installation est très coûteuse, très compliquée étant donné la grande

se fait un travail assis seront prochainement chauffés. Pour le restant des ateliers le chauffage est difficile sinon inutile ; sans parler des ateliers provisoires établis sous des tentes, il ne peut s'agir de chauffer des ateliers ventilés par des lanternes ; la plupart des ateliers sont d'ailleurs pourvus de nombreuses ouvertures facilitant l'aération et permettant une sortie rapide en cas d'inflammation ; pour certains travaux de nuit où l'ouvrier a à fournir plutôt un travail de surveillance qu'un travail actif, la poudrerie fournit des capotes qui préservent un peu l'ouvrier du froid.

Les températures élevées sont à craindre pour les ouvriers des chaufferies, des séchoirs et des cuves de lavage du coton poudre. Certaines chaudières sont installées dans des bâtiments mal aérés, la température élevée qui y règne incite l'ouvrier à aller respirer l'air frais au dehors d'où cause d'accidents graves par refroidissement ; certains séchoirs font séjourner l'ouvrier dans une atmosphère surchauffée ; enfin l'ouvrier occupé au déchargement d'une cuve de lavage doit avant que le coton essoré soit refroidi pénétrer dans la cuve pour commencer le déchargement : cette opération est des plus pénibles et tous les ouvriers n'acceptent pas de faire ce travail.

Art 6. — Les directeurs n'ont jamais cherché à évacuer les poussières de poudre noire souvent très abondantes, les contrôleurs ont fait des observations qu'ils n'ont pas maintenues, les directeurs ayant fait observer que les ouvriers séjournent

superficie des établissements. La poudrerie du Pont-de-Buis donne aux femmes des bouillottes.

peu dans les ateliers, que cette évacuation serait très coûteuse et peut-être plus dangereuse que n'est leur maintien dans l'atelier. Remarquons qu'un arrêt de la Cour de cassation a déclaré que l'évacuation des poussières était absolument obligatoire.

Art. 8. — Les ouvriers ne prennent pas leur repas dans les ateliers mais seulement les casse-croûtes accordés aux équipes de nuit. L'administration met à la disposition des ouvriers un réfectoire (1) qui est chauffé et pourvu d'un dispositif pour réchauffer les aliments qu'apporte l'ouvrier ; l'ouvrier dépose en arrivant à 7 heures sa marmite dans le fourneau qu'un gardien allume assez tôt pour qu'à l'heure du repas l'ouvrier trouve sa soupe chaude. L'installation de ce réfectoire est digne de la sollicitude des ingénieurs car l'ouvrier qui se trouve confortablement installé au réfectoire ne songe pas à aller boire au cabaret.

La poudrerie met à la disposition des ouvriers de l'eau de source ou de l'eau filtrée et en été des boissons hygiéniques.

L'installation des vestiaires et lavabos et celle de bains-douches (2) forme pour l'instant la grande préoccupation de l'administration ; cette sollicitude est tout à fait exagérée : l'on a dans certains établissements construit de véritables palais

1. Dans presque tous les établissements. Au Pont-de-Buis j'ai vu un réfectoire infect où personne ne mangeait : je n'ai pas pu savoir si les ouvriers mangeaient au cabaret parce que le réfectoire n'était pas convenable ou si le réfectoire n'était pas convenable parce que les ouvriers mangeaient au cabaret.

2. Que la loi n'oblige pas à construire.

hygiéniques qui ne répondent à aucun besoin de la classe ouvrière. Pour les vestiaires, chaque poudrerie a adopté un système différent ; le système de Saint-Chamas semble être le meilleur, une planche pour les souliers, au-dessous deux patères, le tout enfermé dans un grillage, le système est simple et surtout il est propre ce qui ne peut être obtenu lorsqu'on donne aux ouvriers des armoires. Les lavabos sont inutiles car l'ouvrier ne s'en sert pas : si on désire lui apprendre à s'en servir, il faudra lui compter comme temps de travail le temps consacré aux soins de propreté : c'est ce qu'on fait par raison de sécurité pour les ouvriers des explosifs chloratés. Mêmes observations pour les bains-douche, leur succès serait assuré si les bains se prenaient pendant les heures de travail.

Un décret du 24 juin 1904 a prescrit certaines mesures pour le couchage des travailleurs. L'administration a laissé passer ce décret sans le communiquer aux poudreries ; c'est cependant un des points sur lesquels l'hygiène laisse le plus à désirer et ceci dans presque tous les établissements. Les syndicats ne semblent pas se préoccuper beaucoup de cette question sur laquelle cependant ils présenteraient avec grandes chances de succès des réclamations complètement fondées.

Art. 12. — On constate un manque général d'appareils protecteurs pour les courroies et engrenages : les ouvriers ne réclament jamais à ce sujet.

Art. 16 (décret du 22 mars 1906). — Dans les poudreries les portes des magasins et bureaux s'ouvrent régulièrement de dehors en dedans, les escaliers ne sont pas construits en

matériaux incombustibles : ces infractions à la loi ne sont pas d'une extrême gravité.

Des dispositions sont prises dans tous les établissements pour les cas d'incendie (pompes, prises d'eau, extincteurs Zapple, Grenades). Dans bien des cas ces dispositions seront de nul effet, le plus souvent parce qu'il y aura danger à s'approcher du foyer de l'incendie.

Art 18. — Tous les ouvriers et ouvrières doivent avoir leurs vêtements serrés à la taille et aux poignets.

Al'article 16 se rattache le décret du 11 juillet 1907 sur la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre les courants électriques. Toutes les poudreries possèdent une distribution d'éclairage électrique et souvent une distribution d'énergie ; ces installations électriques sont en voie de transformation et la distribution d'énergie électrique remplacera bientôt complètement la force hydraulique (1).

Les transports devant se faire à assez grande distance, 1 kilomètre environ, la préférence tend à être donnée aux hauts voltages ; les installations rentreront donc dans la deuxième catégorie du décret. Ces installations sont faites dans des bâtiments spacieux et observent les prescriptions du décret ; seul l'éclairage de secours n'est pas prévu.

1. Cette énergie électrique étant parfois produite en partie par cette force hydraulique concentrée dans une usine.

CHAPITRE III

AMÉLIORATIONS APPORTÉES A LA CONDITION DE L'OUVRIER

§ 1. — RETRAITES

Le système actuel des retraites est organisé par le décret du 26 février 1897. Dans l'exposé des motifs de ce décret, nous trouvons un intéressant historique du régime des retraites pour les ouvriers de la guerre. Une loi du 17 août 1792 puis une ordonnance de 1818 posèrent le principe de l'allocation d'une pension de retraite aux ouvriers dits « immatriculés » ou « à poste fixe », ouvriers qui formaient le personnel permanent des poudreries ; jusqu'en 1870 ce personnel permanent représentait presque la totalité des ouvriers de l'établissement, mais en 1871 il faut renouveler les approvisionnements, le personnel s'accroît brusquement pour diminuer notablement en 1875-1876 ; en 1886 apparaît la poudre V ; cette nouvelle fabrication provoque d'importants embauchages. Les anciens ouvriers pensionnés ne forment plus depuis 1870 qu'un noyau d'élite, une sorte de cadre ; l'administration cherche à améliorer la situation des ouvriers auxiliaires, mais si de nombreuses décisions ministérielles attestent que

l'administration se préoccupe du sort de ces ouvriers, on ne trouve avant 1892 aucune mesure générale ; le ministre examine avec bienveillance les demandes de secours formées en faveur d'ouvriers âgés blessés ou malades, mais aucun principe n'est posé. En 1889 le ministre arrête que les ouvriers du service de santé devront effectuer des versements à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, avec participation égale de l'Etat et il obtient des Chambres, dans ce but, un crédit de 42.000 francs pour 1890 ; en 1892 ce crédit est porté à 310.000 francs et la mesure s'étend aux ouvriers des poudres en décembre 1895 la Chambre des députés invite le gouvernement à étudier pour le budget suivant les dispositions propres à établir l'égalité au point de vue des conditions de retraite entre les ouvriers des établissements de la guerre et ceux des manufactures de l'Etat ; une commission présidée par le général Deloye fut alors chargée d'étudier l'organisation des retraites en même temps que les conditions générales du travail dans les ateliers de la guerre ; des travaux de cette commission sortit un projet de décret qui devint le décret du 26 février 1897. Dans ce décret, véritable charte des ouvriers de la guerre, les dispositions transitoires étaient d'une importance capitale car elles devaient fixer la quotité des retraites jusqu'en 1927 ; elles ont d'ailleurs été supprimées par la loi des finances de 1909. Nous étudierons successivement le décret de 1897, ses dispositions transitoires successives et les modifications que les ouvriers désireraient y voir apporter.

Le journalier embauché dans une poudrerie peut être admis à faire des versements à la caisse nationale des retraites dès qu'il a six mois de service ; ces versements deviennent obligatoires après un an de service accompli ; le journalier devient auxiliaire à dater du jour où l'administration concourt à ses versements. Ces versements proviennent du prélèvement de 40/0 à opérer sur le salaire et d'une part contributive égale de l'Etat ; l'acceptation de ce mode de constitution de retraite forme une clause tacite du contrat de travail. L'entrée en jouissance de la pension de retraite viagère doit être fixée à l'âge de soixante ans pour les hommes et de cinquante-cinq ans pour les femmes ; cette entrée en jouissance est retardée tant que l'ouvrier reste au service de l'administration ; dans ce cas les versements continuent à s'effectuer et la rente viagère se trouve accrue conformément aux tarifs de la caisse nationale des retraites. L'article 5 ajoute : lorsque les versements ont assuré à l'intéressé le maximum de la rente viagère que peut inscrire la caisse des retraites, les versements cessent ; eu égard aux salaires dans les poudres, ce cas est purement théorique. L'ouvrier peut en outre des versements indiqués faire des versements volontaires ; ces versements se font par l'entremise de l'administration, mais ils n'entraînent en aucun cas une contribution correspondante de l'Etat ; cette faculté accordée aux ouvriers est peu employée par eux ; dans une poudrerie j'ai constaté que pas un ouvrier n'en avait profité. Les versements de l'Etat sont toujours faits à capital aliéné, ceux de l'ouvrier

peuvent être faits à capital réservé. Le décret de 1897 prescrivait de montrer à l'ouvrier l'avantage qu'il avait à faire ses versements à capital-aliéné.

Art. 10. — L'administration complète la pension viagère acquise à un minimum de 500 francs pour les hommes et de 360 francs pour les femmes au profit de tout ouvrier qui justifie 1^o avoir été admis comme auxiliaire avant l'âge de trente ans pour les hommes et de vingt-cinq ans pour les femmes, 2^o avoir atteint l'âge de soixante ans pour les hommes et de cinquante-cinq ans pour les femmes, 3^o avoir accompli trente ans de services effectifs sans que les versements faits par l'administration aient été interrompus pour autre cause que « maladie, congé régulier ou licenciement pour manque de travail » ; pour favoriser l'épargne le décret ajoute « le complément de pension est décompté en prenant uniquement pour base la pension viagère acquise par les versements faits avec participation de l'administration », la garantie du minimum n'est accordée qu'aux ouvriers qui ont fait leurs versements à capital aliéné. Une étude des tarifs de la caisse des retraites nous montrera que cette garantie du minimum de pension viagère n'est qu'une disposition transitoire. La limite d'âge à laquelle a lieu la radiation obligatoire des contrôles est fixée à soixante-cinq ans.

Les versements faits par l'ouvrier ou l'ouvrière mariés profitent par moitié à son conjoint non séparé de corps, conformément à l'article 13 de la loi du 20 juillet 1886 ; la quote-part des versements que l'Etat prend à sa charge profite uniquement à celui des conjoints qui est en cause

vis-à-vis de l'administration. L'entrée en jouissance de la pension afférente à la femme de l'ouvrier est fixée à cinquante ans et doit être différée jusqu'à la cessation des services du mari; le décret ne donne pas de solution pour la pension afférente au mari de l'ouvrière.

Pensions d'invalidité. — Art. 11. — Lorsqu'un ouvrier comptant au moins vingt-cinq ans de service est dans l'incapacité absolue de travailler, la pension viagère provenant des versements est complétée s'il y a lieu à concurrence de 500 francs pour les hommes et 360 francs pour les femmes. Cet article ne vise pas les accidents du travail régis par la loi de 1898.

Les ouvriers licenciés par limite d'âge et qui ont droit à un complément de rente ou à un secours viager pourront être maintenus au service avec le salaire d'activité jusqu'à la date de l'entrée en jouissance de leur rente ou secours (instruction du 18 novembre 1898); un décret du 1^{er} août 1908 autorise leur maintien avec le salaire d'activité jusqu'au paiement des premiers arrérages, soit trois mois après la date d'entrée en jouissance de la rente; jusqu'à cette dernière date l'ouvrier ainsi maintenu voyait son salaire réduit d'une quantité équivalente au taux journalier de la rente ou du secours.

Les ouvriers qui, ayant droit à une rente, sont licenciés par manque de travail, ne peuvent être conservés dans l'établissement dans les conditions indiquées plus haut; d'autre part l'administration refuse à ces ouvriers le droit à l'indemnité de licenciement prévue par l'article 17; ces ouvriers recevront une rente temporaire jusqu'au jour du paiement des premiers

arrérages de leur pension ; ce cas, prévu par une circulaire du 1^{er} octobre 1900, semble être un cas tout théorique, les licenciements étant faits depuis de longues années par ordre inverse d'ancienneté.

Pension des veuves. — Art. 12. — La veuve d'un ouvrier décédé ayant droit à une pension de retraite ou d'invalidité reçoit de l'Etat une pension égale au tiers de celle attribuée à son mari sans toutefois que cette pension puisse dépasser 360 fr. la pension revenant à cette veuve comme conjointe de l'ouvrier (art. 13, loi de 1886) vient en déduction de la somme à payer par la guerre. La veuve peut d'ailleurs avoir comme ouvrière de la guerre une retraite qui ne se confondra pas avec sa pension de veuve. Cette pension du tiers n'est applicable qu'aux veuves dont le mariage a été contracté moins de six ans avant la cessation des fonctions du mari et contre lesquelles la séparation de corps n'a pas été prononcée ; dans ces deux cas les enfants sont considérés comme orphelins.

Nous verrons plus loin qu'au décès de l'ouvrier la veuve touche immédiatement un secours basé sur l'indemnité qu'aurait reçue l'ouvrier s'il avait été licencié pour manque de travail au jour de son décès.

Pension des orphelins. — Art. 13. — Les orphelins de père et de mère âgés de moins de dix-huit ans ont droit ensemble à un secours annuel égal à la pension de veuve ; si la mère a été au service de la guerre, ses enfants reçoivent en outre ensemble un secours annuel égal au tiers de la pension d'ouvrière à laquelle elle avait droit au moment de son décès ; ces secours

sont payés jusqu'à ce que le plus jeune des orphelins ait atteint l'âge de dix-huit ans.

S'il existe une veuve et des enfants issus d'un mariage antérieur de l'ouvrier, il est prélevé sur la pension de la veuve et sauf réversibilité en sa faveur un quart au profit de l'orphelin du premier lit s'il n'en existe qu'un âgé de moins de dix-huit ans, la moitié s'il en existe plusieurs. Au décès de la veuve tous les orphelins participent au secours annuel. Si la veuve avait droit comme ouvrière à une pension de retraite, le tiers réversible ne profite qu'à ses enfants.

Le droit des orphelins à un secours annuel existe même si le mariage des parents n'est pas antérieur de six ans à la cessation des fonctions de l'ouvrier dont les services ouvrent le droit. Ce droit a été refusé à des enfants conçus après la cessation des services, il semble que cette interprétation du décret n'est ni humaine ni conforme à son esprit.

Dispositions transitoires. — Le minimum de pension prévu par l'article 10 n'était garanti qu'aux ouvriers ayant effectué des versements pendant trente ans ; le décret de 1897 n'aurait été qu'une lointaine promesse d'amélioration du sort des ouvriers s'il n'avait prévu des pensions minima pour les ouvriers qui seraient rayés des contrôles de 1897 à 1927. L'article 14 dispose que les pensions liquidées en 1897 seront au minimum de 275 francs (198 pour les femmes), pour les pensions liquidées après 1897 ces chiffres seront respectivement augmentés d'année en année de 7 fr. 50 pour les hommes et de 5 fr. 40

pour les femmes, de façon à atteindre en 1927 les chiffres de 500 et 360 francs. Le décret du 18 novembre 1898 élève les minima prévus pour les pensions liquidées en 1898 et les fixe à 300 et 210 francs. Par l'article 50 de la loi des finances pour 1909, les minima sont fixés à 500 et 360 francs pour les pensions liquidées à partir de 1908.

Le minimum garanti n'aura plus d'intérêt en 1927 et même avant. Si nous prenons en effet un ouvrier gagnant 4 fr.75 par jour travaillant deux cent quatre-vingt dix jours par an et ayant en plus quinze jours de congé payés, les versements annuels faits par cet ouvrier s'élèvent à $305 \times 8 \times 4,75$ soit 110 francs ; ces versements faits à capital aliéné de trente ans à soixante ans produisent une rente viagère de 732 francs.

Revendications ouvrières. — Les congrès de 1908 et 1909 ont formulé ainsi que suit leurs revendications en matière de retraite : « retraite égale à la moitié du salaire des deux dernières années avec minimum de 720 francs à cinquante-cinq ans pour les hommes et de 540 francs pour les femmes à cinquante ans. Allocation d'une rente de 200 francs à la veuve et à chacun des orphelins de tout ouvrier décédé après vingt ans de services. Retraite proportionnelle après quinze ans de services ». Ces revendications ont été présentées au ministre qui a répondu que l'Etat avait fait récemment de grands efforts pécuniaires pour améliorer le sort des ouvriers des poudres, et qu'il fallait attendre pour en réclamer de nouveaux.

La pension de 720 francs à cinquante-cinq ans et après

trente ans de services correspond à un versement annuel de 128 francs ou à un salaire journalier de 5 fr. 20 ; si l'on remarque d'autre part que, d'après les déclarations du ministre, le salaire journalier des ouvriers ayant quinze ans de service dépassera bientôt 5 fr 50 (non compris les heures de travail supplémentaire) on voit que, après la période transitoire, tous les ouvriers atteindront le minimum de 720 francs. Leur demande d'une pension minima de 720 francs à cinquante-cinq ans n'entraînerait donc pour l'Etat qu'un accroissement de charges momentané, maximum pour la première année d'application puis décroissant jusqu'à s'annuler en 1927, au plus tard. Un calcul sommaire nous a permis d'évaluer à 400.000 francs la charge qu'imposerait au budget de la guerre l'application en 1911 de cette revendication : retraite minimum de 720 francs à cinquante-cinq ans d'âge (540 à cinquante ans pour les femmes) et trente ans de services.

Dans les revendications présentées au ministre en 1909, les ouvriers n'ont pas reproduit deux points que les congrès précédents avaient mis en évidence : retraite... à vingt-cinq ans de services militaires ou civils ; il est assez probable que cette revendication reparaitra dès que le minimum de 720 francs à cinquante-cinq ans d'âge aura été obtenu,

Les ouvriers des poudres qui demandent souvent la clause de la catégorie d'ouvriers de l'Etat la plus favorisée paraissent ignorer que les retraites des ouvriers des manufactures de l'Etat sont constituées par les versements

de l'Etat sans retenue sur le salaire ; cette revendication ne saurait tarder à apparaître.

§ 2. — INDEMNITÉS DE LICENCIEMENT

L'ouvrier qui doit être licencié par manque de travail est averti au moins un mois à l'avance ; il reçoit au moment de son départ une indemnité proportionnelle à la durée de ses services dans l'établissement : chaque période comprenant quatre mois de services lui donne droit à l'allocation d'une somme égale au salaire qu'il gagne pour une journée de travail au moment où il est averti de son licenciement. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux ouvriers embauchés à titre temporaire.

Cette indemnité de licenciement sert de base à une allocation attribuée aux veuves et aux orphelins des ouvriers décédés (Circ., du 1^{er} octobre 1908). Si l'ouvrier décédé avait été licencié au jour de son décès, il aurait eu droit à une certaine somme : la veuve sans enfants touchera la moitié de cette somme ; elle en touchera les trois quarts si elle a un enfant, l'intégralité si elle a plusieurs enfants.

Les orphelins de père et de mère semblent d'après la circulaire précitée n'avoir droit à aucune allocation si c'était leur mère qui est décédée au service de l'administration ; si le père est mort étant ouvrier, ils reçoivent l'indemnité entière, s'il n'y a qu'un orphelin il reçoit les trois quarts de cette indemnité.

Les syndicats demandent que l'indemnité de licenciement

soit augmentée et que chaque mois de service donne droit à une journée de salaire, ils demandent aussi que cette indemnité soit payée à tous les ouvriers quittant l'établissement pour quelque cause que ce soit. L'ouvrier renvoyé par mesure disciplinaire profiterait de ces dispositions. D'autre part, l'ouvrier qui quitterait l'établissement pour jouir de sa retraite recevrait une indemnité moyenne de $30 \times 12 \times 5$ soit 1.800 francs.

§ 3. — CONGÉS

C'est en 1901 que la fédération inscrit pour la première fois parmi ses revendications la demande d'un congé payé de quinze jours par an ; au congrès de 1901 cette revendication est adoptée à l'unanimité sans discussion ; puis elle disparaît pour ne plus reparaitre qu'en 1905 ; le congrès de cette année présente au ministre un rapport sur l'application du traitement mensuel au personnel auxiliaire des poudreries et raffineries. Le traitement mensuel que réclament les ouvriers est un moyen et non un but ; une fois établi il semblera naturel que les journées de maladie ne soient pas déduites et d'autre part le congé payé semble aux ouvriers la conséquence naturelle de cette réforme. « Les raisons qui incitent le personnel à réclamer avec persévérance l'application de cette réforme sont surtout des préoccupations d'hygiène, dit le rapport. Les ouvriers des poudres sont dans des conditions hygiéniques exceptionnellement mauvaises ; il y a lieu d'accorder au per-

sonnel de plus longs repos qui lui permettent de rétablir sa santé souvent atteinte. Le personnel auxiliaire ne demande qu'à bénéficier des avantages dont jouissent le personnel secondaire des poudreries et le personnel de toutes les administrations de l'Etat ». Or, en 1905 les ouvriers d'aucune administration publique ne jouissent de congés payés ; les ouvriers semblent donc demander à être assimilés au personnel régi par la loi de 1853 sur les pensions civiles. Cette demande est une nouveauté dans les revendications syndicales, nouveauté qui doit son apparition au désir d'éviter le chômage ou du moins de le diminuer. Certes, les ouvriers ne l'avouent pas dans le rapport, mais ils le disent bien au cours des séances de leurs congrès. Si un ouvrier ne fait que deux cents quatre-vingt dix jours de travail au lieu de trois cents cinq, il faudra bien augmenter d'un vingtième le personnel pour obtenir la même production.

Les ouvriers de la guerre ont eu vite satisfaction, le décret du 9 avril 1906 décide que « lorsque l'absence aura été autorisée par le directeur, le salaire pourra être maintenu à l'intéressé sur sa demande sans que le nombre de journées d'absence payées puisse dépasser quinze dans l'année ». L'application de ce décret a donné lieu à de nombreuses difficultés et il nous paraît qu'il serait bon de l'abroger en augmentant le salaire. Le décret semble autoriser les directeurs à n'accorder les congés que s'ils le jugent possible ; les syndicats ne l'ont pas compris ainsi :

pour eux l'ouvrier a droit à quinze jours de congé payables sans qu'il le demande, congé qu'il pourrait prendre à sa guise ; les syndicats ont protesté contre les prétentions des ingénieurs d'imposer les congés aux époques où les commandes sont moins importantes ou moins pressées, aux époques de réparation, de ne pas accorder au delà d'un certain nombre de congés un jour donné. C'est que l'ouvrier ne songe qu'à profiter le plus possible de son congé ; il ne prend pas un congé pour se reposer, mais pour travailler en dehors de l'établissement ; aussi le prendra-t il au jour où il pourra se faire embaucher aux champs ou à la ville.

Par circulaire du 3 mars 1907, le ministre informe les ouvriers qu'il a reçu de divers groupements professionnels des protestations contre la concurrence que font aux ouvriers de l'industrie privée de nombreux ouvriers des établissements militaires qui exécutent des travaux pour le compte de patrons en dehors des heures de présence à l'atelier et aussi pendant leurs journées d'absence payées voire même pendant des absences motivées par une maladie supposée. Le ministre rappelle aux ouvriers les liens de solidarité qui les unissent à leurs camarades de l'industrie privée, ils devraient, ajoute la circulaire, « avoir à cœur de renoncer à porter préjudice à des travailleurs moins favorisés qu'eux auxquels ils enlèvent le travail qui est leur seul gagne-pain ». Le ministre rappelle enfin que les réductions de la journée de travail et les congés payés sont été donnés aux ouvriers pour leur procurer un repos néces-

saire et non un supplément de gain. Sur un cas particulier qui lui a été soumis, le ministre a d'ailleurs déclaré que ces fautes de solidarité ne pouvaient comporter aucune sanction disciplinaire ; des syndicats ont protesté contre les punitions infligées à des ouvriers qui prenaient systématiquement, sans autorisation, des congés pour exercer aux jours favorables des métiers temporaires plus lucratifs que celui de poudrier.

Les délégués à la commission mixte ont droit à des congés payés pour la durée des sessions. Les délégués aux congrès ont droit à des congés non payés pour assister à ces congrès ; les syndicats réclament que ces congés soient payés.

La circulaire du 30 janvier 1905 autorise les ouvriers membres des conseils généraux d'arrondissement ou municipaux à s'absenter sans perte de leur salaire pour assister aux séances de ces conseils.

§ 4. — OUVRIERS MALADES OU BLESSÉS

Avant 1889, l'ouvrier malade avait seulement droit aux soins médicaux et aux médicaments ; il ne pouvait réclamer aucune indemnité. Pour suppléer à ce silence des règlements, l'usage s'était introduit de considérer l'ouvrier malade comme continuant partiellement son service ; le directeur prescrivait de compter à l'ouvrier, pendant chaque jour de maladie, un nombre d'heures de travail variable avec l'origine de la maladie et décroissant lorsque

la maladie se prolongeait. Une circulaire du 12 février 1889 vint mettre fin à cette pratique et réglementer les indemnités pour maladies. Aux termes de cette circulaire, si la maladie n'est pas due à un accident résultant du travail, l'ouvrier perd tout droit à son salaire pendant la durée de son absence ; si la maladie résulte du service, l'ouvrier reçoit une indemnité ; lorsque l'interruption de travail dure moins de deux mois, cette indemnité est journalière et peut varier de la moitié à la totalité du salaire, il est tenu compte pour en déterminer le taux des causes et de la gravité des blessures ou lésions et de la situation de l'ouvrier ; si l'interruption de travail se prolonge au delà de deux mois, une indemnité sera accordée une fois pour toutes à l'ouvrier ; si l'ouvrier succombe aux blessures ou lésions survenues en service, une indemnité sera allouée à la veuve ou aux enfants.

Le décret de 1897 maintient les dispositions de 1882 : il faut remarquer que le décret de 1897, en étendant la catégorie des commissionnés, crée une différence de traitement entre les commissionnés et les auxiliaires qui sont les uns et les autres des ouvriers, alors qu'avant 1897 les commissionnés (poudriers) étaient plutôt des contre-mâîtres, ou des maîtres ouvriers. Ces commissionnés qui forment près de la moitié du personnel ouvrier ont droit au demi-salaire en cas de maladie ne résultant pas du service. Les syndicats ont fait de grands efforts pour obtenir l'assimilation des auxiliaires aux commissionnés ; ils faisaient remarquer que les commissionnés et les auxi-

liaires font le même travail, sont exposés aux mêmes dangers et qu'entre eux il n'y a le plus souvent qu'une différence d'ancienneté. Le décret du 14 mai 1905 a accordé cette assimilation.

Si la maladie ne résulte pas du service, l'ouvrier a donc droit à une fraction de son salaire moyen au moment de la cessation du travail : la durée de l'allocation ne peut excéder six mois : son taux est égal à la moitié du salaire pendant les trois premiers mois, au quart pendant les trois mois suivants.

Si la maladie résulte du service, l'ouvrier a droit à une allocation journalière qui ne peut être inférieure à la moitié du salaire moyen au moment de la cessation de travail et qui, à titre exceptionnel, peut atteindre les huit dixièmes de ce salaire moyen ; la durée de l'allocation ne peut excéder six mois.

Ces allocations étant payées tous les jours ouvrables ou non, l'ouvrier auquel l'administration accorde les huit dixièmes de son salaire, touche en réalité 95 0/0 de son gain habituel. Il arrive cependant que lorsqu'un ouvrier malade se trouve dans ces conditions, ses camarades demandent l'autorisation de faire une quête en sa faveur ; le cas s'est même présenté pour un ouvrier qui touchait en outre un secours d'une société de secours mutuels à laquelle il appartenait.

Le service médical est assuré par des médecins qui acceptent la convention que l'administration leur propose :

le plus souvent le médecin reçoit un traitement fixe. L'ouvrier malade est invité à se présenter à la visite qui a lieu dans un bâtiment de la poudrerie : en cas d'impossibilité, il demande à être visité à domicile. L'ouvrier a une préférence fort naturelle pour ce second mode d'opérer, les poudreries sont en effet toujours éloignées des habitations. Dans le même sens s'est produit un abus que les ouvriers ne semblent pas comprendre : à Angoulême des ouvriers habitant à quatre et même cinq kilomètres de l'établissement demandaient le médecin ; aussi les « conventions médicales » des poudreries déterminent-elles un périmètre au delà duquel le médecin n'aura pas de malades à visiter.

Les médicaments sont fournis gratuitement aux ouvriers ; ils sont délivrés sur ordonnance du médecin de la poudrerie par le ou les pharmaciens agréés par l'administration. Les syndicats demandent que chaque ouvrier puisse choisir son médecin et son pharmacien, sous la seule condition que ceux-ci acceptent les tarifs qu'a agréés l'administration ; il est probable que satisfaction sera donnée aux ouvriers ; il est seulement à craindre que l'ouvrier ne soit entraîné à frauder l'administration par des arrangements avec des praticiens peu scrupuleux.

Le service médical occasionne à l'administration une dépense moyenne de 20 francs par ouvrier si on ne tient pas compte des demi-journées de salaire payées, de 110 fr. si on en tient compte.

Au cours de la troisième session de la commission mixte le sous-secrétaire d'Etat à la guerre a invité la commission à étudier le remplacement du service médical actuel par un régime de subventions aux sociétés de secours mutuels ; l'ouvrier serait tenu d'entrer dans une société de ce genre qu'il choisirait entre toutes celles du canton par exemple ; l'idée de créer une société de secours mutuels obligatoire pour les ouvriers d'un établissement et réservée à eux seuls ne rencontre pas beaucoup de partisans. Ce projet de M. Chéron n'a pas encore été étudié par la fédération ; il n'est d'ailleurs que le rappel d'un régime qui a existé dans les manufactures de l'Etat et que la fédération des tabacs a combattu jusqu'à sa suppression.

Les syndicats demandent que les soins médicaux et les médicaments soient donnés gratuitement à la famille des ouvriers et aux ouvriers retraités. Ils demandent encore que les ouvriers soient envoyés gratuitement aux eaux thermales lorsque le médecin le jugera utile ; actuellement l'envoi aux eaux minérales est réglementé par une notice du 23 février 1903 ; il ne peut être prescrit qu'à la suite d'un accident du travail ou d'une maladie résultant notoirement du service sur production d'un certificat du médecin de l'établissement et après avis du directeur de service du corps d'armée. Nous trouvons ici ainsi que dans quelques circonstances se rattachant à la loi du 9 avril 1898 un des rares cas où l'administration militaire active intervient dans les poudreries.

Application de la loi du 9 avril 1898. — Aucun para-

graphe de la loi de 1898 ni des lois des 22 mars 1902 et 31 mai 1905 qui l'ont modifiée ne spécifie que les établissements de l'Etat sont assujettis à la loi ; une telle disposition existait dans plusieurs des projets qui ont précédé cette loi, mais cette suppression ne signifie pas que les ouvriers de l'Etat soient exclus du bénéfice de la loi ; la généralité des termes de l'article 1 qui parle des « accidents survenus par le fait ou à l'occasion du travail aux ouvriers et employés occupés dans... les usines et manufactures... dans toute exploitation ou partie d'exploitation dans laquelle est fait usage d'une machine mue par une force autre que celle de l'homme ou des animaux... dans lesquelles sont fabriquées... des matières explosibles » montre que le législateur n'a pas voulu soustraire l'Etat aux obligations imposées par la loi ; l'assujettissement de l'Etat à la loi résulte aussi de ce que l'article 30 disposant « que toute convention contraire à la présente loi est nulle de plein droit », ne permet pas à l'Etat de s'y soustraire par des conventions particulières. L'article 13 fournit un argument plus catégorique, en stipulant qu'il n'y a pas lieu à nomination d'experts dans les entreprises de l'Etat. Cette solution a eu pour conséquence de supprimer la compétence administrative en matière d'accidents du travail, suppression intéressante au point de vue théorique, sans avantage pour l'ouvrier en pratique. Avant 1898 les ouvriers de l'industrie privée pouvaient, lorsqu'ils étaient victimes d'accident, obtenir une réparation par application des articles 1382 et 1384 du Code civil, à charge pour

eux de prouver que le dommage à eux causé provenait d'une faute du patron et non d'un cas fortuit ou de leur propre faute. La doctrine et la jurisprudence (Cour de cassation, 1883) décidaient que ces mêmes articles n'étaient pas applicables à l'Etat : « la responsabilité qui peut incomber à l'Etat à raison des fautes de ses agents, ne peut être régie par les principes qui sont établis dans le Code civil pour les rapports de particulier à particulier... cette responsabilité à des règles spéciales qui varient suivant les besoins du service et la nécessité de concilier les droits de l'Etat avec les droits privés (1) ». Cette responsabilité n'est qu'une application de l'idée d'équité et non la conséquence d'un droit, « elle doit varier suivant la nature des fautes, suivant les ordres donnés à l'agent, d'après l'indépendance plus ou moins grande de ses fonctions et l'appréciation de ces circonstances d'ordre administratif ne peut pas relever de la compétence judiciaire ». Le Conseil d'Etat se montrait à l'égard des intéressés plus libéral que la doctrine et que les tribunaux judiciaires, il admettait la responsabilité de l'Etat alors même qu'aucune faute ne pouvait être reprochée à l'administration (2).

La loi de 1898 introduit la théorie du risque professionnel et fonde le droit à la réparation sur la relation de cause à effet entre l'accident et l'exercice du travail. Ce fondement

1. Laferrière. *Traité de juridiction administrative*, t. II, p. 183.

2. Conseil d'Etat. V^o Conclusions du commissaire du gouvernement, M. Romieu, 21 juin 1895.

est indépendant de la qualité du patron et la réparation se déterminera sans qu'il y ait lieu en général d'apprécier ses actes ; il était donc naturel que le législateur étendit la compétence des tribunaux civils aux accidents du travail qui mettent en cause l'Etat. Remarquons toutefois que l'application de l'article 20 de la loi (majoration de l'indemnité en cas de faute inexcusable du patron) conduira les tribunaux judiciaires à apprécier des fautes commises par des fonctionnaires publics.

La loi de 1898 a peu modifié la situation des ouvriers des poudres. Le décret du 26 février 1897 (art. 20) accordait aux ouvriers victimes d'accidents les indemnités accordées aux ouvriers atteints de maladies résultant du service (1). Si l'incapacité de travail durait plus de six mois, le décret décide que l'indemnité « qui pourrait être due » est réglée à l'amiable ou s'il y a désaccord fixée par le ministre, sauf recours au Conseil d'Etat. Le ministre n'a pas adressé aux directeurs d'instruction pour l'application de cet article.

L'application de la loi de 1898 est réglée d'après l'instruction du 17 juin 1905 ; les décrets portant règlement d'administration publique pour l'exécution de cette loi ne sont pas applicables au personnel civil des établissements de la guerre.

Dès le 15 novembre 1899, le ministre invite les direc-

1. Paiement à partir du premier jour d'une allocation journalière égale au minimum du demi-salaire.

teurs à refuser l'entrée des établissements aux inspecteurs du travail, en 1905 elle applique la même mesure aux juges de paix qui désireraient faire l'enquête visée par les articles 12 et 13 de la loi ; pour édicter cette mesure le ministre rappelle que les lois du 8-10 juillet 1791 et le décret du 24 décembre 1811 ont attribué exclusivement au ministre de la Guerre la surveillance des établissements militaires de toute nature ; d'après le ministre l'article 31 § 3 de la loi de 1898 n'aurait pas abrogé ces lois spéciales, conformément à la théorie générale de l'abrogation. Cette thèse n'a pas été admise par la Cour de cassation qui a rendu sur l'application de la loi de 1898 un arrêt très intéressant, le 20 juillet 1907. Cet arrêt rappelle que pour soustraire à l'inspection du travail la surveillance de l'application de la loi du 11 juillet 1903 (sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs) dans les établissements de l'Etat intéressant la défense nationale, le législateur a introduit une disposition formelle dans la loi ; il reconnaît que le juge de paix pour son enquête et l'inspecteur du travail pour la surveillance de l'application des articles 11 et 31 ont entrée dans les poudreries. Cette solution logique a pour conséquence illogique d'annuler en fait l'article 4 § 2 de la loi de 1903. Cet arrêt validait un jugement de simple police condamnant un directeur à l'amende pour contravention à l'article 11.

L'instruction de 1905 rappelle que « la loi s'applique seulement à l'accident survenu par le fait du travail ou à l'occasion du travail, c'est-à-dire à la conséquence sou-

daïne et manifeste d'un accident imprévu et non à l'évolution lente d'une maladie ou infirmité dont la cause pourrait être attribuée, avec plus ou moins de certitude, aux fatigues et circonstances du service ». Le législateur a intentionnellement écarté de la loi les maladies dites professionnelles. Si dans certains cas exceptionnels, les chefs d'établissement croient devoir invoquer en faveur d'un ouvrier une maladie manifestement contractée dans le travail ou à l'occasion du travail, ils devront la faire constater dans les formes prévues par l'instruction pour les accidents proprement dits et en référer au ministre à qu'il appartiendra de statuer dans chaque cas particulier ; l'instruction ajoute « sauf recours au Conseil d'Etat ». Ce recours ne semble pas possible, il s'agit ici d'une décision du ministre accordant ou refusant un secours qui n'est délivré qu'à titre gracieux : l'ouvrier pourra seulement introduire une instance pour obtenir un secours en vertu des articles 1382-1384 que la jurisprudence du Conseil d'Etat applique à la responsabilité de l'Etat envers ses ouvriers.

Dès qu'un accident susceptible d'occasionner une incapacité de travail vient à se produire, il est établi un certificat d'origine de blessure, même si l'accident ne paraît pas au premier abord devoir entraîner de conséquences sérieuses, même si l'accident ne laisse pas de traces apparentes et si l'ouvrier s'est remis à son travail.

L'article 13 de la loi déclare « il n'y a pas lieu à nomination d'expert dans les entreprises de l'Etat placées sous

le contrôle d'un service distinct du service de gestion ni dans les établissements nationaux où s'effectuent des travaux que la sécurité publique oblige à tenir secrets. Dans ces divers cas, les fonctionnaires chargés de la surveillance ou du contrôle de ces établissements... transmettent au juge de paix... un exemplaire de leur rapport », cet article semble dire que le rapport fourni au juge de paix sera celui fait par un fonctionnaire du contrôle de l'administration de l'armée, cette interprétation serait peu pratique et l'instruction ne l'adopte pas. Le directeur indiquera dans ce rapport si l'accident est une conséquence fortuite des risques professionnels ou fera ressortir d'une façon précise les responsabilités s'il en existe de manière à pouvoir soit mettre les tiers en cause (art. 7), soit faire toutes réserves utiles au sujet du calcul des indemnités à allouer.

En cas d'incapacité temporaire, le demi-salaire est alloué dès le lendemain de l'accident (1) que l'incapacité de travail ait duré plus de dix jours ou non ; il se continuera jusqu'au jour où l'ouvrier pourra reprendre son travail. Les directeurs peuvent proposer au ministre d'allouer aux ouvriers une indemnité journalière supérieure au demi-salaire ; ces propositions se font presque toujours et sont toujours favorablement accueillies par le ministre. Si l'ouvrier blessé reprend son travail avant d'être complètement guéri, il n'est fait aucune réduction sur son

1. Le salaire entier est payé pour le jour même de l'accident.

salaire : si étant payé à la tâche il ne peut gagner son salaire habituel, il y a lieu de rappeler que les gains à la tâche ont pour minimum le salaire qui serait payé à l'ouvrier s'il travaillait à l'heure.

Dans le cas d'incapacité permanente, aussitôt que le médecin traitant juge possible d'établir un certificat définitif, et, au plus tard, le sixième mois qui suit l'accident, l'ouvrier est examiné par un médecin désigné par le directeur ; les deux médecins établissent des certificats relatant la gravité des lésions, établissant le relation de cause à effet entre l'accident et l'incapacité, faisant ressortir la diminution de capacité de travail subie par l'intéressé. Le ministre fixe l'indemnité viagère qu'il juge devoir être offerte à l'ouvrier ; le directeur fait connaître à l'ouvrier la décision du ministre ; au cas d'acceptation il en retire un reçu, au cas de refus il en dresse procès-verbal. Le dossier d'accident ainsi complété est adressé au président du tribunal qui, suivant le cas, donne acte ou renvoie les parties à se pourvoir devant le tribunal.

Les directeurs représentent l'Etat dans la tentative de conciliation devant le président du tribunal (circulaire du 29 mars 1901).

Lorsque le tribunal aura reconnu que la victime a intentionnellement provoqué l'accident ou a commis une faute inexcusable, il appartiendra au directeur de prendre à l'égard de l'ouvrier les mesures disciplinaires qu'il jugera utiles. Le cas ne s'est pas présenté.

Aux termes de l'article 21 de la loi, les parties peuvent

toujours, après détermination du chiffre de l'indemnité due à la victime de l'accident, décider que le service de la pension sera suspendu et remplacé tant que l'accord subsistera par tout autre mode de réparation. L'instruction fixe les conditions auxquelles l'ouvrier pourra être maintenu dans l'établissement, ce maintien étant à juste titre considéré comme le mode de réparation « le plus moral et en même temps le plus avantageux pour l'ouvrier ».

L'ouvrier victime d'un accident pourra, s'il le désire, et s'il le chef d'établissement le juge possible, être conservé dans l'établissement. L'ouvrier ainsi maintenu recevra un salaire conforme aux services qu'il est capable de rendre et ne recevra pendant son séjour à l'établissement qu'une fraction de l'indemnité viagère égale à la moitié de la réduction que le salaire aura réellement subi ; l'ouvrier devra acquiescer par écrit à ces conditions. Si l'ouvrier peut effectuer un travail de même nature qu'avant l'accident et s'il refuse la suspension de sa rente, son salaire à l'heure sera réduit dans une proportion équivalente à l'incapacité reconnue juridiquement dans l'ordonnance du président ou par le jugement du tribunal ; si cet ouvrier travaille aux pièces il sera payé d'après le même tarif que ses camarades, s'il produit autant qu'avant l'accident il touchera donc en même temps que la rente l'intégralité du salaire. L'instruction dit « ce résultat n'implique pas nécessairement une erreur commise dans l'évaluation de l'incapacité, car on peut admettre que l'ouvrier supplée à cette infériorité physique par une énergie plus grande,

une dépense de forces plus considérable. Cette dépense supplémentaire qui nécessairement amènera une usure plus rapide, il est juste que l'ouvrier en soit dédommagé, et il l'est, en effet, par la portion du salaire correspondant à ce supplément d'efforts » ; si cependant il y avait un écart considérable entre le travail réellement fourni et le travail qu'on pouvait supputer d'après l'évaluation de l'incapacité, l'instruction prescrit au directeur de demander la revision de l'indemnité (art. 19 de la loi) ; cette solution n'est pas exacte dans bien des cas, en particulier pour l'ouvrier devenu sourd à la suite d'une explosion, pour l'ouvrier qui a perdu l'usage d'un œil ; dans ces deux cas l'ouvrier a droit à une indemnité, cela est fort juste, car il a subi un dommage, mais ces infirmités ne vont pas influencer sur sa productivité, son salaire ne doit pas baisser. En fait d'ailleurs, l'ouvrier ainsi maintenu à l'établissement conserve le salaire qu'il touchait avant l'accident.

A l'expiration du délai de revision, l'ouvrier qui aura précédemment accepté la suspension de rente pourra demander le capital correspondant si la rente n'est pas supérieure à 100 francs ; avant cette expiration l'administration ne consent pas à ce rachat. Le paiement de ce capital n'est pas suspendu pour une raison de droit. « S'il était suspendu en effet et si l'ouvrier venait à décéder au service de l'administration, les héritiers se fondant sur ce que l'option faite par l'ouvrier a fait entrer dans son patrimoine la nue propriété de ce capital, pourraient en

réclamer la délivrance ; on aurait ainsi un fait contraire à l'essence du contrat viager » (instruction, décret du 17 juin 1905) ; inutile d'ajouter qu'au point de vue pratique l'administration ne perdrait rien à avoir reculé le paiement de ce capital (1).

Il est évident que l'indemnité viagère de la loi de 1898 laisse intacts les droits à une pension de retraite acquis par l'ouvrier à la date de l'accident.

Lorsque la veuve d'un ouvrier décédé à la suite d'un accident fera liquider la pension à laquelle lui donne droit le décret de 1897, le complément prévu par cet article ne lui sera attribué que si les deux rentes réunies n'atteignent pas le chiffre de 360 francs et jusqu'à concurrence de ce chiffre. En cas de nouveau mariage, la veuve cesse d'avoir droit à la rente prévue par la loi de 1898, et il lui est alloué à titre d'indemnité totale le triple de cette rente. Par suite, trois ans après son second mariage, la veuve pourra réclamer le complément de rente totale prévu à l'article 12 du décret de 1897.

Le texte de la loi de 1898 doit être affiché dans chaque atelier. Cette disposition n'est pas observée, nous avons déjà vu pourquoi (chap. II § 3).

1. Les motifs donnés par l'administration sont un peu obscurs : l'ouvrier a d'ailleurs avantage à opter pour le rachat de la rente puisque son salaire va être encore proportionné aux services qu'il est capable de rendre, sans retenue sur le capital de rachat.

§ 5. — DISPOSITIONS EN FAVEUR DES OUVRIÈRES
MÈRES DE FAMILLE

La période des couches est considérée comme maladie « ne résultant pas du service ».

Les ouvrières reçoivent au moment de leurs couches un secours de 50 francs (Circ. du 2 mars 1904), ce secours est accordé que l'enfant soit né vivant ou non ; en cas d'accouchement gémellaire le secours sera double.

Les syndicats demandent que les dispositions de cette circulaire soient étendues aux femmes d'ouvriers ; cette prime à la repopulation dont la demande a été favorablement accueillie est présentée sous une seconde forme ; les syndicats demandent en effet qu'une indemnité soit accordée aux pères et mères de famille, proportionnellement au nombre d'enfants (1).

Les ouvrières qui désirent nourrir leurs enfants au sein obtiennent des congés sans salaire renouvelables jusqu'au sevrage de l'enfant (Cir. du 19 octobre 1907).

Par une circulaire du 1^{er} octobre 1903, les directeurs ont été invités à user de la plus grande tolérance, pour les heures d'arrivée, à l'égard des ouvrières mères de famille qui, désirant placer leurs jeunes enfants dans des crèches ou asiles maternels ouvrant tardivement, ne peuvent se trouver à l'heure fixée pour l'entrée des ateliers.

1. Par décision ministérielle du 10 mai 1910 les ouvrières qui nourrissent leur enfant recevront pendant quatre mois un secours mensuel de 10 fr.

§ 6. — MÉDAILLES D'HONNEUR

Le décret du 28 mars 1888 décide que des médailles d'honneur pourront être décernées par le ministre de la Guerre sur la proposition de l'autorité militaire compétente, aux employés et ouvriers qui comptent plus de trente ans de bons services consécutifs dans les établissements de la guerre. Un arrêt ministériel du 30 octobre 1906 détermine les mesures de détail pour l'attribution de cette récompense ; les médailles d'honneur sont remises aux titulaires par le directeur devant le personnel de l'établissement : cette cérémonie est malheureusement trop négligée.

CHAPITRE IV

DISCIPLINE

Dans tout établissement industriel il est nécessaire, pour la régularité du travail, que des règles fixes indiquent aux ouvriers le mode d'exécution de leur tâche, les précautions à observer ; il est aussi nécessaire pour le maintien de l'ordre que des consignes déterminent les actes interdits, réglementent les rapports des ouvriers avec leurs supérieurs ; il faut enfin que des sanctions soient prévues contre ceux qui violeront ces règles.

Il nous faudra examiner successivement pour quelles fautes l'ouvrier peut être puni, quelles punitions peuvent lui être infligées, par qui et comment elles peuvent l'être.

L'instruction du 24 janvier 1900 prescrit que dans chaque établissement un règlement fait par le directeur déterminera les conditions d'application des pénalités au personnel ; ce règlement doit être affiché dans l'intérieur de l'établissement ; ce règlement n'existe dans aucun établissement et les ordres de service des directeurs ne prévoient que certains cas d'exclusion : sommeil dans le service, port d'allumettes, ivresse en service.

En matière de punitions comme en toute autre matière, les syndicats protestent contre l'arbitraire des directeurs, mais ils n'insistent pas pour obtenir une codification des infractions qui serait conforme au décret de 1897 ; ils comprennent qu'un tel règlement fait sur leur demande ne pourrait que leur être défavorable : obligé, pour ne pas donner prise à l'accusation de favoritisme, d'être uniforme, ce règlement devrait prévoir pour chaque faute la pénalité la plus grave que puisse comporter une faute de cette nature, on ne pourrait parler de circonstances atténuantes. Aussi les syndicats se contentent-ils de réclamer dans chaque cas particulier l'atténuation des punitions infligées à leurs membres.

Les moyens disciplinaires établis par le décret de 1897 sont l'amende, l'exclusion temporaire de l'établissement ou mise à pied pour une durée qui ne peut excéder quinze jours, la rétrogradation pour les ouvriers de la fabrication, le retrait de la commission, le renvoi définitif. L'amende a été supprimée par décret du 22 mai 1906 et remplacée par l'avertissement ; en supprimant les amendes le ministre obéissait tardivement au vœu exprimé par les Chambres qui, en 1894 et 1898, avaient voté au milieu du projet Ferroul une disposition supprimant les amendes disciplinaires. Ces amendes qui pouvaient atteindre pour une seule punition la moitié du salaire pendant quinze jours, étaient un moyen de punition excellent, facile à doser, qui aurait pu permettre de donner à chaque chef un pouvoir disciplinaire proportionné à l'importance de sa

fonction et à la responsabilité qu'il assume. Les avertissements qui ont remplacé les amendes constituent une punition tout à fait inefficace, laissant l'ouvrier parfaitement indifférent. En principe, l'ouvrier doit recevoir trois avertissements avant d'être puni plus sévèrement ; cette prescription n'est heureusement pas observée et il faut s'en féliciter ; l'ouvrier ne doit pas après un premier manquement à la discipline avoir la faculté de le renouveler impunément une deuxième et une troisième fois. La mise à pied de un à quinze jours est une punition qui frappe l'ouvrier plus durement que l'amende, en droit elle peut être attaquée par les mêmes arguments que l'amende, les juges peuvent seuls infliger des pénalités. Plusieurs ingénieurs ont fait à cette punition l'application de la loi de sursis avec délai de prescription de un ou deux mois : cette innovation a donné sur des cas particuliers des résultats satisfaisants.

Dans un établissement, le directeur a seul le droit de punir ; toutes les punitions sont à sa disposition, sauf pour les commissionnés le retrait de la commission et le renvoi qui sont soumis à la décision du ministre ; le directeur possède à l'égard des commissionnés la punition de la rétrogradation ou diminution du salaire, peine bien plus grave que le retrait de la commission.

Lorsqu'une pénalité grave (mise à pied pour plus d'une journée) doit être infligée à un ouvrier sans avoir été précédée de trois avertissements, celle-ci ne sera prononcée qu'après l'audition de l'intéressé par le directeur ou par

un fonctionnaire délégué par lui. Si la mesure à prendre relève du ministre, l'intéressé doit recevoir communication des pièces ou rapports ayant contribué à motiver la mesure qu'on se propose de prendre contre lui ; ces pièces seront adressées au ministre en même temps qu'une note dans lequel l'ouvrier peut présenter sa défense.

La fédération a dans plusieurs de ces congrès demandé que pour éviter l'arbitraire directorial, les punitions ne soient infligées qu'après une enquête faite par une commission composée d'ouvriers et d'agents de l'administration en nombre égal ; cette demande est corrélative des incessantes protestations des ouvriers contre la partialité du personnel secondaire ; si l'on parcourt les colonnes du *Travailleur de l'Etat* on y trouve ces réclamations sous une forme trop violente pour qu'on puisse leur accorder grand crédit. Dans ces récriminations, on reconnaît la haine de certains ouvriers contre tout supérieur et surtout contre les chefs qui les touchent de plus près, on reconnaît aussi la différence d'habitudes entre les ouvriers qui, trop souvent, ne cherchent qu'à travailler le moins possible⁽¹⁾, de la manière la moins fatigante et ces anciens sous-officiers qui ont pris au régiment un goût de l'ordre, de la discipline, de l'exécution consciencieuse des règlements, toutes qualités qu'ils voudraient trouver chez les

1. Le rapport de la vitesse de marche des ouvriers à l'entrée et à la sortie est un fait qui dans une poudrerie frappe le visiteur.

ouvriers. Il y a là des raisons pour et contre une division, une décentralisation du pouvoir disciplinaire ; tout chef qui a des ordres à donner doit avoir les moyens de les faire respecter et de se faire respecter ; ce qui est discutable pour le personnel secondaire l'est beaucoup moins pour les ingénieurs. Il ne s'agit pas de faire respecter leur personne qui n'a jamais été violemment attaquée, mais l'ingénieur chef d'une fabrication dont il est responsable doit posséder le droit de punir pour confirmer son autorité. Les amendes auraient facilité cette division du pouvoir disciplinaire, car il ne s'agirait pas, bien entendu, de donner à tous les degrés de hiérarchie le droit d'infliger les mêmes punitions. Cette idée rencontre d'ailleurs l'unanime désapprobation des directeurs qui voient dans sa réalisation un affaiblissement de leur autorité et qui ne semblent pas avoir pleine confiance dans l'impartialité de leur personnel secondaire et dans la pondération de leurs jeunes ingénieurs ; on peut cependant leur répondre que cette division du droit de punir a fait ses preuves dans l'armée.

Parmi les infractions aux règlements, nous en étudierons spécialement deux qui ont une importance particulière : les retards à l'arrivée et le port d'allumettes.

Les ouvriers sont soumis à l'entrée comme à la sortie de la poudrerie à une fouille, de plus, en cours de travail, l'ingénieur peut prescrire la fouille d'un ouvrier déterminé. La fouille à la sortie a pour but d'empêcher les détournements de matières ou outils : elle a un caractère un peu humiliant contre lequel les ouvriers n'ont cependant

pas élevé de grandes protestations. La fouille à l'entrée et les fouilles en cours de travail ont un autre but, la recherche des objets dangereux. Ces objets sont tous objets inflammables ou susceptibles de provoquer une inflammation ; parmi ces derniers les briquets, les objets métalliques, les allumettes ; les allumettes isolées que l'ouvrier porte sans le savoir au fond d'une poche de gilet peuvent tomber dans les matières en cours de fabrication et occasionner des accidents graves : tout ouvrier trouvé porteur d'une allumette est immédiatement exclu de la poudrerie (circulaire du 25 février 1907). La punition est dure et il faudrait peut-être distinguer entre les allumettes qui ne s'enflamment que par frottement sur un frottoir spécial et les autres. L'application de cette mesure rigoureuse se fait de manière différente suivant les établissements ; dans les uns l'ouvrier renvoyé n'est jamais repris, dans d'autres on le reprend après quelques mois en le remettant au salaire qu'il gagnait avant son départ, dans d'autres on le reprend au salaire minimum comme s'il n'avait jamais travaillé dans aucun établissement, enfin dans quelques cas la faute a été cachée par le directeur qui a infligé une punition sous un motif supposé.

Jusqu'en 1909, les punitions pour retard à l'entrée étaient différentes pour les diverses poudreries : le plus souvent le retardataire perdait sa demi-journée ; les retards étaient ainsi peu nombreux ; dans plusieurs établissements les rares ouvriers retardataires étaient

admis à rentrer sans punition ou avec avertissement. La divergence de réglementation a provoqué des réclamations qui ont motivé la mise en essai d'un système uniforme(1). Ce système consiste en principe dans l'attribution à l'ouvrier retardataire d'un nombre de mauvais points augmentant avec son retard ; l'ouvrier ne sera puni que si le total des ces mauvais points atteint une certaine somme dans une période de trois mois. La mise en essai de ce système a donné des résultats peu encourageants : un établissement qui auparavant comptait moins d'un retard par mois en a compté plus de quarante pendant un mois d'essai. Cette tolérance accordée aux retardataires gêne beaucoup le service : en effet, chaque jour immédiatement avant l'entrée a lieu un appel après lequel les chefs ouvriers forment les équipes et répartissent le travail. Le retardataire est remplacé à son poste habituel et lorsqu'il arrive il doit aller prendre des ordres à son ancien atelier puis se rendre au nouvel emplacement de son travail, cinq minutes de retard à l'entrée se transforment ainsi facilement en trente minutes de retard au travail.

1. Déjà essayé au Moulin Blanc vers 1896.

CHAPITRE V

CONDITION JURIDIQUE DES OUVRIERS

Dans ce chapitre, nous traiterons rapidement quelques questions n'ayant présenté jusqu'ici qu'un intérêt théorique ; ce seront quelques considérations sur l'attribution à l'ouvrier du titre de fonctionnaire, sur la formation et la résiliation du contrat de travail, sur la juridiction compétente pour trancher les différends qui s'élèvent au sujet de ce contrat.

§ 1. — LES OUVRIERS SONT-ILS DES FONCTIONNAIRES

Aucun texte dans la loi, dans la jurisprudence, dans la doctrine, ne donne une énumération limitative des fonctionnaires, aucun texte ne donne un critérium infaillible permettant de distinguer cette catégorie de citoyens.

Les ouvriers des poudres peuvent-ils être considérés comme des fonctionnaires ? En faveur de l'affirmative on trouve quelques arguments : les ouvriers sont payés sur les crédits alloués au budget, ils ont une retraite minima assurée dont une partie est payée par l'Etat, ils sont placés sous les ordres exclusifs de fonctionnaires de l'Etat et sont

nommés par eux ; on pourrait aussi rappeler que, antérieurement à la loi de 1895 sur les saisies-arrêts des salaires, ces ouvriers bénéficiaient du régime de faveur accordé aux fonctionnaires par la loi du 21 ventôse an IX ; alors qu'en principe la totalité des salaires des ouvriers de l'industrie privée pouvait être saisie, la fraction saisissable était pour les ouvriers des poudres réduite au cinquième du salaire.

Mais cette assimilation peut être repoussée avec des raisons bien meilleures ; la situation des ouvriers n'est stable ni en droit ni en fait ; en outre des renvois par mesure disciplinaire, les licenciements par manque de travail peuvent atteindre tout le personnel ouvrier qui n'a que la garantie d'un préavis et la compensation d'une faible indemnité. Le fonctionnaire au contraire a sinon des garanties contre le renvoi disciplinaire, du moins la certitude de ne pas être renvoyé par manque de travail. Les retraites des ouvriers ne peuvent être assimilées aux retraites des fonctionnaires régies par la loi de 1853 et inscrites au grand livre de la dette publique, les compléments de pension ont plutôt le caractère de secours, en effet, ces compléments seront inutiles quand le régime permanent de retraites sera atteint (1927) et même avant. La limitation des saisies-arrêts était un privilège que l'Etat accorde à ses ouvriers, privilège qu'on n'aurait pas de nos jours de bonnes raisons pour défendre. Les directeurs doivent se faire présenter un extrait du casier judiciaire constitué par le bulletin n° 3, alors que la loi du

5 avril 1889 le bulletin n° 2 peut-être délivré « aux administrations publiques de l'Etat saisies de demandes d'emplois publics ».

L'ouvrier ne peut donc être considéré comme fonctionnaire : il n'existe entre lui et l'Etat d'autre lien juridique que le contrat de louage d'ouvrage, contrat en vertu duquel (C. civ., art. 1710) « l'une des parties s'engage à faire quelque chose pour l'autre, moyennant un prix convenu ».

§ 2. — FORMATION ET RÉSILIATION DU CONTRAT DE TRAVAIL

Le contrat de travail se forme par le seul consentement des parties contractantes : le consentement de l'ouvrier résulte du fait qu'il fournit les pièces qui lui sont réclamées (bulletin de naissance, extrait du casier judiciaire) et de ce qu'il se soumet à la visite médicale ; le consentement de l'administration est constaté par l'inscription sur les contrôles.

Les parties contractantes devant être capables de contracter, l'administration pourrait exiger une autorisation du père avant d'admettre un mineur ou du mari s'il s'agit d'une femme mariée : cette formalité n'est pas en usage.

L'ouvrier accepte tacitement les clauses du contrat, clauses constituées par l'ensemble des règlements en vigueur ; jusqu'en 1907 ces règlements restaient inconnus à l'ouvrier qui se les voyait ainsi appliquer sans pouvoir réclamer ; les syndicats trouvaient là un motif fort com-

préhensible de crier à l'arbitraire, d'accuser les directeurs de favoritisme et d'injustice. Le 1^{er} mars 1907 le ministre a prescrit aux directeurs de faire afficher les décrets et circulaires intéressant les ouvriers et de mettre à la disposition des ouvriers la collection des documents les intéressant. Cette ignorance des règlements explique ce fait que dans les premiers congrès de la fédération, les délégués de certaines poudreries ne peuvent indiquer les règles suivant lesquelles est fixé leur salaire et que d'autres méconnaissent complètement les règles sur les pensions de retraite.

Le salaire de début est toujours fixé par le contrat implicitement si l'ouvrier entre à la fabrication, et il sera alors payé au salaire le plus bas, explicitement si l'ouvrier vient exercer sa profession auquel cas il discute avec le directeur son salaire de début.

L'ouvrier entrant dans un établissement accepte les règlements d'ordre et de discipline en vigueur, il accepte le genre de travail qui lui sera attribué (1), le mode d'augmentation de salaire auquel lui donnera droit le travail qu'il effectue. S'il doit travailler à la tâche, il accepte les modifications que l'administration pourra faire subir aux prix de base.

D'après l'article 1780 du Code civil modifié par la loi du 27 décembre 1890, le louage de services fait sans

1. Ce qui justifie l'exclusion disciplinaire des ouvriers qui refuseraient de travailler aux appareils ou à un procédé dangereux.

détermination de durée peut toujours cesser par la volonté d'une des parties contractantes ; néanmoins, la résiliation du contrat par la volonté d'un seul des contractants peut donner lieu à des dommages-intérêts. Il est bien évident que l'ouvrier qui quitte l'établissement de son plein gré n'a pas à craindre que l'administration ne lui réclame une indemnité. La cause de résiliation la plus fréquente (1) est le licenciement par manque de travail : pour éviter une réclamation basée sur l'article 1780, l'administration accorde une indemnité à l'ouvrier licencié ; il faut remarquer que l'ouvrier n'a pu, en acceptant les clauses du contrat, renoncer au droit éventuel de demander des dommages-intérêts en cas de résiliation, il sera donc fondé à réclamer une indemnité supérieure à celle fixée par l'administration, s'il peut « justifier l'existence et déterminer l'étendue du préjudice à lui causé ». En cas de renvoi par mesure disciplinaire l'ouvrier a sans nul doute le droit de réclamer une indemnité pour brusqué congédiement et il l'obtiendrait à moins que l'administration ne puisse prouver que la consigne violée par l'ouvrier avait été portée à la connaissance de celui-ci lors de la formation du contrat. Les ouvriers ignorent cette disposition de la loi qui eût pu trouver de fréquentes applications (2).

1. Plus fréquente que la limite d'âge ou l'admission à la retraite.

2. Des ouvriers ont été, il y a quelque quinze ans, renvoyés pour « avoir fait preuve d'hostilité envers le gouvernement », « avoir diffamé leur directeur dans les journaux », « avoir manqué le travail le 1^{er} mai ».

Le contrat de travail est résilié par l'admission à la retraite, il est aussi résilié de plein droit lorsque l'ouvrier atteint soixante-cinq ans, il est enfin résilié lorsque, par suite de maladie, l'ouvrier n'a pas accompli plus de trente jours de service dans une période de dix-huit mois.

Lorsqu'un ouvrier quitte un patron il a le droit (loi du 2 juillet 1890) de réclamer un certificat indiquant la date d'entrée au service du patron, la date du départ et la nature du travail auquel il était employé ; le directeur a qualité pour délivrer cette pièce peu demandée ; lorsqu'un ouvrier quitte l'administration, on lui remet son livret de la caisse des retraites. Une légende, que les chefs des syndicats n'essaient pas de détruire, enseigne aux ouvriers que ceux qui quittent la poudrerie renvoyés ou licenciés, perdent le bénéfice des versements à la caisse des retraites : cette légende contribue à rendre plus horrible le spectre des licenciements.

§ 3. — RÈGLEMENT DES CONTESTATIONS RELATIVES AU CONTRAT DE TRAVAIL

Les difficultés portant sur les engagements respectifs du patron et de l'ouvrier au sujet de l'exercice de la profession de ce dernier peuvent être aussi nombreuses dans l'industrie d'Etat que dans l'industrie privée ; le directeur d'un établissement de la guerre défend les intérêts d'Etat comme le directeur d'une usine défend ceux de la société

anonyme qui l'emploie. Dans les poudres, le contrat de travail se forme par l'acquiescement de l'ouvrier à des règles nombreuses qu'il ne connaît pas toujours très bien, qu'il ignorera jusqu'au moment où leur application lésera ses intérêts ou les droits qu'il croit avoir.

Chaque jour des contestations se présentent, mais le plus souvent elles sont vite réglées par le comptable ou par le directeur ; si ce dernier ne peut statuer, il en réfère au ministre. Les ouvriers abandonnent souvent leurs réclamations, réclament quelquefois au ministre la solution refusée par le directeur, mais jamais ouvriers ou syndicats n'ont manifesté l'intention d'en appeler aux tribunaux (1). Peut-être ignorent-ils, avec nous, à quels tribunaux ils devraient s'adresser. Le 11 février 1901, le ministre du Commerce M. Millerand, déclara à la tribune de la Chambre que le Conseil de préfecture était seul compétent pour le règlement des contestations entre l'Etat et ses ouvriers. La thèse de M. Millerand est la reproduction de l'idée ancienne qu'en vertu du principe de la séparation des pouvoirs tous les contrats passés par une administration pour un service public devaient être soustraits à l'appréciation des tribunaux judiciaires ; ce système est aujourd'hui bien délaissé par la doctrine. Ainsi M. Aucoc (2) dit : « quand il s'agit des droits ou obligations qui dérivent d'un con-

1. Nous éliminons ici les recours devant le tribunal civil contre les fixations par l'administration d'indemnités pour incapacité permanente (loi de 1898).

2. Conférence sur le droit administratif, t. I, p. 86.

trat passé par l'administration, c'est à l'autorité judiciaire qu'il appartient en principe de les apprécier, alors même que le contrat serait passé non pour la gestion des propriétés publiques, dans les conditions du Code civil, mais en vue d'un service public... lorsqu'il s'agit d'un contrat passé même en vue d'un service public, il faut une disposition expresse pour que l'autorité judiciaire soit désarmée ».

M. Laferrière dans son *Traité de Juridiction administrative* pose la règle suivante : « lorsque l'administration agit pour la gestion des services publics, c'est l'autorité judiciaire qui est compétente en principe et sous réserve des exceptions légales » (1). La fabrication des poudres est à la fois un service concourant à la préparation de la défense nationale et l'exploitation d'un monopole fiscal : la règle posée lui est applicable. La doctrine semble ainsi préjuger les intentions de nos législateurs et elle devrait demander l'annulation de ces articles de la loi du 28 pluviôse an VIII et du décret du 11 juin 1806 qui donnent compétence aux tribunaux administratifs pour le règlement des contestations entre entrepreneurs et ouvriers dans les marchés de travaux publics et de fournitures passés par l'Etat.

La juridiction compétente serait donc la justice de paix : d'après l'article 5 de la loi du 25 mai 1838 « les juges de paix... connaissent des contestations relatives aux engagements respectifs des maîtres et de leurs ouvriers sans

1. Laferrière, *loc. cit.*, p. 587.

qu'il soit dérogé aux lois et règlements relatifs à la juridiction des prud'hommes ».

La juridiction des prud'hommes est régie par la loi du 27 mars 1907 ; les conseils sont institués par des décrets qui déterminent les industries pour lesquelles le conseil est créé et fixent l'étendue de leur ressort ; les poudreries ne peuvent être comprises dans la compétence des prud'hommes (1), cela résulte des travaux préparatoires de la loi comme des dispositions de celle-ci. Les électeurs patrons doivent être patentés, ce qui exclut les ingénieurs des poudres ; les ouvriers des poudres sont d'ailleurs électeurs et éligibles, sans être justiciables des conseils.

En 1900 (2) le Conseil supérieur du travail s'était prononcé en faveur de l'extension de la juridiction prud'homale à toutes les entreprises industrielles de l'Etat. La proposition de loi que la Chambre de députés vota le 14 février 1901, ne comportait pas, dans le texte de commission, l'extension préconisée par le Conseil supérieur du travail. La Chambre adopta un amendement de M. Groussier appuyé par le ministre et ainsi conçu :

Article premier. — Les conseils de prud'homme sont institués pour terminer par voie de conciliation les différends qui

1. Dans le *Bulletin de l'Office du travail* (1905) et dans une liste des industries relevant par décret des conseils de prud'hommes déjà établis, j'ai relevé l'inscription d'une fabrique de chasse et de mine.

2. Séance du 18 juin 1900.

peuvent s'élever à l'occasion du contrat de louage d'ouvrage : 1°)... 2°) entre l'Etat, les établissements publics ou leurs représentants et les employés ou ouvriers non fonctionnaires de leurs entreprises industrielles.

Les partisans de cette extension de la juridiction prud'homme avaient fait valoir deux arguments « l'Etat, disent-ils, doit subir les lois qu'il impose » et en second lieu un argument que nous avons discuté plus haut : l'ouvrier de l'Etat se trouve en pratique privé de tout recours parce que les litiges entre l'Etat et ses ouvriers relèvent des tribunaux administratifs.

Le projet voté par la Chambre vint au Sénat qui, à l'unanimité en novembre 1903, rejeta le deuxième paragraphe de l'article 1^{er} sur le rapport de M. Cordelet disant : « L'Etat n'est pas un industriel, il fabrique des poudres et des armes pour la défense nationale ; lorsqu'il vend de la poudre... il poursuit l'intérêt général et non le succès d'une entreprise industrielle ; il ne saurait être et il n'a jamais jusqu'ici été assimilé à un chef d'industrie justiciable des conseils de prudhomme ». Le rapporteur opine d'ailleurs pour la compétence du juge de paix alors que le ministre tient pour celle du conseil de préfecture. Il émet aussi dans son rapport l'idée que les ingénieurs étant partie intéressée au procès ne pourront siéger : l'idée est exacte, mais il n'y aurait pas grand inconvénient à faire siéger soit un autre prudhomme-patron soit un autre ingénieur de l'Etat.

Le projet modifié par le Sénat a été adopté par la Chambre en mars 1907 sans modifications. La question est donc enterrée pour longtemps ; nous répétons qu'elle n'a pas d'importance pratique.

CHAPITRE VI

LES SYNDICATS

I. — LA LOI DU 21 MARS 1884 ET LES OUVRIERS DE L'ETAT

Dans les travaux préparatoires de la loi de 1884 il n'a pas été question des ouvriers de l'Etat et la première pensée du législateur semble avoir été de donner une existence légale aux nombreux syndicats d'ouvriers ou de patrons qui, jusque-là, avaient été seulement tolérés. Dans la circulaire du 25 août 1884, Waldeck-Rousseau déclare que « du silence de la loi ou des discussions qui ont eu lieu dans les Chambres il faut conclure... que la loi est faite pour tous les individus exerçant un métier ou une profession » de ce texte semblait résulter que la loi avait un domaine d'application illimité : et cependant on voit en 1885 la Cour de cassation refuser le droit syndical aux médecins, en 1891 le préfet de la Seine provoquer la dissolution du syndicat des cantonniers de la ville de Paris et le ministre du commerce M. Roche, interdire de se syndiquer aux ouvriers des postes et télégraphes ; le ministre refusait le droit syndical aux ouvriers de l'Etat « parce qu'ils ont

en face d'eux non un intérêt privé mais un intérêt général le plus haut de tous, l'intérêt de l'Etat lui-même » (1) il faisait remarquer que le contrôle du parlement devait suffire pour agir sur le gouvernement dans le sens des intérêts professionnels de ces ouvriers ; la Chambre approuva ces déclarations.

Au commencement de la législature suivante, le ministre des travaux publics M. Jonnart, reprit cette thèse ; la Chambre ne le suivit point et mit en minorité le ministère en votant l'ordre du jour suivant. « La Chambre considérant que la loi de 1884 s'applique aux ouvriers et employés des exploitations de l'Etat aussi bien qu'à ceux des industries privées invite le gouvernement à la respecter et à en faciliter l'exécution » (2). M. Ch. Dupuy devenu président du conseil déclara à la tribune qu'il considérerait les syndicats d'ouvriers de l'Etat comme illégaux mais qu'il les tolérerait pour se conformer à l'avis de la Chambre et qu'il déposerait un projet de loi légalisant cette tolérance. En 1895, M. Barthe au cours de la discussion du projet de loi Trarieux, émit un contre-projet ayant pour but d'interdire aux ouvriers de l'Etat de se syndiquer. M. Trarieux fit observer que « les administrations ayant pratiqué le laisser faire, la situation de fait avait fini par dominer le point de droit et qu'on ne pouvait plus revenir en

1. Chambre des députés, 17 novembre 1891.

2. 22 mai 1894.

arrière » (1). M. Bourgeois, président du conseil, déclara que « l'ouvrier n'étant pas fonctionnaire avait le droit de se syndiquer ». Depuis la question n'a plus été posée et il semble que le droit syndical est à peu près unanimement reconnu aux ouvriers de l'Etat.

§ 2. — HISTORIQUE DES SYNDICATS DES POUDRES

Signalons d'abord l'existence de sociétés de secours mutuels antérieures aux syndicats. L'on voit de pareilles sociétés se former à Sevran-Livry (1881), à Toulouse (1884), à Angoulême (1885), à Saint-Médard (1886), à Saint-Chamas (1892), au Moulin Blanc (1898), ces sociétés ont été encouragées par l'administration qui a concouru à leur fondation et à l'élaboration de leurs statuts ; ces sociétés de secours mutuels groupent actuellement les ouvriers les plus anciens ; il semble que leur décadence est prochaine car les syndicats inscrivent dans leurs statuts des dispositions de même nature que celles propres à ces sociétés.

Le premier syndicat d'ouvriers poudriers s'est formé à Angoulême en 1893 ; peu de temps après se formèrent des syndicats dans les autres poudreries et raffineries en 1895, seuls Moulin-Blanc et Pont-de-Buis restaient à l'écart. Actuellement toutes les poudreries ont au moins un syndicat.

1. Sénat, séance du 3 février 1896.

Les syndicats n'ont pas à leurs débuts rencontré d'opposition officielle de la part de l'administration et les directeurs acceptèrent le plus souvent de donner audience aux délégués des nouvelles organisations ; mais les ouvriers prétendent que de sourdes et continuelles persécutions ont été dirigées contre les chefs des syndicats et en fait on peut constater que les chefs des syndicats ont été souvent et sévèrement punis : ne tirons pas de conclusion de cette coïncidence.

L'on peut faire remonter à l'année 1899 la date à laquelle les syndicats d'ouvriers des poudres ont été formellement reconnus par le ministre ; en 1899, en effet, le ministre consent pour la première fois à recevoir une délégation du congrès de la Fédération. Postérieurement, cette reconnaissance résulte de plusieurs textes dans lesquels le ministre prescrit au directeur de demander l'avis des syndicats (tarifs à la tâche) ou de leur faire certaines communications. Une circulaire du 1^{er} octobre 1907 constitue un texte plus net encore : « Les ouvriers de la guerre ne sont pas des fonctionnaires : l'Etat leur reconnaît le droit syndical ; ils peuvent donc librement se concerter et s'organiser pour la défense de leurs intérêts professionnels. Libres d'exprimer leurs opinions politiques, ils ne le sont pas moins de défendre leurs intérêts économiques. »

Pour limiter aux ouvriers de l'industrie privée le privilège créé par la loi de 1884, on n'a invoqué que la nécessité d'interdire à l'ouvrier de se défendre contre

l'Etat, contre l'intérêt général ; les adversaires de l'extension de la liberté syndicale aux ouvriers de l'Etat avaient surtout la crainte que les syndicats ne servissent à préparer des grèves plutôt qu'à maintenir l'harmonie et qu'à favoriser la justice par la conciliation. Leurs craintes ont été vérifiées pour les ouvriers des finances, mais elles ne sont pas justifiées pour notre service.

§ 3. — ETAT ACTUEL DES SYNDICATS. — LEUR ROLE DANS LA
POUDRERIE

Les syndicats ne sont pas prodigues de renseignements sur le nombre de leurs adhérents et sur leur situation financière (1). Une statistique publiée dans le *Travailleur de l'Etat*, indique en 1908 un effectif de 2560 syndiqués (sur 4400 ouvriers). Ce chiffre était celui des adhérents à la Fédération nationale des poudreries et raffineries ; à cette organisation s'est réunie cette même année la Fédération des ouvriers d'art moins riche en adhérents ; d'autre part, il existe des syndicats non affiliés, que les fédérés appellent volontiers syndicats jaunes.

Les syndicats fédérés et les syndicats non fédérés poursuivent les mêmes buts par les mêmes moyens ; leur

1. Et les renseignements qu'ils donnent sont sujets à caution. Ainsi dans une poudrerie les présidents des deux syndicats m'indiquaient pour leurs syndicats respectifs des chiffres dont le total dépassait l'effectif ouvrier de la poudrerie.

idéal politique ou social diffère peut-être, mais il forme une bien petite part de leurs préoccupations. Syndicats rouge et jaune s'adressent également au député de la circonscription, quelque soit sa nuance, pour faire aboutir leurs revendications ; certes, chaque syndicat ne demande de justice ou de faveur que pour ses membres, mais tous deux demandent la même justice et tous deux accusent le directeur de réserver ses faveurs aux membres de l'autre syndicat, parfois même l'un des syndicats demande au directeur de ne pas recevoir les délégués de l'autre syndicat pour lequel, disent-ils, la loi de 1884 n'a pas été faite.

Les syndicats dissidents reprochent aux syndicats fédérés leurs tendances révolutionnaires ; certes la fédération est affiliée à la C. G. T., mais d'autres organisations pacifiques sont aussi affiliées à la C. G. T. ; les syndicats fédérés sont inscrits aux bourses du travail, mais il n'y a là rien qui indique le révolutionnaire. Il est bon de noter ici que la fédération a dans deux de ses congrès refusé de mettre à l'ordre du jour de ses discussions la question de la grève générale et que d'autre part les syndicats, toutes les fois qu'ils sont reçus par les inspecteurs généraux, par les députés, par le ministre, protestent de leur dévouement à la patrie, à la république, à ses institutions.

L'existence des syndicats dissidents résulte de rivalités et d'ambitions personnelles ; tel ouvrier ne croit pas pouvoir servir utilement « la cause » dans le rang et il

fonde un syndicat dont il s'octroiera la présidence.

Il semble qu'on peut poser en règle générale que les syndicats renferment tous les ouvriers qui ont à espérer une augmentation de salaire soit à un minimum d'ancienneté soit au choix. Les chefs de nos syndicats l'avouent, l'ouvrier n'a pas le sens de l'intérêt général : le syndicat est pour lui un moyen d'améliorer sa situation propre non d'augmenter la condition matérielle de ses camarades. Les ouvriers qui sont nouvellement embauchés entrent presque tous dans les syndicats : ils voient là une assurance contre un renvoi possible, renvoi que pourrait justifier leur inaptitude au travail qu'on leur confie ; si après un mois d'essai le directeur juge que le journalier ne convient pas et s'il le renvoie, le syndicat protestera immédiatement avec violence accusant le directeur de partialité ou mettant le renvoi sur le compte de la haine d'un chef ouvrier. Signalons ici la décision prise par le syndicat de Toulouse de n'admettre que les ouvriers ayant trois mois de service. L'ouvrier voit aussi dans le syndicat l'assurance d'un avancement régulier pour les ouvriers de la fabrication, une protection pour l'augmentation de salaire en ce qui concerne l'ouvrier d'art. Cette protection du syndicat n'est d'ailleurs pas un leurre : périodiquement le syndicat demande au directeur l'augmentation du salaire des ouvriers d'art qu'il compte parmi ses membres ; le directeur lassé par ces réclamations et auquel on reproche souvent d'être trop économe d'un argent qui n'est pas le

sien, finit par accorder ces augmentations sans qu'elles soient complètement justifiées.

Les syndicats réclament contre les punitions infligées à leurs membres : c'est un principe absolu, et, comme il faut justifier cette réclamation, tous les moyens sont bons. L'ouvrier puni va trouver le président du syndicat et lui expose pourquoi il a été puni à tort : deux motifs généraux : 1° le fait qui a motivé la punition n'est pas vrai ; 2° l'ouvrier a été puni par haine ou par vengeance. Le président du syndicat ne contrôle rien et il présente une réclamation au directeur, celui-ci peut le plus souvent justifier la punition et convaincre le syndicat que sa bonne foi a été surprise ; si le syndicat réclame ce n'est pas qu'il accorde grande créance aux réclamations qu'il a à soutenir, mais c'est pour éviter que le syndicat voie un de ses membres le quitter et puis aussi parce qu'ils pensent très sérieusement que l'ouvrier étant « le plus faible » c'est lui qui a toujours raison.

§ 4. — RELATIONS DES SYNDICATS AVEC L'ADMINISTRATION

Les relations des syndicats avec les directions locales ne sont pas réglementées et leur fréquence varie avec les établissements. Le directeur n'est pas obligé de recevoir les délégués du syndicat et il y a quelques années, un directeur recevait un syndicat et refusait d'entrer en relation avec l'autre.

Si aucun texte ne prescrit aux directeurs d'entendre les syndicats pour la généralité des questions intéressant les ouvriers, des circulaires ont ordonné aux directeurs de prendre l'avis des syndicats sur certains points et de notifier à ces syndicats certaines décisions.

Lors de leurs inspections, les inspecteurs généraux reçoivent les syndicats en dehors de la présence du directeur, mais cette situation n'a rien de fâcheux car les inspecteurs appartiennent au même corps que les directeurs ; anciens directeurs eux-mêmes, ils connaissent les ouvriers et aussi il faut bien le dire le scepticisme avec lequel on doit accueillir leurs réclamations. Les syndicats ont parfois porté devant les inspecteurs généraux des réclamations touchant à l'hygiène et à la sécurité ; lorsque les améliorations demandées nécessitent des modifications aux appareils ou aux procédés de fabrication les inspecteurs généraux ont, plus que les directeurs, pouvoir et qualité pour les provoquer.

Les syndicats ont parfois correspondu directement avec les inspecteurs généraux ; il y a dans cet abandon de la voie hiérarchique un abus regrettable.

Les syndicats ont peu de relations avec la sixième direction ; ils ont pour le directeur général du service une profonde haine qui tient non à l'homme, mais à la fonction ; le directeur général doit en effet défendre les finances de l'Etat et c'est une raison suffisante pour essayer d'enrayer les dépenses que les ouvriers demandent.

Les syndicats s'affranchissent donc volontiers de ce

degré de la hiérarchie et portent directement leurs réclamations au sous-secrétaire d'Etat ou au ministre ; cet abandon de la voie hiérarchique est condamné par un circulaire du 5 mars 1879 ; plus récemment en 1909, M. Sarraut a décidé que les réponses du ministre aux syndicats leur seraient adressées par l'intermédiaire des directeurs.

§ 5. — ORGANISATION INTÉRIEURE DES SYNDICATS

Tous nos syndicats ont des statuts à peu près semblables, qu'ils soient ou non affiliés à la Fédération. Nous allons parcourir quelques articles de ces statuts.

« Le syndicat se préoccupera : 1° des conditions du travail, de la réglementation des salaires, de l'hygiène des ateliers ; 2° des réclamations à faire à la Direction, que ces réclamations soient collectives ou individuelles, mais toujours faites après enquête pour en reconnaître le bien fondé ; 3° d'établir le cahier des revendications de tous les travailleurs de la poudrerie pour être soumis aux pouvoirs publics ; 4° de pétitionner en faveur des réformes urgentes et de signaler les abus quels qu'ils soient. »

Les cotisations varient de 3 à 5 francs par an pour les ouvriers, de 1 à 3 francs pour les ouvrières ; elles sont payables par trimestre et d'avance.

Le syndicat est administré par un conseil (bureau, chambre syndicale) qui reçoit les réclamations des syndi-

qués et s'efforce de les faire aboutir par les voies et moyens appropriés.

« L'exclusion sera prononcée : 1^o contre tout membre en retard de deux trimestres pour le paiement de ses cotisations ; 2^o en cas de préjudice volontairement causé au syndicat. »

La plupart des syndicats ont organisé une caisse de secours aux veuves et orphelins mineurs des ouvriers et ouvrières décédés au service de l'établissement. Ce secours est généralement de 40 francs pour la veuve et de 10 francs par enfant mineur, certains syndicats ajoutent un secours pour le syndiqué perdant sa femme. « L'assemblée générale peut décider de donner un secours soit à des camarades malades depuis longtemps, soit à des veuves d'ouvriers dans le besoin ».

Certains syndicats (Angoulême, Saint-Médard) ont contribué à la formation dans leurs poudreries de *sociétés coopératives* ; l'administration encourage ces coopératives en leur fournissant gratuitement les locaux nécessaires à leur fonctionnement.

Les syndicats inscrivent dans leurs statuts qu'ils s'efforceront de créer... « des *bibliothèques* » l'administration a installé dans les poudreries du Pont-de-Buis et de-Saint Chamas des bibliothèques avec prêt à domicile.

CHAPITRE VII

LE DROIT DE GRÈVE

Les ouvriers peuvent ne pas obtenir satisfaction pour les réclamations ou les revendications qu'ils présentent à l'administration : il est intéressant d'étudier si on leur reconnaît, si on leur a toujours reconnu le droit d'en appeler à la grève pour faire aboutir leurs demandes.

La loi de 1864 a donné le droit de grève aux ouvriers en déclarant licite « la coalition simple... entre patrons ou ouvriers qui s'entendent pour fixer les conditions auxquelles ils veulent travailler ou faire travailler et qui sanctionnent leur prétention par l'abandon simultané et convenu des ateliers ». Dans l'esprit du législateur, l'industrie privée était seule mise en cause : cela ne résulte pas seulement de l'absence de tout texte, de tout amendement visant les services publics mais des arguments avec lesquels on a en 1864 soutenu le projet de loi. Sous le premier empire régnait d'ailleurs dans les établissements de l'Etat une forte discipline qui rendait chimérique toute pensée de grève. La loi de 1864 abrogeant les articles 414 et 415 du Code pénal rendait la grève licite pour

tous les ouvriers, même pour ceux auxquels elle n'avait pas songé, elle a donc donné implicitement le droit de grève aux ouvriers des poudres.

Le Sénat a d'ailleurs voulu retirer le droit de grève aux ouvriers de l'Etat. A la suite de l'ordre du jour qui en 1894 mit M. Jounart en minorité à la Chambre, M. Ch. Dupuy annonça à la tribune du Sénat le prochain dépôt d'un projet de loi qui devait « dégager de la loi sur les syndicats tout ce qui intéresse les services publics ». Ce dépôt tardant, M. Merlin déposa au Sénat (1) une proposition de loi punissant « toute coalition des ouvriers de l'Etat pour faire cesser ou suspendre le travail, s'il y a commencement d'exécution ». Sur un rapport favorable de M. Marquis (2), le Sénat prit en considération cette proposition. Quelques jours plus tard (4 mars 1895) le ministère Ribot-Trarieux déposa un projet restreignant l'interdiction du droit de grève aux ouvriers des seuls services intéressant l'ordre et la sécurité générale du pays la commission chargée d'examiner les projets Merlin et Trarieux conclut à l'adoption du projet Merlin ; le rapporteur pour justifier l'interdiction proposée invoquait « la désorganisation que les grèves apporteraient dans les services essentiels au bon fonctionnement des affaires du pays », il disait encore : « une coalition d'ouvriers de l'Etat est sans issue : que des ouvriers de l'industrie privée se coalisent pour obtenir

1. 21 décembre 1894.

2. *J. off.*, 27 janvier 1895. *Documents parlementaires.*

un traitement plus avantageux, là il y a en présence deux parties maîtresses de leurs résolutions, une transaction peut intervenir ; mais qui donc aura qualité pour apprécier les réclamations des ouvriers de l'Etat dont les salaires sont déterminés par des crédits votés au budget ? L'Etat dont les résolutions ne peuvent pas sortir du cadre de la loi des finances. Il n'y a pas possibilité légale qu'une telle grève aboutissent ». La discussion commença en février 1896 ; le nouveau ministère présidé par M. Léon Bourgeois était hostile au projet auquel il reprochait « de mettre hors du droit commun 300.000 Français, non pas à une raison de faits constatés, non pas à raison de griefs établis, mais à raison d'une sorte de défiance préalable, à raison de l'inquiétude qui existe dans certains esprits au sujet de ce que pourraient faire ces citoyens dans certains cas déterminés » ; et il ajoutait : « je ne connais pas d'exemple d'une mesure préventive de ce genre dans la législation d'un pays libre ou le principe de l'égalité entre les citoyens est un principe nécessaire ». Le Sénat vota la proposition Merlin. Ce projet transmis à la Chambre n'a pas été rapporté par les commissions du travail des trois législatures qui ont passé depuis à la Chambre et il semble enterré pour toujours.

En fait il n'y a jamais eu de grèves dans les poudres.

On pourrait en trouver des explications dans ce fait que les ouvriers des poudres sont souvent d'anciens ouvriers agricoles qui acceptent sans se plaindre les dures conditions que leur fait le maître de l'ouvrage et aussi dans cet autre

fait que la disposition des usines d'une poudrerie clairsemées dans une vaste superficie rend plus difficiles les conciliabules qui précèdent une grève. Mais il y a de meilleures raisons à faire valoir. Les ouvriers des poudres ont depuis 1897 obtenu d'année en année de nouvelles améliorations de leur situation, ils ont après des réclamations calmes vu aboutir, souvent plus vite qu'ils ne l'espéraient, la plupart de leurs revendications ; ils n'ont donc pas de raisons d'employer la violence là où le calme suffit, il faut d'ailleurs avouer que bientôt l'Etat aura accordé tout ce qu'il peut accorder, la raison que nous donnions perdra alors de sa force. Mais une raison plus forte de l'absence de grèves est qu'elles sont vouées à un insuccès qui sera d'autant plus certain que la situation matérielle des ouvriers sera meilleure (1). Qu'une grève éclate et en moins de huit jours les ateliers seront occupés par de nouveaux embauchés que l'administration n'aura aucune peine à trouver ; certes, la production diminuera, les accidents seront plus fréquents mais l'apprentissage du métier de poudrier est rapide. Les ouvriers n'ignorent pas non plus que l'Etat peut remplacer les poudres françaises par des poudres étrangères, de tels achats à l'étranger ont été faits à des époques troublées par des bruits de guerre, une grève en provoquerait immédiatement

1. Ceci a une double condition : 1° que la liberté du travail soit assurée ;
2° que des influences politiques n'interviennent pas (comme pour les ouvriers des manufactures de l'Etat) pour contraindre le ministre à céder.

de nouveaux qui entraîneraient une perte sèche pour la main-d'œuvre française. En cas de grève, l'administration ferait probablement rappeler pour des périodes de réserves ceux des ouvriers qui ont été classés indisponibles : une telle mesure serait certes désagréable à quelques-uns.

Loi du 27 décembre 1892.— On sait que cette loi est destinée, par l'intervention du juge de paix, à éviter ou à abréger les grèves en favorisant la conciliation et l'arbitrage. Au cours de la discussion, la Chambre a rejeté l'amendement Jourde, tendant à comprendre l'Etat et ses ouvriers dans le domaine d'application de la loi. La loi n'est donc pas applicable à nos ouvriers.

CHAPITRE VIII

LES REVENDICATIONS DES OUVRIERS DES POUDRES

Ces revendications étudiées dans les syndicats sont élaborées dans les congrès annuels de la Fédération, elles sont exposées dans des mémoires remis au ministre, aux députés ou au directeur du service ; elles sont d'autre part exposées dans la discussion annuelle du budget, elles sont étudiées dans les bureaux de l'administration ou dans les commissions créées à certaines époques.

Nous nous proposons de suivre rapidement dès la naissance de la Fédération, l'histoire de ces revendications et d'étudier celles qui subsistent et les solutions que l'administration se propose de leur donner.

La Fédération ouvrière des poudreries et raffineries de France a été créée en novembre 1894 par le congrès d'Angoulême ; ce congrès insère dans les statuts de la Fédération (1) le programme de ses revendications.

1. Art. 10. — Les syndicats fédérés s'engagent à verser une cotisation de 0 fr. 50, par adhérent et par trimestre.

Art. 2.— « Le but de la fédération est d'unir nos forces générales afin d'arriver à l'affranchissement de tous ceux qui travaillent : au point de vue de la corporation elle détermine ainsi les grandes lignes de son programme d'action : 1° assimilation aux commissionnés après un an de service (1); 2° unification des salaires sur la base du salaire le plus élevé ; 3° retraite obligatoire de 600 francs après vingt-cinq de services y compris les années de service militaire sans retenue de traitement sans condition d'âge ; 4° réduction de la journée de travail » ces deux mesures, retraite obligatoire à vingt cinq ans de services et réduction de la journée de travail sont demandées pour diminuer le chômage de la classe ouvrière, éviter des licenciements ou provoquer des embauchages dans le service ; « 5° retraite proportionnelle à tout ouvrier quittant un établissement congédié ou non ; 6° suppression des punitions autres que le renvoi ».

Le congrès tenu à Toulouse en 1895 n'apporte pas de grandes précisions au programme de 1894. Je note dans le compte rendu de violentes diatribes contre la société capitaliste « chaque exploité aura à cœur de vouloir donner son coup de pic ou de bêche à l'édifice capitaliste déjà bien vermoulu, de le démolir et d'écraser pour toujours ce microbe social, et c'est sur ses débris que nous assoierons nos revendications sociales » plus loin le congrès reproche à un syndicat dissident de faire cause

1. Assimilation obtenue en 1905.

commune avec le patron de « chercher à enrayer tout progrès social en se faisant les instruments de nos pires ennemis » et plus loin « vous faites le jeu de nos autocrates qui voudraient nous tenir encore longtemps sous leur joug dominateur arrogant et nous humilier par leur brutalité insolente, par leur exactions, leurs vexations et leurs injustices déloyales autant qu'inqualifiables » et encore « nous, bêtes de somme vendant leur sueur à vil prix au profit du capital soit gouvernemental, soit privé » et l'on décide de chasser le syndicat dissident « du sanctuaire du prolétariat qu'il souille et qu'il déshonore ». Je ne fais ces citations que pour les opposer à la rédaction calme et en général précise des comptes rendus des congrès ultérieurs. Remarquons aussi que le congrès de Toulouse n'apparaît pas comme inspiré d'intentions bien sérieuses : les congressistes assistent à un lunch, à une distribution de prix, à un bal ; dès 1896, plus pratiques, ils remplaceront ces distractions par des visites au ministre et aux députés.

Le 11 décembre 1895 la chambre vote la résolution suivante présentée par MM. Pedebidon, Descubes et Bazeille. « La Chambre invite le gouvernement à étudier et à préparer à l'occasion du prochain budget des mesures propres à réaliser l'égalité au point de vue des conditions de retraite entre les ouvriers des établissements dépendant du ministère de la guerre et les ouvriers des manufactures de l'Etat. » Le ministre M. Cavaignac adhéra à

cette motion sous toutes réserves et nomma une commission extra-parlementaire présidée par le général Deloye ; des études de cette commission sortit un projet qui est devenu le décret du 26 février 1897.

Le troisième congrès est tenu à Livry en 1896 : ce congrès est le premier qui ait tenté une démarche auprès du ministre et auprès des députés (1). A ce congrès les délégués précisent leur demande de réduction de la journée de travail : ils veulent la journée de huit heures qui permettra à l'ouvrier, disent-ils, « de se reposer et de s'instruire ». C'est ici le moment de rappeler que des *écoles d'adultes* créées par l'administration à Vonges, Esquerdes, Angoulême ont dû fermer faute d'élèves. La retraite proportionnelle est demandée à dix ans de services ; l'on demande la suppression du travail à la tâche.

Au congrès de 1896 apparaît une revendication qui n'est pas spéciale aux ouvriers des poudres ; ils demandent que aucun retraité ne puisse entrer dans le personnel ouvrier ou secondaire. Cette demande qui restera toujours inscrite dans les revendications n'a aucune chance d'obtenir satisfaction, le législateur de 1905 ayant développé le principe posé par le législateur de 1889 sur l'attribution d'emplois civils aux anciens sous-officiers.

1. Les ouvriers ne vont pas au Sénat ; lors des congrès les ouvriers sont reçus par l'ensemble des députés de leurs circonscriptions respectives, ces députés les accompagnent au ministère. Les sénateurs ne montrent pas le même empressement.

La question de la suppression du travail des femmes est soulevée ; la femme, dit un ouvrier, se fait la complice de la machine et du patron pour remplacer l'homme et faire diminuer les salaires et le prix de revient. Le congrès ne vote pas la suppression du travail des femmes mais il demande « qu'il ne soit pas employé de femmes à des travaux trop durs et souvent trop dangereux, qui tiennent la place de pères de famille ».

Le congrès réclame la gratuité des soins médicaux et pharmaceutiques pour la famille des ouvriers, il demande que les circulaires soient affichées dans les établissements (1) et envoyées à la Fédération.

Le Congrès de 1898 décide de ne soumettre au ministre que six revendications : ce congrès ne se trouve pas, il est vrai, en face de la même situation que le congrès de 1896, le décret du 26 février 1897 a en effet apporté à la condition des ouvriers auxiliaires des améliorations considérables. Le congrès de 1898 dont le procès-verbal très net, très précis est malheureusement trop bref, présente ces revendications au ministre dans un rapport qui est un véritable modèle.

1° Commissionnement après cinq ans de service (2);

2° Retraite de 60 francs au minimum pour les hommes et de 400 francs pour les femmes après vingt-cinq ans de services effectifs civils ou militaires avec entrée en jouissance à cinquante ans pour les hommes à cinquante ans pour les femmes ;

1. Sans intérêt depuis 1905.

2. Accordé en 1907.

3° Pension égale aux deux tiers de la retraite du mari accordé à la veuve de tout ouvrier décédé après vingt-cinq ans de service quelque soit l'âge du décédé ;

4° En cas d'accident résultant du service qui aura entraîné une incapacité absolue de travail, retraite intégrale et immédiate (1).

5° Unification des salaires : 40 centimes l'heure pour tout ouvrier entrant à la fabrication ; 43 centimes après un an de service ; 45 centimes l'heure après trois ans ; demi-solde aux malades, solde entière aux blessés (2) ;

6° En cas de licenciement par manque de travail, chaque mois de service donnera droit à l'allocation d'une somme égale au salaire journalier.

Le congrès de 1899 reprend ces revendications ; c'est en 1899 que la fédération demande pour la première fois audience au directeur du service ; elle ne lui accorde d'ailleurs ni grand crédit, ni grande confiance et dans les congrès qui suivront il y a accord parfait des délégués pour accuser le directeur du service d'approuver les injustices (on ne dit plus les exactions) commises par ses « chers camarades » les directeurs des établissements et pour lui reprocher d'être systématiquement hostile aux revendications des ouvriers .

Au congrès de 1901 la Fédération devient plus exigeante elle demande pour les retraites l'assimilation au personnel

1. La loi de 1898 fait une situation plus favorable à l'ouvrier.

2. La revendication 5 a reçu entièrement satisfaction en 1905.

des manufactures de l'Etat c'est-à-dire, dit-elle, 720 et 540 francs de minimum après vingt-cinq ans de service ; la Fédération se trompe et il est difficile d'admettre qu'elle est de bonne foi, les minima garantis par le décret du 27 février 1901 sont de 600 et 400 francs et ils ne sont garantis qu'après trente ans de services. D'ailleurs pour obtenir une faveur de plus, la fédération demande pour l'âge d'entrée en jouissance l'assimilation au personnel de la marine, elle demande donc l'entrée en jouissance de la retraite à cinquante ans.

Pour les salaires des ouvriers d'art, la Fédération demande l'application à toutes les poudreries du tarif de Sevran Livry, c'est-à-dire de la poudrerie la mieux partagée ; si elle obtient satisfaction elle se propose de faire relever les salaires à Sevran, sous prétexte que la vie y coûte plus cher. D'autre part dans un esprit d'égalité farouche et de haine contre l'ouvrier qui ose être plus habile que ses camarades, la Fédération demande que les ouvriers d'art avancent uniquement à l'ancienneté.

Les congrès précédents avaient demandé l'augmentation des salaires : satisfaction a été donnée en 1900 aux légitimes réclamations sur ce point. Le congrès de 1901 demande aussitôt une nouvelle augmentation de 0 fr. 30 par jour (1). En 1901, apparaît également la demande d'un congé payé de quinze jours.

1. Accordée en 1904.

Au cours de la discussion du budget de 1902 la Chambre des députés vota la résolution suivante : « La Chambre invite le gouvernement à étudier, en vue de l'exercice 1903 des modifications au décret du 26 février 1897 de manière : 1° à assurer gratuitement à tous les ouvriers de la guerre les soins médicaux, pharmaceutiques et l'usage des eaux thermales ; 2° à compter pour le commissionnement à l'ancienneté et pour la retraite le service militaire obligatoire accompli par ces ouvriers ; 3° à introduire au budget de 1903 des propositions fermes tendant à accorder aux ouvriers et ouvrières non commissionnés la demi-journée de salaire en cas de maladie jusqu'à complet rétablissement ; 4° à allouer aux femmes en couches, sans préjudice de l'indemnité de la demi-journée un secours de 50 francs ; 5° à assimiler pour la retraite les ouvriers et ouvrières à leurs camarades de l'administration des tabacs ». Le ministre nomma une commission présidée par M. Ricard pour examiner en même temps que la résolution prise par la Chambre, toutes les réclamations qui lui seraient soumises par les syndicats et fédérations du personnel civil des établissements militaires. Cette commission a travaillé jusqu'en 1905 (1) et son rapport général établi par M. de Moüy a été publié à l'*Officiel* du 21 janvier 1906 ; antérieurement la commission avait établi un rapport sur le travail à la tâche et un rapport sur la résolution votée

1. Elle subsiste d'ailleurs, et le ministre se proposait en 1909 de lui soumettre un certain nombre de nouvelles revendications du personnel.

par la Chambre, ce dernier rapport (le premier en date) a été publié le 27 mars 1902. Les conclusions de ce rapport ont donné lieu à la signature de décrets donnant satisfaction aux quatre premières revendications ; nous avons étudié plus haut ces décrets. Pour la cinquième revendication le rapport faisait observer que le ministre ne pouvait sans une loi augmenter la pension de retraite et ceci en vertu de l'article 55 de la loi des finances du 25 février 1901 (1).

Le rapport préconise l'établissement d'un régime uniforme de retraites pour tous les ouvriers de l'Etat car, sinon, « tout avantage concédé isolément à l'un des personnels sera, le lendemain, réclamé par les autres, qui démontreront qu'ils y ont un droit égal et, d'assimilation en assimilation, on ne sait où l'on mènera les finances de l'Etat ».

Le congrès de 1902 demande une nouvelle augmentation de salaire (2).

Le congrès de 1904 insiste sur une revendication qui a apparue en 1901 : la demande d'une paie au mois ; comme les congrès précédents, le congrès de 1904 n'explique pas les raisons de cette revendication.

Au congrès de 1904 la même question reparait : la paie au mois représente pour les délégués une assimilation vague au personnel secondaire, les ouvriers se rappro-

1. Art. 55. — Aucune modification aux conditions d'admission à la retraite et au taux des pensions du personnel, quel qu'il soit, des diverses administrations de l'Etat, ne peut être autorisée que par une loi.

2. Réalisée en 1909.

cheront ainsi des fonctionnaires, sembleront être mieux garantis contre le renvoi ou le licenciement. De l'assimilation aux fonctionnaires résultera que les absences de maladie ne seront pas décomptées, que les congés autorisés seront payés et enfin que ces congés autorisés et payés vont devenir un droit pour les ouvriers. Finalement les ouvriers avouent que c'est d'abord les quinze jours de congé payés qu'ils veulent (1) ; la Fédération présente au ministre un rapport extraordinaire dans lequel on voit que l'administration en accordant la paie au mois et quinze jours de congés payés a beaucoup plus de chances de gagner que de perdre.

Ce même congrès de 1904 entend des paroles révolutionnaires auxquelles on n'était plus habitué ; il demande le déplacement de deux directeurs accusés des pires méfaits. A quelques jours de là, au deuxième Congrès des travailleurs de l'Etat, les délégués des poudres tiennent un langage qui étonne dans leur bouche ; ils proposent de « préparer les moyens de la grève générale », de « faire une active propagande en faveur de la grève générale.

En 1905 apparaît une revendication intéressante demandant un secours pour les ouvriers chargés de famille.

En 1907, une vieille question reparaît, celle des retraites proportionnelles, les ouvriers n'insistent pas d'ailleurs ; à ce congrès les délégués reprennent la question de la paie au mois sous une forme différente : ils demandent la titularisation du personnel à l'ancienneté ; la question est

1. Accordés en 1906.

alors d'actualité car des licenciements très importants sont annoncés.

Le sous-secrétaire d'Etat à la guerre annonça par circulaire du 28 août 1908 la création d'une « *commission mixte consultative* pour les questions concernant l'organisation générale du travail et le fonctionnement industriel des établissements de la guerre ». Il est indispensable, dit cette circulaire, que avant d'être soumises à l'approbation du ministre, les solutions de ces questions aient été étudiées avec les plus grands soins, non seulement au point de vue des intérêts de l'Etat, mais en tenant compte aussi des intérêts du personnel ouvrier qui collabore à l'œuvre commune ; cette commission se réunira sur l'ordre du ministre pour lui donner son avis motivé sur toutes les questions que celui-ci lui soumettra. Ces questions comprennent, en dehors de celles étudiées ici « celles relatives aux œuvres de prévoyance dues à l'initiative privée, les questions concernant le rendement et le prix de revient, les dispositions à prendre dans les établissements pour que les prix de revient restent normalement inférieurs aux prix de vente que pourrait consentir l'industrie civile, les mesures à appliquer pour assurer à chaque établissement un travail régulier de manière à éviter les licenciements et les à-coups dans les embauchages ». A vrai dire la commission n'a encore examiné aucune des questions énumérées plus haut et on ne saurait fonder de grandes espérances sur le résultat des études qu'elle en pourra faire.

La commission comprend douze représentants de l'administration de la guerre et neuf représentants du personnel des établissements ; parmi les douze fonctionnaires de la guerre se trouve un ingénieur des poudres ; les neuf représentants du personnel comprennent entre autres deux ouvriers des poudres élus par leurs camarades, une déléguée des ouvrières de la guerre, un délégué des employés de la guerre, un délégué du personnel de maîtrise. Sont électeurs tous les ouvriers syndiqués ou non.

La Fédération proposa deux candidats qui furent élus le premier à la presque unanimité, le second à une forte majorité. Le premier est un vieil ouvrier et un vieil habitué des congrès, c'est un modéré, trop modéré et trop franc pour qu'il puisse garder longtemps la confiance des syndicats ; le second est le secrétaire général de la Fédération qui, quoique président pacifique d'un syndicat tranquille, doit évoluer à gauche pour ne pas être détrôné ; tous deux étaient qualifiés pour représenter nos ouvriers : l'un les jeunes l'autre les anciens. Les ouvrières sont représentées par une ouvrière de l'artillerie pas toujours bien informée.

La commission mixte a tenu quatre sessions. Dès la première séance la commission décide que les procès-verbaux ne seront communiqués qu'à ses membres et qu'il ne sera donné d'autre publicité à ses travaux que l'affichage dans les établissements de la guerre de celles de ses résolutions que le ministre aura approuvé en prin-

cipe (1). Dans la première session le travail se fait dans des sous-commissions qui rapportent des propositions bien vagues : le président le constate avec regret. Donnons le texte de ces résolutions approuvées par le ministre.

1° *Licenciements*. — Prendre toutes les mesures possibles pour éviter les licenciements ; quand ils seront devenus indispensables les faire par profession et par ordre individuel d'ancienneté mais en procédant par envoi échelonnés au fur et à mesure que les ouvriers deviennent disponibles ». Quelques explications seraient nécessaires pour rendre le texte compréhensible, les mots « licenciements par profession » ne signifient sans doute pas que si dans une poudrerie on arrête la fabrication des tonneaux on devra renvoyer des mécaniciens et des ajusteurs ;

2°

3° Quand les ouvriers comptant soixante ans d'âge auront pu obtenir un minimum de retraite de 600 francs et les ouvrières comptant cinquante-cinq ans 500 francs les licenciements commenceront par eux ». Le vote de cette dernière résolution par l'unanimité des délégués ouvriers montre bien que les syndicats s'appuient sur les jeunes, qu'ils recherchent l'intérêt de ceux qui ont le moins de droits acquis et que pour faire le bonheur de la classe ouvrière, ils sacrifient les intérêts et les droits de la minorité.

1. Dans plusieurs établissements les syndicats ont réclamé l'application de ces résolutions approuvées en principe et le refus des directeurs a provoqué d'inutiles réclamations auprès du ministre.

4^o « Autoriser d'une manière permanente les embauchages destinés à *combler les vacances indispensables* ? ou à pourvoir aux besoins urgents, sauf à en rendre compte. »

5^o *Salaires*. — « La commission émet le vœu que l'on mette à l'étude la question de faire entrer les nécessités de l'existence comme élément d'appréciation de la détermination du salaire et que l'on recherche les moyens de faire arriver l'ouvrier par une combinaison tenant compte à la fois de l'ancienneté et de l'aptitude à un salaire progressif de façon à atteindre le maximum à quinze ans de services. » Il semble que le « on » dont parle la cinquième résolution est représenté par la commission elle-même ; peut-être la commission l'a-t-elle ainsi entendu et se propose-t-elle seulement d'annoncer qu'elle étudiera plus tard ces questions. Un fait curieux est que le ministre qui en mai 1909 approuvait la cinquième résolution se déjugait à quelques jours d'intervalle en refusant à la Fédération le maximum de salaire pour tous les ouvriers d'art ayant quinze ans de service. Sur la même résolution, faisons encore remarquer que les ouvriers qui ont, en principe, obtenu des salaires égaux à ceux de la région émettent une prétention inadmissible en demandant qu'on tienne compte de la cherté de la vie dans les différentes régions ; les salaires de l'industrie privée pris pour base sont en effet établis en tenant compte de cette cherté de la vie.

Au cours de la deuxième session les délégués ouvriers appuyés par le sous-secrétaire d'Etat demandèrent à avoir « libre accès dans les établissements pour recueillir les

renseignements dont ils ont besoin pour l'accomplissement de leur mission », le représentant du corps du contrôle protesta énergiquement contre ce pouvoir inquisitorial qu'on proposait de donner aux délégués ouvriers et la commission, rejetant le principe d'une autorisation permanente, émit le vœu que, en ce qui concerne « l'observation des conditions du travail » des autorisations spéciales puissent être accordées « dans la mesure des règlements » ; c'est donc le ministre seul qui accordera ses autorisations. Cette autorisation que demandaient les délégués ouvriers ferait d'eux quelque chose d'analogue aux délégués à la sécurité des ouvriers mineurs, institution qui a donné de fort bons résultats. Mais, dans les mines, ces délégués ont été créés pour suppléer dans des entreprises privées à la surveillance des ingénieurs du corps des mines trop peu nombreux ; pour les établissements de la guerre une surveillance régulière est établie celle des contrôleurs de l'armée, les délégués feraient donc double emploi, un inconvénient plus redouté est qu'il serait à craindre que ces délégués ne vinssent enquêter sur des faits du personnel secondaire ou sur des punitions plutôt que s'occuper des conditions du travail (1).

La troisième session a adopté plusieurs résolutions que le ministre a approuvées en principe le 24 décembre 1909 ; signalons les solutions qui intéressent le service des poudres.

1. Aucun ordre d'exécuter ces résolutions n'a été donné.

« 1° L'attention de l'administration est attirée d'une façon toute particulière sur la nécessité d'apporter au fonctionnement des turbines Selwig tous les aménagements nécessaires en vue de diminuer les accidents dans la mesure du possible ; les modifications à apporter sont examinées par une commission technique au sein de laquelle les représentants des ouvriers seront admis ;

2° Faculté est donnée au chefs d'établissements de proposer, transmettre et appuyer le cas échéant, des demandes de secours une fois donnés aux veufs des ouvrières décédées en activité de service qui seraient dans l'incapacité de travail ou qui auraient des enfants à leur charge ;

3° La commission émet le vœu que le régime de la titularisation soit établi le plus tôt possible ;

4° Les réponses du ministre aux organisations ouvrières leur seront adressées par l'intermédiaire des directeurs des établissements mais celles-ci seront remises aux destinataires par le directeur, afin d'éviter que le personnel des bureaux en ait connaissance avant eux. »

L'ordre du jour de la quatrième session (février 1910) ne comprend qu'une question intéressant les ouvriers des poudres. C'est une série de modifications demandée au régime des retraites : « 1° que les versements soient effectués au seul nom du mari ; 2° que la veuve ait droit à la moitié de la rente servie au mari par l'Etat ». La première demande reste vouée à un échec certain car elle est contraire aux dispositions de l'article 13 de la loi de

1886 sur la caisse des retraites, pour la seconde nous constaterons qu'elle est moins exigeante que la demande des deux tiers faite par les récents congrès.

Nous avons vu d'année en année se préciser et se développer les revendications des ouvriers, nous avons constaté que beaucoup de ces demandes ont abouti, ; reste à rappeler l'état actuel des revendications et à résumer les réponses faites à la Fédération par le ministre (lettre du 23 janvier 1909).

1° « Titularisation du personnel des poudres à l'ancienneté ». Le ministre se déclare favorable à cette demande.

2° « Application de la journée de huit heures ». Le ministre promet cette réduction de la journée de travail pour le jour où elle pourra être faite « sans entraîner une diminution trop sensible de la production. »

3° « Egalité de salaire dans tous les établissements pour les ouvriers d'art et manœuvres ; réglementation de l'avancement pour ce personnel de manière à atteindre le maximum après quinze ans de services ». La Fédération ne parle pas ici de la nécessité de tenir compte de la cherté de la vie, elle attend le jour où les salaires auront été unifiés « sur la base des salaires les plus élevés ». Le ministre répond qu'« il n'y a aucune raison pour que l'embauchage et l'avancement des ouvriers d'art n'ait pas lieu dans les conditions spéciales où se trouvent les ouvriers de l'industrie privée avoisinant chacun des établissements de la guerre ». Le ministre se déclare hostile à cette revendication.

4° « Retraite égale à la moitié du salaire des deux dernières années avec minimum de 720 francs à cinquante-cinq ans pour les hommes et de 540 francs pour les femmes à cinquante ans. Allocation d'une rente de 200 francs à la veuve et aux orphelins de tout ouvrier décédé après vingt ans de services. Retraite proportionnelle après quinze ans de services ». Le ministre reconnaît que la différence des retraites dans les poudres et dans l'administration des manufactures de l'Etat est injustifiable ; il promet que cette différence disparaîtra le plus vite possible ; les ouvriers des poudres auront donc bientôt une retraite minimum de 600 francs (1). Le ministre refuse les retraites proportionnelles.

A côté des revendications de nos ouvriers il est intéressant de rappeler les revendications de l'Union fédérative des travailleurs de l'Etat (VI^e Congrès, mai 1909) ; la fédération des poudres est affiliée à cette Union. Voici ces revendications.

« Une pension de 1000 francs sera donnée à tous les ouvriers de l'Etat ayant cinquante ans d'âge et vingt-cinq ans de services dans un ou plusieurs établissements de l'Etat, le temps de présence sous les drapeaux étant compté comme temps de

1. On ne peut qu'être étonné de voir la loi des finances de 1910 votée à la Chambre fin février 1910 porter les retraites des ouvriers des manufactures de l'Etat à 720 francs ; le ministre des finances était cependant d'accord avec la commission interministérielle rendu par M. Hérault pour préparer un régime uniforme de retraites pour tous les ouvriers de l'Etat.

services ; les versements nécessaires à la constitution de cette retraite seront à la charge de l'Etat.

Une retraite proportionnelle des quinze vingt-cinquièmes de la pension totale sera servie aux intéressés sur leur demande, quelque soit leur âge, après quinze années de services ; cette retraite proportionnelle augmentera de un vingt-cinquième par année de service au dessus de 15.

Le montant de la pension d'un ouvrier ou ouvrière décédé après quinze années de service sera servi au conjoint survivant et, après le décès de celui-ci, aux enfants jusqu'à ce que le plus jeune ait atteint l'âge de vingt et un ans. »

Au congrès de 1909 est apparue en matière de retraites une revendication toute nouvelle : les ouvriers des poudres demandent à avoir une caisse autonome de retraites. Pour justifier cette demande ils disent que cette innovation ne coûtera rien à l'Etat : c'est exact.

Ils déclarent sans le prouver naturellement que 6 0/0 seulement des ouvriers atteignent l'âge de la retraite, et que actuellement le service des poudres ne sert pas de retraites à plus de 200 ouvriers. Nous n'avons pas pu vérifier ces chiffres mais nous les tenons pour fort exagérés. Quoi qu'il en soit, cette revendication ne nous semble pas susceptible d'aboutir car les administrations cherchent à unifier le régime des retraites de tous les ouvriers de l'Etat, résultat auquel ne contribuerait pas l'adoption du projet de la Fédération.

5° « *Suppression du travail à la tâche et aux pièces le*

Ministre refuse nettement rappelant que l'ouvrier est prémuni contre le danger de l'abaissement des tarifs par la garantie d'un salaire minimum.

6° *Hospitalisation gratuite des malades.*

7° *Allocation des huit-dixième du salaire aux ouvriers blessés ou atteints de maladie résultant du service.*

Le ministre rappelle d'abord que les huit-dizièmes sont accordés sur la proposition des directeurs dans de nombreux cas particuliers, il rappelle que les ouvriers de l'Etat recevant le demi salaire en cas de maladie jouissent d'un avantage que ne possèdent pas les ouvriers de l'industrie privée et il ajoute « si j'accordais aux ouvriers de la guerre tout ce qu'ils demandent, j'augmenterais encore et dans des proportions considérables l'écart de traitement existant entre les deux catégories d'ouvriers, je dépasserais les limites fixées par le législateur dans la loi de 1898 et enfin je constituerais, au profit du personnel de la guerre, un régime de privilèges qu'il ne m'appartient pas de créer isolément et qui ne peut être que le résultat d'une entente entre tous les départements ministériels occupant un personnel ouvrier ».

8° *Allocation d'une indemnité aux pères de famille, proportionnellement au nombre d'enfants, droit aux soins médicaux pour les ouvriers en retraite.*

Le ministre accepte le principe de ces deux revendications que des difficultés budgétaires empêchent d'accepter immédiatement.

BIBLIOGRAPHIE

Mannheim. — Condition des ouvriers des manufactures de l'Etat. Thèse Paris, 1902.

Aucoc. — Conférences sur le droit administratif.

Laferrière. — Traité de juridiction administrative.

Journal officiel. Débats parlementaires et documents parlementaires à partir de 1890.

Mémorial des poudres et salpêtres. Documents administratifs.

Bulletin officiel du ministère de la guerre. Partie réglementaire.

Comptes rendus des congrès de la fédération des ouvriers des poudres, 1893-1910.

Procès-verbaux des séances de la Commission mixte, 1908-1910.

Rapport général de la com. des revendic. ouvrières (Officiel, 21 janvier 1906).

Le Travailleur de l'Etat, 1907 à 1910.

Bulletin de l'Office du travail.

Vu le Président de la thèse

JAY

Vu : le Doyen,

CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer.

Pour le Vice-Recteur :

L'Inspecteur de l'Académie

COMBARIEU

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
CHAPITRE I. — Organisation générale du service.....	7
§ 1. — Etablissements et fabrications.....	7
§ 2. — Personnel du service.	9
§ 3. — Embauchage. — Journaliers, auxiliaires, commissionnés, ouvriers temporaires.....	11
§ 4. — Licenciements.	16
§ 5. — Titularisation	18
§ 6. — Sous-agents et agents techniques. — Ingé- nieurs.....	20
§ 7. — Organisation administrative des établisse- ments	22
CHAPITRE II. — Conditions du travail.....	
§ 1. — Salaires. — Salaires à la tâche et primes d'économie.....	25
Progression des salaires.....	34
Comparaison avec les salaires de l'industrie privée.....	36
Comptabilité et paiement des salaires.....	39
§ 2. — Durée du travail. — Heures supplémen- taires et heures de nuit. — Application de la loi sur le repos hebdomadaire.....	41
§ 3. — Hygiène et sécurité des fabrications.....	46
Application de la loi du 12 juin 1893.....	
CHAPITRE III. — Améliorations apportées à la condition de l'ouvrier.....	67

§ 1. — Retraites. — Pensions de veuve et d'orphelins.....	67
§ 2. — Indemnités de licenciement.....	76
§ 3. — Congés payés.....	77
§ 4. — Ouvriers malades et blessés. — Application de la loi du 9 avril 1898.....	80
§ 5. — Disposition en faveur des ouvrières mères de famille.....	95
§ 6. — Médailles d'honneur.....	96
CHAPITRE IV. — Discipline.....	97
CHAPITRE V. — Condition juridique des ouvriers.....	105
§ 1. — Les ouvriers sont-ils fonctionnaires.....	105
§ 2. — Formation et résiliation du contrat de travail.....	107
§ 3. — Règlement des contestations relatives au contrat de travail.....	110
CHAPITRE VI. — Les syndicats.....	
§ 1. — La loi du 21 mars 1884 et les ouvriers de l'Etat.....	117
§ 2. — Historique des syndicats de poudriers.....	119
§ 3. — Etat actuel des syndicats. — Leur rôle dans la poudrerie.....	121
§ 4. — Relations des syndicats avec l'administration.....	124
§ 5. — Organisation intérieure des syndicats.....	126
CHAPITRE VII. — Le droit de grève.....	129
CHAPITRE VIII. — Les revendications des ouvriers des poudres (Historique et état actuel).....	135

